



Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario

2007



L'honorable Dwight Duncan
Ministre des Finances

Documents d'information

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007, Documents d'information*, s'adresser au :

Ministère des Finances
95, rue Grosvenor, Queen's Park
Édifice Frost Nord, 3^e étage
Toronto (Ontario) M7A 1Z1

ou appeler (sans frais d'interurbain) au :

Centre d'information du ministère des Finances
Demandes en français et en anglais : 1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à :
www.fin.gov.on.ca

On peut se procurer des exemplaires du présent document auprès de :

ServiceOntario Publications
777, rue Bay, Niveau du marché
Toronto (Ontario) M5G 2C8
Téléphone : 416 326-5300
Sans frais : 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 268-7095
Site Web : www.publications.serviceontario.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2007
ISSN 1483-5983 (Imprimé)
ISSN 1496-2837 (PDF/HTML)

This document is available in English under the title:
2007 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Background Papers





TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	xi
--------------------	----

ANNEXE I : UN ONTARIO PLUS FORT

INTRODUCTION	3
INVESTIR POUR REHAUSSER LA VIGUEUR DE L'ONTARIO	4
1. Améliorer la compétitivité à l'aide de réductions d'impôts applicables immédiatement	4
Investir dans le tourisme et dans l'industrie du cinéma	7
Encourager l'innovation	8
2. Investir dans les gens et les collectivités	11
Aider les travailleurs et les collectivités à s'adapter aux défis que pose la concurrence	11
La main-d'oeuvre ontarienne spécialisée et ayant un taux élevé de scolarité est un atout majeur	12
3. Investir dans l'infrastructure	13
LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL A UN RÔLE À JOUER	16
Soutenir l'investissement des entreprises en Ontario	16
Soutenir les travailleurs de l'Ontario	17
Soutenir les investissements des municipalités dans l'infrastructure et les transports en commun	19
L'Ontario réclame la part qui lui est due	19

ANNEXE II : ACCROÎTRE LA COMPÉTITIVITÉ FISCALE DE L'ONTARIO

REHAUSSER LA COMPÉTITIVITÉ DU RÉGIME D'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS	23
Nouvelles mesures pour réduire davantage et éliminer l'impôt sur le capital	24
Élargissement de l'admissibilité aux taux d'imposition sur le revenu des petites entreprises	26
Fonds de placement des travailleurs	26
Rehausser le soutien fiscal pour l'industrie cinématographique et télévisuelle de l'Ontario	27
Remboursement des droits de cession immobilière pour tous les acheteurs d'un premier logement	28

ANNEXE III : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DE L'ONTARIO

SECTION A : INTRODUCTION

INTRODUCTION	33
--------------------	----

SECTION B : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

PERSPECTIVES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE PLUS FORTE EN ONTARIO	34
---	----

Prévisions du secteur privé	35
-----------------------------------	----

Résilience de l'Ontario face aux défis que pose l'économie mondiale.....	36
--	----

Comparaison avec les données du budget de l'Ontario de 2007.....	37
--	----

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EXTERNE DIFFICILE	39
--	----

Les défaillances sur les hypothèques à risque élevé aux États-Unis compromettent la liquidité des marchés financiers	39
--	----

Légère tendance à la hausse des taux d'intérêt.....	41
---	----

Les États-Unis sont prêts à enrayer les reculs.....	42
---	----

Les prix du pétrole devraient rester élevés	43
---	----

La vigueur accrue du dollar canadien exerce des pressions sur les entreprises	44
---	----

La vigueur du dollar posera un défi pour la performance commerciale de l'Ontario	45
--	----

L'inflation restera stable	46
----------------------------------	----

MAINTIEN D'UNE ÉCONOMIE INTÉRIEURE VIGOUREUSE ET RÉSILIENTE	47
---	----

Les fortes dépenses d'investissement se poursuivront.....	47
---	----

Un plus grand nombre d'emplois seront créés.....	48
--	----

Les revenus continueront d'augmenter.....	49
---	----

La croissance de l'emploi et des revenus stimulera les dépenses des ménages	50
---	----

Le marché du logement reste sain	51
--	----

Détails des perspectives économiques de l'Ontario.....	52
--	----

SECTION C : PLAN FINANCIER DE L'ONTARIO

PLAN FINANCIER DE L'ONTARIO.....	54
----------------------------------	----

Éléments clés du plan financier à moyen terme de l'Ontario	55
--	----

Perspectives financières de 2007-2008.....	55
--	----

Perspectives financières à moyen terme	56
--	----

Prudence financière.....	57
--------------------------	----

Risques et perspectives financières	58
---	----

Maintien d'un rapport dette-PIB prudent	59
---	----

SECTION D : PERSPECTIVES DE REVENUS DE L'ONTARIO

PERSPECTIVES DE REVENUS DE L'ONTARIO	60
Incertitude inhérente à la prévision des revenus	61
Sources de l'évolution des revenus pour l'exercice 2007-2008 depuis la publication du budget de l'Ontario de 2007	62
Évolution des revenus à moyen terme depuis la publication du budget de l'Ontario de 2007	65
Sources de l'évolution des revenus à moyen terme depuis la publication du budget de l'Ontario de 2007	68
Risques éventuels pour les revenus provinciaux	69

SECTION E : PERSPECTIVES DE CHARGES DE L'ONTARIO

VARIATIONS DES CHARGES EN COURS D'EXERCICE EN 2007-2008	75
Variation des charges en cours d'exercice en 2007-2008	
Investissements dans l'infrastructure et les transports	76
Soutien au secteur agricole	76
Investissements dans l'éducation	77
Initiatives pour accroître la compétitivité	77
Investissements dans les gens et les collectivités	78
Investissements dans le secteur de la santé	78
Investissements dans les services à l'enfance et les services sociaux	79
Investissements dans le secteur de la justice	79
Investissements dans les collectivités du Nord et des régions rurales	80
Autres investissements	80
Perspectives des charges à moyen terme	82
Risques et sensibilités liés aux charges	82
Passif éventuel	84
Ontario Nuclear Funds Agreement	84
Obligations garanties par la province	85
Logement social – Ententes d'assurance-prêts	85
Créances exigibles de la Couronne	85
Société canadienne du sang	85

SECTION F : DÉTAILS DES FINANCES DE L'ONTARIO

DÉTAILS DES FINANCES DE L'ONTARIO	86
---	----

ANNEXE IV : EMPRUNTS ET GESTION DE LA DETTE

EMPRUNT À LONG TERME SUR LES MARCHÉS PUBLICS	97
Dettes	101
Composition de la dette totale	102
Gestion de la dette	103
Dettes arrivant à échéance	104

Coût de la dette.....	104
Rapport dette nette-PIB.....	105
GLOSSAIRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉCRITS DANS L'ANNEXE IV.....	106

ANNEXE V : TRANSPARENCE FISCALE

Structure du rapport.....	111
Portée	111
Méthode.....	112
Impôt sur le revenu des particuliers	113
Impôt sur le revenu des particuliers – Description des mesures fiscales	117
Crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario.....	117
Autres crédits d'impôt de l'Ontario	118
Exonérations, déductions, reports et autres mesures offertes conjointement avec le gouvernement fédéral	118
Impôt sur les sociétés.....	120
Impôt sur les sociétés – Description des mesures fiscales.....	123
Impôt sur les sociétés.....	123
Crédits d'impôt remboursables de l'Ontario	123
Exonérations, déductions, reports et autres mesures offertes conjointement avec le gouvernement fédéral	123
Taxe de vente et taxes à la consommation.....	125
Taxe de vente et taxes à la consommation – Description des mesures fiscales	128
Taxe sur l'essence.....	128
Taxe de vente au détail (TVD).....	128
Impôt foncier prélevé aux fins scolaires	130
Impôt-santé des employeurs.....	131
Taxe sur l'administration des successions	131
Redevance sur le revenu brut	131

ANNEXE VI : TABLEAUX DES DONNÉES ÉCONOMIQUES

TABLEAUX DES DONNÉES ÉCONOMIQUES	135
--	-----

ANNEXE VII : COMMENT PARTICIPER AUX CONSULTATIONS PRÉALABLES AU BUDGET DE 2008

COMMENT PARTICIPER AUX CONSULTATIONS PRÉALABLES AU BUDGET DE 2008.....	175
--	-----



LISTE DES TABLEAUX

ANNEXE II : ACCROÎTRE LA COMPÉTITIVITÉ FISCALE DE L'ONTARIO

Tableau 1 : Plan accéléré de l'Ontario visant à éliminer l'impôt sur le capital selon les nouvelles initiatives proposées.....	25
Tableau 2 : Sommaire de l'incidence financière des mesures fiscales proposées	28

ANNEXE III : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DE L'ONTARIO

SECTION B : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

Tableau 1 : Perspectives économiques de l'Ontario	34
Tableau 2 : Prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario	35
Tableau 3 : Répercussions des changements aux principales hypothèses sur la croissance du PIB réel de l'Ontario.....	35
Tableau 4 : Facteurs externes importants qui influent sur l'économie de l'Ontario.....	37
Tableau 5 : Économie de l'Ontario en 2007	38
Tableau 6 : Perspectives d'évolution des taux d'intérêt au Canada	41
Tableau 7 : Économie de l'Ontario, de 2005 à 2010.....	53

SECTION C : PLAN FINANCIER DE L'ONTARIO

Tableau 8: Perspectives financières 2007-2008 — Variation en cours d'exercice	55
Tableau 9 : Plan financier et perspectives à moyen terme	57

SECTION D : PERSPECTIVES DE REVENUS DE L'ONTARIO

Tableau 10 : Sommaire de l'évolution des revenus au cours de l'exercice 2007 2008 depuis la publication du budget de l'Ontario de 2007.....	62
Tableau 11 : Sommaire des perspectives à moyen terme.....	65
Tableau 12 : Sommaire des perspectives de l'impôt sur le revenu des particuliers à moyen terme	66
Tableau 13 : Sommaire des perspectives de l'impôt sur les sociétés à moyen terme	67
Tableau 14 : Sommaire de l'évolution des revenus à moyen terme depuis la publication du budget.....	68
Tableau 15 : Certains risques et sensibilités – Économie et revenus	71

SECTION E : PERSPECTIVES DE CHARGES DE L'ONTARIO

Tableau 16 : Sommaire des variations des charges en cours d'exercice depuis le budget	75
Tableau 17 : Certains risques et sensibilités liés aux charges.....	83
Tableau 18 : Certains coûts de rémunération.....	84

SECTION F : DÉTAILS DES FINANCES DE L'ONTARIO

Tableau 19 : Plan et perspectives financières à moyen terme	86
Tableau 20 : Perspectives financières pour 2007-2008 – Variation en cours d'exercice.....	86
Tableau 21 : Revenus	87
Tableau 22 : Total des charges	88
Tableau 23 : Dépenses liées à l'infrastructure 2007-2008	89
Tableau 24 : Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices.....	90

ANNEXE IV : EMPRUNTS ET GESTION DE LA DETTE

Tableau 1 : Programme d'emprunt 2007 2008	98
Tableau 2 : Perspectives du programme d'emprunt à moyen terme.....	100

ANNEXE V : TRANSPARENCE FISCALE

Tableau 1 : Impôt sur le revenu des particuliers.....	113
Tableau 2 : Montants sur lesquels reposent les crédits d'impôt non remboursables indexés	117
Tableau 3 : Impôt sur les sociétés.....	120
Tableau 4 : Taxe de vente et taxes à la consommation	125
Tableau 5 : Impôt foncier prélevé aux fins scolaires	130
Tableau 6 : Impôt-santé des employeurs	131
Tableau 7 : Taxe sur l'administration des successions.....	131
Tableau 8 : Redevance sur le revenu brut (RRB)	131

ANNEXE VI : TABLEAUX DES DONNÉES ÉCONOMIQUES

Tableau 1 : Produit intérieur brut de l'Ontario de 1993 à 2006.....	137
Tableau 2 : Croissance du produit intérieur brut de l'Ontario de 1993 à 2006	138
Tableau 3 : Certains indicateurs économiques de l'Ontario de 1993 à 2006	139
Tableau 4 : Variation annuelle de certains indicateurs économiques de l'Ontario de 1993 à 2006.....	140
Tableau 5 : Produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie selon les prix de base de 2003 à 2006	141
Tableau 6 : Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie selon les prix de base de 2003 à 2006	142
Tableau 7 : Produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication selon les prix de base de 2003 à 2006	143
Tableau 8 : Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication selon les prix de base de 2003 à 2006	144
Tableau 9 : Indicateurs du marché du logement de l'Ontario de 2003 à 2006	145
Tableau 10 : Certains indicateurs financiers de 1993 à 2006	146

Tableau 11 : Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario et des pays du G-7 de 1993 à 2006	147
Tableau 12 : Croissance de l'emploi en Ontario et dans les pays du G-7 de 1993 à 2006.....	148
Tableau 13 : Taux de chômage en Ontario et dans les pays du G-7 de 1993 à 2006	149
Tableau 14 : Taux d'inflation de l'IPC en Ontario et dans les pays du G-7 de 1993 à 2006	150
Tableau 15 : Taux de change, G-7, de 1993 à 2006	151
Tableau 16 : Principales marchandises exportées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2006.....	152
Tableau 17 : Principales marchandises importées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2006	153
Tableau 18 : Commerce international de l'Ontario avec les principales régions en 2006	154
Tableau 19 : Commerce international du Canada avec les principales régions en 2006.....	155
Tableau 20 : Certaines caractéristiques démographiques de l'Ontario de 1991 à 2007.....	156
Tableau 21 : Composantes de la croissance de la population de l'Ontario de 1997-1998 à 2006-2007	157
Tableau 22 : Population active de l'Ontario de 1993 à 2006	158
Tableau 23 : Emplois en Ontario de 1993 à 2006	159
Tableau 24 : Chômage en Ontario de 1993 à 2006.....	160
Tableau 25 : Assurance-emploi (a.-e.) et aide sociale en Ontario de 1993 à 2006	161
Tableau 26 : Rémunération du travail en Ontario de 1993 à 2006.....	162
Tableau 27 : Emplois par profession en Ontario de 1995 à 2006	163
Tableau 28 : Répartition des emplois par profession en Ontario de 1995 à 2006	164
Tableau 29 : Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1997 à 2006.....	165
Tableau 30 : Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1997 à 2006	167
Tableau 31 : Niveau d'emploi en Ontario, par région économique, de 1996 à 2006	169
Tableau 32 : Niveau d'emploi en Ontario, par industrie, par région économique, 2006.....	170
Tableau 33 : Régions économiques de l'Ontario.....	172



ISTE DES GRAPHIQUES

ANNEXE I : UN ONTARIO PLUS FORT

Graphique 1 : Baisse des taux combinés d'imposition des sociétés en Ontario	6
Graphique 2 : Structure de l'économie de l'Ontario – 2006	10
Graphique 3 : Montant d'AE par personne en chômage en Ontario et dans le reste du Canada – 2006.....	17

ANNEXE II : ACCROÎTRE LA COMPÉTITIVITÉ FISCALE DE L'ONTARIO

Graphique 1 : Élimination de l'impôt sur le capital pour les activités des secteurs de la fabrication et des ressources	24
--	----

ANNEXE III : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DE L'ONTARIO

SECTION B : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

Graphique 1 : Prévisions du secteur privé.....	37
Graphique 2 : Crise des hypothèques à risque élevé aux É.-U.	39
Graphique 3 : Taux des obligations de 10 ans du gouvernement du Canada.....	41
Graphique 4 : Croissance du PIB réel des É.-U.	42
Graphique 5 : Prix du pétrole brut	43
Graphique 6 : Dollar canadien	44
Graphique 7 : Taux d'inflation de l'IPC en Ontario.....	46
Graphique 8 : Investissements réels des entreprises.....	47
Graphique 9 : Emploi.....	48
Graphique 10 : Revenu réel après impôt.....	49
Graphique 11 : Dépenses de consommation réelles.....	50
Graphique 12 : Mises en chantier de logements en Ontario	51

SECTION C : PLAN FINANCIER DE L'ONTARIO

Graphique 13 : Bon rendement financier de l'Ontario	54
Graphique 14 : Amélioration continue du rapport dette-PIB de l'Ontario	59

SECTION D : PERSPECTIVES DE REVENUS DE L'ONTARIO

Graphique 15 : Revenus fiscaux 2006-2007	61
--	----

SECTION F : DÉTAILS DES FINANCES DE L'ONTARIO

Graphique 16 : Composition des revenus 2007-2008 selon les perspectives actuelles	92
Graphique 17 : Composition des charges totales 2007-2008 selon les perspectives actuelles	92
Graphique 18 : Composition des charges de programmes 2007-2008 selon les perspectives actuelles...	93

ANNEXE IV : EMPRUNTS ET GESTION DE LA DETTE

Graphique 1 : Emprunts – Tous les marchés	97
Graphique 2 : Emprunts – Marché canadien.....	97
Graphique 3 : Dette	101
Graphique 4 : Composition de la dette totale.....	102
Graphique 5 : Exposition aux risques associés aux changements des taux d'intérêt.....	103
Graphique 6 : Exposition aux risques de change	103
Graphique 7 : Dette arrivant à échéance	104
Graphique 8 : Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée) de la dette.....	104
Graphique 9 : Rapport dette nette-PIB	105



VANT-PROPOS

La vision du gouvernement McGuinty consiste à améliorer les services publics tout en déposant des budgets équilibrés. Pour concrétiser celle-ci, l'Ontario doit continuer d'assurer une gestion financière prudente et méthodique face aux défis externes. Il doit aussi continuer de faire des investissements dans les secteurs prioritaires clés afin d'améliorer le niveau de vie de la population ontarienne et d'accroître encore plus la capacité de l'Ontario de prospérer dans la nouvelle économie mondiale.

Le gouvernement mettra son plan en oeuvre dans le contexte de la vigueur économique de l'Ontario, qui a su faire preuve de résilience dans un environnement économique mondial de plus en plus difficile. Cependant, divers facteurs externes, tels que les prix du pétrole, la valeur élevée du dollar canadien et l'augmentation de la concurrence au sein de l'économie mondiale continuent de menacer la croissance économique de l'Ontario. Le fléchissement récent de la demande provenant des États-Unis engendre de nouveaux défis.

Le gouvernement est en train de prendre des mesures immédiates pour consolider l'avantage économique de l'Ontario et aider les secteurs de la fabrication-transformation, de la foresterie, de l'agriculture et du tourisme à relever les défis que pose la conjoncture économique. Dans le discours du Trône prononcé récemment, le gouvernement s'est engagé à accroître la prospérité de l'Ontario. Le présent document fait état des mesures adoptées par le gouvernement McGuinty afin d'honorer son engagement et de consolider davantage l'avantage économique de l'Ontario, en investissant dans les gens, les entreprises et les collectivités. *L'Annexe I : Un Ontario plus fort* décrit les démarches amorcées.

Le maintien d'un régime fiscal concurrentiel renforce les atouts économiques de base, en plus d'aider la province à rester un endroit attirant pour les investissements des entreprises et la création d'emplois. On trouvera plus de précisions dans *l'Annexe II : Accroître la compétitivité fiscale de l'Ontario*.

L'économie ontarienne repose sur des assises solides et est en voie de dépasser les prévisions établies dans le budget de l'Ontario de 2007. Toutefois, selon les économistes du secteur privé, les perspectives de croissance économique future sont affaiblies par des facteurs externes. La situation financière de la province s'est améliorée. Le déficit de l'Ontario de 5,5 milliards de dollars hérité par le gouvernement actuel en 2003-2004 a fait place à un excédent de 2,3 milliards de dollars en 2006-2007. Malgré les projections de croissance économique moins élevées, la province devrait présenter son cinquième budget équilibré consécutif en 2009-2010. *L'Annexe III : Perspectives économiques et financières de l'Ontario* décrit sommairement le plan vigoureux du gouvernement McGuinty pour conserver un budget équilibré tout en respectant les engagements pris dans son programme électoral de 2007 intitulé *Aller de l'avant ensemble*.

Des budgets équilibrés ont l'avantage, notamment, de limiter les coûts futurs associés aux frais de service de la dette. Étant donné la solidité des assises de l'économie ontarienne et les succès réalisés dans la gestion des finances de la province, la cote de solvabilité de l'Ontario se porte bien. Les

emprunts à long terme effectués par la province sur les marchés publics sont résumés dans l'*Annexe IV : Emprunts et gestion de la dette*.

Dans le but d'améliorer la transparence et la responsabilité financières, le gouvernement McGuinty publie chaque année le coût estimatif des dépenses fiscales engagées. Celles-ci figurent dans l'*Annexe V : Transparence fiscale*.

L'*Annexe VI : Tableaux des données économiques* fournit une abondance de renseignements sur le rendement récent de l'économie ontarienne.

Le gouvernement McGuinty a un mandat ambitieux. Le budget de l'Ontario de 2008 contiendra des mesures supplémentaires pour donner suite au plan du gouvernement afin que l'Ontario aille de l'avant. La consultation directe de la population ontarienne s'inscrit dans la concrétisation de ce mandat. C'est pourquoi le ministre des Finances tiendra bientôt des consultations prébudgétaires auprès de la population, d'organismes, d'associations et d'autres intervenants à l'échelle de la province. Pour un complément d'information, consultez l'*Annexe VII : Comment participer aux consultations préalables au budget de 2008*.

ANNEXE I : UN ONTARIO PLUS FORT



INTRODUCTION

L'économie de l'Ontario fait preuve d'une vigueur et d'une résilience remarquables dans un environnement économique de plus en plus difficile à l'échelle mondiale. Depuis 2002, la hausse des prix du pétrole, l'appréciation du dollar canadien et la concurrence accrue de la part de pays nouvellement industrialisés ont mis à l'épreuve la capacité des entreprises ontariennes à supporter la concurrence et à prospérer. Dernièrement, les entreprises ont subi des pressions additionnelles en raison du fléchissement de l'économie des États-Unis.

Malgré cette situation défavorable, la création d'emplois et les investissements des entreprises se sont poursuivis à un rythme soutenu en Ontario. Les revenus sont à la hausse et le niveau de vie des citoyens de la province est l'un des plus élevés au monde. La croissance économique de l'Ontario continue à dépasser les attentes. À l'heure actuelle, les prévisions du secteur privé concernant la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de l'Ontario pour 2007 se situent en moyenne à 2,0 %, une hausse par rapport aux prévisions de 1,7 % établies au moment de la publication du budget de l'Ontario de 2007.

Le signe le plus manifeste de la résilience de l'économie ontarienne a été les sommets atteints au chapitre de la création d'emplois. Depuis octobre 2003, 417 900 emplois nets ont été créés. Plus de 95 % d'entre eux ont été créés dans des professions offrant une rémunération supérieure à 19,50 \$ l'heure en moyenne, y compris des emplois dans les sciences naturelles et appliquées, la gestion, les sciences sociales et l'éducation.

Cependant, il reste des défis à relever. Cette forte création d'emplois n'est pas survenue dans tous les secteurs de l'économie, et bien des familles et des collectivités ont été touchées par des pertes d'emplois. Même si le total des emplois dans le secteur des services (secteurs privé et parapublic) a augmenté de 10,8 % depuis octobre 2003, l'emploi dans le secteur de la production de biens a diminué.

Des risques continuent de se profiler à l'horizon. Le fléchissement des perspectives économiques des États-Unis, la hausse des prix du pétrole et l'appréciation du dollar canadien ont poussé les prévisionnistes du secteur privé à réduire leurs projections pour l'Ontario depuis la publication du budget de 2007. Ces facteurs intensifieront également les pressions sur les entreprises ontariennes au cours des prochaines années, les forçant à s'adapter à un environnement économique beaucoup plus difficile.



INVESTIR POUR REHAUSSER LA VIGUEUR DE L'ONTARIO

Le gouvernement de l'Ontario est en train de prendre des mesures immédiates pour consolider encore plus l'avantage économique de l'Ontario et aider les industries des secteurs manufacturier, forestier, agricole et touristique à surmonter les défis économiques. La stratégie d'investissement du gouvernement se fonde sur son plan économique en cinq points décrit dans le programme électoral de 2007, *Aller de l'avant ensemble*. Le gouvernement est notamment en train de prendre certaines mesures immédiates pour maintenir la compétitivité du régime fiscal, appuyer l'innovation et accélérer ses investissements dans l'infrastructure.

Les mesures annoncées dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007* stimuleront la capacité de l'Ontario à tenir tête à la concurrence dans l'économie mondiale, car elles visent ce qui suit :

1. améliorer la compétitivité à l'aide de réductions d'impôts applicables immédiatement;
2. investir dans les gens et les collectivités;
3. investir dans l'infrastructure.

Dans le présent document, le gouvernement annonce plus de 3 milliards de dollars en nouveaux allègements fiscaux et investissements. Ces mesures stimuleront l'emploi en Ontario en permettant la création d'environ 30 000 emplois au cours des trois prochaines années.

I. AMÉLIORER LA COMPÉTITIVITÉ À L'AIDE DE RÉDUCTIONS D'IMPÔTS APPLICABLES IMMÉDIATEMENT

Le gouvernement provincial propose d'importantes nouvelles mesures fiscales pour appuyer le secteur manufacturier et d'autres secteurs de l'Ontario mis à l'épreuve par la conjoncture économique actuelle. Ces mesures devraient aider les entrepreneurs ontariens du secteur manufacturier à investir dans leur propre entreprise, favorisant ainsi la création d'emplois et la préservation des emplois existants.

Les nouvelles mesures prévues représentent un allègement fiscal total de 1,1 milliard de dollars sur trois ans et visent les objectifs suivants :

- éliminer l'impôt sur le capital dès le 1^{er} janvier 2008 pour les entreprises exerçant des activités principalement dans le secteur manufacturier et le secteur des ressources;
- offrir à toutes les entreprises un allègement de 21 % du taux de l'impôt sur le capital, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2007, l'élimination totale de l'impôt sur le capital étant prévue en 2010;

- faire passer le seuil aux fins de déduction de 400 000 \$ à 500 000 \$ pour les petites entreprises, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2007.

Les mesures proposées fourniraient un allègement fiscal immédiat aux entreprises, notamment les entreprises du secteur manufacturier et du secteur des ressources de l'Ontario. Cet allègement contribuera à encourager les investissements des entreprises, à renforcer le secteur manufacturier et à améliorer la position concurrentielle de la province. L'*Annexe II : Accroître la compétitivité fiscale de l'Ontario* renferme de plus amples renseignements sur les allègements fiscaux proposés.

Pour aider le secteur manufacturier à acquérir du nouveau matériel et de la technologie de pointe, l'Ontario offre des incitatifs semblables aux mesures incitatives annoncées dans le budget fédéral de 2007 et portant sur les déductions pour amortissement accéléré. La déduction pour amortissement accéléré de 50 % applicable aux investissements rattachés à l'achat de matériel et d'outillage entre le 19 mars 2007 et le 31 décembre 2008 constitue une incitation importante pour les entreprises de fabrication. En offrant une mesure incitative semblable à celle du gouvernement fédéral, le gouvernement de l'Ontario accordera un allègement fiscal totalisant plus de 400 millions de dollars sur trois ans aux entrepreneurs du secteur manufacturier qui investissent dans la province. L'Ontario exhorte le gouvernement fédéral à s'engager sans tarder à prolonger de trois ans la durée d'application de cette mesure incitative, soit jusqu'en 2012.

Le gouvernement a travaillé sans relâche à rehausser la compétitivité du régime fiscal ontarien. Depuis 2004, il a mis en oeuvre ou annoncé des mesures qui offriront aux entreprises des réductions d'impôts de plus de 2 milliards de dollars par année une fois qu'elles seront pleinement mises en oeuvre. Le gouvernement a notamment décidé de devancer l'élimination de l'impôt sur le capital au 1^{er} juillet 2010 et de réduire les taux élevés de l'impôt scolaire applicable aux entreprises, un allègement qui équivaldra à 540 millions de dollars une fois sa mise en oeuvre terminée en 2014.

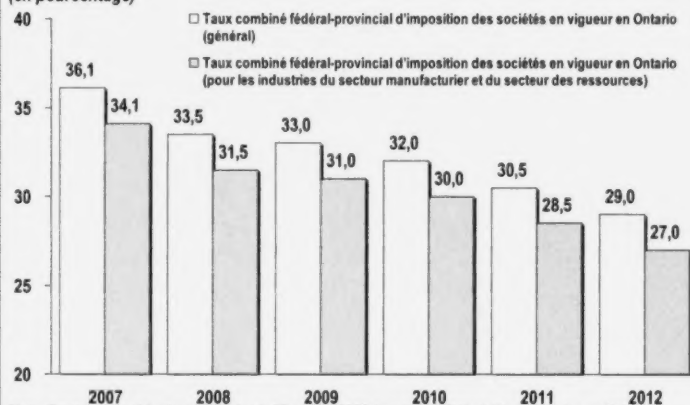
À l'heure actuelle, le taux combiné fédéral-provincial d'imposition des sociétés en vigueur en Ontario et applicable aux industries du secteur manufacturier et du secteur des ressources est de 34,12 %, soit plus de quatre points de pourcentage de moins que la moyenne des taux fédéral-État en vigueur dans les États des Grands Lacs, les principaux partenaires commerciaux de la province. Le taux en Ontario est aussi inférieur aux taux d'imposition des sociétés actuellement en vigueur au Japon, en Allemagne et en Italie¹. Une fois que les mesures fiscales proposées par le gouvernement fédéral auront été entièrement mises en oeuvre en 2012, le taux combiné d'imposition des sociétés en vigueur en Ontario et applicable aux industries du secteur manufacturier et du secteur des ressources aura chuté à 27 %.

¹ Taux d'imposition internationaux relevés dans *KPMG's Corporate and Indirect Tax Rate Survey 2007*.

Baisse des taux combinés d'imposition des sociétés en Ontario

GRAPHIQUE 1

(en pourcentage)



Nota : Comprend les réductions proposées le 30 octobre 2007 dans le taux fédéral d'imposition des sociétés.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Toute économie florissante repose sur un régime fiscal compétitif et une réglementation qui favorise l'innovation et la croissance économique. Un ensemble réglementaire moderne et souple qui appuie la réalisation des objectifs du gouvernement tout en allégeant le fardeau que représente l'observation des règlements prévus peut optimiser le potentiel de croissance des entreprises ontariennes de toutes tailles. Le gouvernement de l'Ontario continuera à proposer des mesures destinées à réduire le fardeau réglementaire visant les entreprises afin de les aider à prospérer dans l'économie d'aujourd'hui, où la vive concurrence est de portée mondiale.

RÉCENTES INITIATIVES FISCALES DE L'ONTARIO POUR FAIRE BAISSER LES COÛTS DES ENTREPRISES

Depuis 2004, le gouvernement a mis en oeuvre des initiatives pour faire baisser les coûts des entreprises et accroître la compétitivité du régime fiscal de l'Ontario. Par exemple :

- il offrira un allègement de l'impôt sur le capital, égal à plus de 1,3 milliard de dollars, le 1^{er} juillet 2010;
- il réduira de 540 millions de dollars les taux élevés de l'impôt scolaire applicable aux entreprises, une fois que l'application intégrale de cette mesure sera terminée en 2014;
- il a fourni un allègement fiscal totalisant plus de 400 millions de dollars grâce à une déduction temporaire pour amortissement accéléré sur une période de deux ans destinée au secteur manufacturier et à la bonification de la déduction pour amortissement accéléré à l'égard du matériel informatique, de certains édifices, des pipelines et de la production d'énergie propre;
- il a poursuivi le transfert au gouvernement fédéral de l'administration de l'impôt ontarien sur les sociétés, mesure qui épargnera aux entreprises jusqu'à 100 millions de dollars par année en frais d'observation et 90 millions de dollars de plus par année en impôts ontariens sur les sociétés;
- il a créé un nouveau crédit d'impôt pour la formation en apprentissage, qui offre un crédit d'impôt remboursable de 25 % (30 % pour les petites entreprises) pour l'embauche de nouveaux apprentis dans certains métiers.

Investir dans le tourisme et dans l'industrie du cinéma

L'industrie touristique de l'Ontario a été durement touchée par la hausse du dollar. Pour résoudre ce problème, le gouvernement McGuinty investira une somme additionnelle de 30 millions de dollars au cours de l'exercice pour donner plus d'ampleur à la campagne de marketing et de promotion du ministère du Tourisme, qui a connu beaucoup de succès sur les marchés canadien et étrangers. Ces nouveaux investissements prévoient une majoration de plus de 100 % du financement destiné aux festivals et aux événements spéciaux, qui stimulent l'économie, pour favoriser le tourisme aux quatre coins de la province.

Le gouvernement propose des mesures supplémentaires pour appuyer la croissance et la création d'emplois dans le secteur ontarien du cinéma et de la télévision. Le crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne passerait de 30 % à 35 % et le crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production passerait de 18 % à 25 %. Les nouveaux taux s'appliqueraient aux dépenses de main-d'oeuvre engagées après le 31 décembre 2007. Les bonifications proposées fourniraient un soutien financier supplémentaire de 50 millions de dollars à ce secteur en 2008-2009. Le gouvernement collaborera aussi avec l'industrie du cinéma pour trouver des façons d'apporter un soutien financier aux producteurs lors du démarrage d'une production.

MAINTENIR LES INVESTISSEMENTS POUR RENFORCER LES INDUSTRIES

De plus en plus, les défis que pose la concurrence mondiale poussent d'importants secteurs de l'économie ontarienne à accroître leur compétitivité en effectuant une transition vers des activités à plus forte valeur ajoutée.

Le secteur manufacturier de la province, par exemple, doit continuer à se tourner vers des activités à plus forte valeur ajoutée et axées davantage sur la technologie. Pour sa part, le secteur des services doit continuer à intensifier la forte concentration du savoir.

L'Ontario a instauré des initiatives stratégiques pour aider le secteur manufacturier et d'autres secteurs clés à faire la transition vers la production à plus forte valeur ajoutée, ce qui contribue à améliorer leur compétitivité.

- La stratégie du gouvernement de l'Ontario dans le secteur de l'automobile a permis de mobiliser de nouveaux investissements totalisant plus de 7 milliards de dollars pour renforcer la position de chef de file de l'Ontario dans le secteur manufacturier.
- La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe a permis de réunir jusqu'à présent plus de 600 millions de dollars en nouveaux investissements additionnels.
- L'Ontario a prévu plus de 1 milliard de dollars pour faciliter la transition du secteur de la fabrication des produits forestiers vers une position plus compétitive.
- L'Ontario favorise l'essor des industries en leur apportant du soutien pendant leur transition vers la création de produits verts et l'adoption de procédés industriels écologiques.
- Robert Rosehart a récemment été nommé au poste de facilitateur économique pour la région du Nord-Ouest de l'Ontario. Il collaborera avec les intervenants locaux et tous les ordres de gouvernement afin d'aider cette région à se construire un avenir prospère.
- Le 4 décembre 2007, le gouvernement de l'Ontario a annoncé la nomination de Jayson Myers, président de Manufacturiers et Exportateurs du Canada, et Jim Stanford, économiste chez Travailleurs et travailleuses canadien(ne)s de l'automobile, à la vice-présidence du nouveau Conseil ontarien du secteur de la fabrication. Cet organisme a pour mandat de conseiller le gouvernement en matière de mesures à prendre pour favoriser une croissance soutenue et accroître la compétitivité du secteur manufacturier de l'Ontario à l'échelle mondiale.
- Le 30 novembre 2007, le premier ministre a annoncé que David Ramsay, député de Timiskaming-Cochrane, examinera les défis et les moteurs actuels de la concurrence à laquelle doit se mesurer le secteur manufacturier de l'Ontario, en particulier les petites et moyennes entreprises.

Encourager l'innovation

La concurrence mondiale et les facteurs économiques qui régissent actuellement les marchés sont tels qu'il importe au plus haut point d'aider les idées novatrices à rejoindre le marché afin que les entreprises ontariennes puissent prospérer et être concurrentielles dans la nouvelle économie mondiale.

Le Fonds de capital-risque de l'Ontario aidera à attirer les capitaux et le savoir-faire en matière d'investissements nécessaires pour commercialiser les nouvelles découvertes plus rapidement, de sorte que celles-ci puissent créer des emplois de grande valeur dans l'économie du savoir.

- Le gouvernement investit 90 millions de dollars dans ce fonds et a signé une lettre d'intention avec les principaux investisseurs institutionnels et privés du Canada en ce qui concerne la première tranche de 165 millions de dollars de ce nouveau fonds.
- Le gouvernement cherchera d'autres investisseurs du secteur privé pour accroître ce fonds à l'avenir.

L'économie de demain reposera aussi sur les assises solides de l'Ontario dans le domaine de la recherche et sur la capacité des travailleurs du savoir de ce secteur à transformer les idées en produits commercialisables. Le ministère de la Recherche et de l'Innovation fera des investissements stratégiques supplémentaires de 50 millions de dollars en 2007-2008 afin de favoriser encore plus la recherche scientifique de calibre international en Ontario, qui est à l'origine de découvertes, d'une qualité de vie plus élevée et de la création d'emplois. Ces investissements ouvriront des possibilités de croissance future pour l'économie du savoir.

De plus, le gouvernement propose de reporter à la fin de l'année d'imposition 2011 la suppression graduelle du crédit d'impôt relatif aux fonds de placement des travailleurs et de faire passer l'investissement maximal admissible de 5 000 \$ à 7 500 \$. L'application de ces mesures fournirait à l'industrie un soutien financier supplémentaire d'environ 38 millions de dollars sur trois ans.

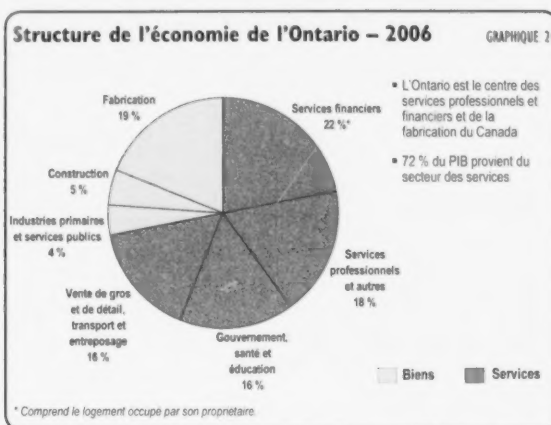
SOUTIEN POUR L'EXPANSION ET LA CROISSANCE DES ENTREPRISES NOVATRICES

Par l'entremise du ministère de la Recherche et de l'Innovation, le gouvernement est déjà en train d'investir 1,7 milliard de dollars sur cinq ans, soit jusqu'en 2009-2010, dans des programmes qui contribueront à placer l'Ontario à l'avant-garde de l'économie du savoir. Ces investissements comprennent notamment :

- 160 millions de dollars au titre de la Stratégie de commercialisation des idées innovatrices, qui se décomposent comme suit :
 - 90 millions de dollars au nouveau Fonds de capital-risque de la province;
 - 46 millions de dollars au programme « Soyez prêts à commercialiser » pour aider les jeunes entreprises à se préparer à attirer des investisseurs en acquérant des compétences de gestion et d'entrepreneuriat;
 - 24 millions de dollars au Fonds pour les projets pilotes d'innovation afin de fournir du capital de départ pour le développement de biotechnologies axées sur l'environnement et les énergies de rechange;
- 25 millions de dollars au titre du Programme ontarien de commercialisation de la recherche et 171 millions de dollars aux Centres d'excellence de l'Ontario pour accélérer la commercialisation des fruits de la recherche universitaire et des jeunes entreprises novatrices;
- des investissements stratégiques dans les centres régionaux d'innovation partout dans la province, notamment ceux de Sarnia, Waterloo, Hamilton, Toronto, Kingston et Sudbury;

Un allègement fiscal de plus de 400 millions de dollars par année pour les entreprises exerçant des activités de recherche-développement en Ontario.

L'ÉCONOMIE DE L'ONTARIO EST TRÈS DIVERSIFIÉE ET NOVATRICE



La diversité de l'économie ontarienne, mue par un vaste éventail d'industries de fabrication et de services à forte valeur ajoutée, contribue à sa résilience fondamentale face aux défis que présente l'économie mondiale. En cette époque de concurrence à l'échelle planétaire, la prospérité future de toute entité économique dépend aussi de sa capacité à innover. Plus de la moitié des dépenses en recherche-développement des industries canadiennes s'effectuent en Ontario.

Soixante-douze pour cent du PIB de l'Ontario provient du secteur des services, qui comprend les services financiers et professionnels. Parmi les villes d'Amérique du Nord, Toronto est au troisième rang sur le plan de l'emploi dans les services financiers, derrière New York et Chicago. Quelque 350 000 personnes travaillent dans le secteur financier en Ontario.

Les services professionnels et autres services représentent à eux seuls 18 % de la valeur de l'économie ontarienne. Les travailleurs de ce secteur exercent des activités à haute spécialisation et bien rémunérées. Il s'agit surtout de professionnels oeuvrant dans les domaines de l'ingénierie, du droit, de la comptabilité et de la consultation gestionnelle. Les services d'information et de communications ainsi que les industries du divertissement et de la création font aussi partie de ce groupe. L'Ontario vient au troisième rang en Amérique du Nord pour ce qui est de l'emploi dans ces deux secteurs.

L'Ontario se classe au deuxième rang en Amérique du Nord, après la Californie, pour ce qui est du niveau d'emploi dans le secteur de la fabrication. Le secteur ontarien du montage automobile est le premier en Amérique du Nord, surpassant le Michigan chaque année depuis trois ans. L'Ontario est devenu un centre nord-américain important de fabrication de voitures pour les sociétés automobiles américaines et asiatiques. La province bénéficie également de la présence d'une industrie pharmaceutique dynamique qui employait plus de 22 000 personnes en 2006.

Depuis quelques années, la biotechnologie joue un rôle accru dans l'économie du savoir en Ontario, ses forces étant dans les domaines biomédical et pharmaceutique et les secteurs du matériel médical, de la biotechnologie agricole et des bioproduits. Au pays, la province se classe au premier rang quant aux revenus, au nombre d'employés et aux dépenses de recherche-développement dans ce domaine. En 2005, environ 5 200 personnes travaillaient dans un domaine lié à la biotechnologie en Ontario et les entreprises biotechnologiques novatrices de la province ont généré des revenus de 2,8 milliards de dollars et investi 650 millions de dollars en recherche-développement.

2. INVESTIR DANS LES GENS ET LES COLLECTIVITÉS

Aider les travailleurs et les collectivités à s'adapter aux défis que pose la concurrence

La concurrence pose des défis de taille aux secteurs manufacturier, forestier, agricole et touristique, ainsi qu'aux familles et collectivités qui comptent sur ces industries pour prospérer. L'un des éléments clés du plan immédiat visant à favoriser la compétitivité de la province consiste à soutenir les travailleurs et les collectivités.

Emploi Ontario, la stratégie provinciale en matière d'emploi et de formation, instaurée en 2007 et dotée de près de 1 milliard de dollars par année, offre des services concertés de formation, d'apprentissage et au marché du travail.

Dans le cadre de cette stratégie, la province affectera 40 millions de dollars supplémentaires cette année au développement des compétences. Cette mesure vise principalement à aider les travailleurs et les collectivités de l'Ontario à faire face aux défis actuels que pose la concurrence grâce à l'octroi de crédits supplémentaires au titre des Services de formation pour un réemploi rapide. Ce nouvel investissement aidera les travailleurs, notamment ceux du secteur manufacturier, en leur offrant des services de formation et d'autres soutiens à l'emploi afin qu'ils puissent se diriger vers des secteurs économiques en plein essor. Il contribuera en outre à accroître le bassin de travailleurs spécialisés.

Les Services de formation pour un réemploi rapide offrent une aide immédiate aux travailleurs touchés par des mises à pied massives grâce à ce qui suit :

- constitution d'équipes spéciales pour aider chaque travailleur à élaborer un plan de réemploi, y compris l'évaluation de ses compétences, la préparation de son curriculum vitae, la planification de la recherche d'un emploi et la définition du programme de formation nécessaire pour réorienter sa carrière;
 - prestation de services adaptés de formation, de perfectionnement professionnel, d'alphabétisation, de placement et de réinstallation;
-
- LÉS TROIS VOLETS DE LA PROMESSE DU GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DES SERVICES DE RÉEMPLOI RAPIDE**

Le mandat des Services de réemploi rapide comporte trois volets :

 - établir un contact initial avec les travailleurs et l'employeur dans l'heure qui suit l'annonce publique d'une réduction massive des effectifs ou d'une fermeture;
 - élaborer un plan d'action à l'égard de chaque travailleur, y compris un programme de formation le cas échéant, dans les 15 jours suivant chaque évaluation initiale;
 - concevoir, dans les 30 jours suivant la première intervention, un plan d'action en matière de services décrivant en détail la réaction du gouvernement et indiquant le rôle des fournisseurs de services locaux.
-

- offre de nouveaux stages aux apprentis mis à pied et de cours de formation accélérée en salle de classe.

Les villes de London, Smiths Falls, Windsor, Nipigon et Hamilton comptent parmi les collectivités où les équipes de réemploi rapide ont déjà fourni une aide immédiate.

Le gouvernement affectera un montant additionnel de 5 millions de dollars en 2007-2008 au programme « Collectivités en transition ». Dans le cadre de ce programme, le ministère du Développement économique et du Commerce collabore avec les collectivités qui font face à des défis de taille, comme la perte d'un employeur important, pour les aider à édifier un avenir prospère.

Dans le secteur agricole, certains domaines d'activités font déjà face à des défis qui entravent le passage de l'industrie à une position plus concurrentielle. Le gouvernement de l'Ontario offre un nouveau financement de 150 millions de dollars aux agriculteurs éleveurs de bovins et de porcs et aux horticulteurs pour les aider à gérer les effets d'un plus faible rendement en raison des coûts plus élevés des intrants, de l'appréciation du dollar canadien et de la baisse des prix sur le marché. Ces fonds viendront aussi appuyer des programmes de transition et de conversion pour accroître la compétitivité du secteur.

La main-d'oeuvre ontarienne spécialisée et ayant un taux élevé de scolarité est un atout majeur

La main-d'oeuvre spécialisée et ayant un taux élevé de scolarité dont bénéficie l'Ontario représente un atout majeur pour l'économie de la province.

En 2005, 59 % des adultes ontariens ayant entre 25 et 64 ans détenaient un diplôme d'études universitaires ou collégiales ou un diplôme d'apprentissage de niveau collégial, un pourcentage plus élevé que dans n'importe lequel des 30 pays membres de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques).

EMPLOI ONTARIO

Ce programme offre :

- près de 1 milliard de dollars par année au titre d'une stratégie globale d'emploi et de formation;
- des services de formation et d'orientation professionnelle, des stages d'apprentissage, des conseils en matière d'emploi, une aide à la recherche d'emploi et des stages subventionnés;
- les services de 1 200 fournisseurs dans près de 900 emplacements partout dans la province;
- des services aux nouveaux arrivants dans de nombreuses langues.

En plus de la stratégie Emploi Ontario, le gouvernement investit 160 millions de dollars en 2007-2008 pour aider les nouveaux arrivants à s'établir, à améliorer leurs compétences linguistiques et à se trouver un emploi grâce à des programmes de formation.

Entre 1997 et 2006, plus de 90 % des 1,2 million d'emplois nets créés en Ontario ont été attribués à des personnes qui avaient fait des études collégiales ou universitaires. Le taux de croissance moyen de l'emploi chez les diplômés universitaires a été de 5,1 % par année. Quant au taux de croissance moyen de l'emploi chez les personnes détenant un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires, il a été de 3,1 %. Le taux de croissance moyen de l'emploi a été significativement inférieur, soit de 2,3 % par année, chez les personnes qui n'avaient pas fait d'études postsecondaires.

Dans un rapport publié récemment, Colleges Ontario et une vaste coalition d'associations commerciales, de syndicats et d'étudiantes et d'étudiants ont souligné l'importance d'un système de formation professionnelle vigoureux. Le rapport préconisait que l'Ontario fasse un effort concerté pour s'attaquer aux pénuries de main-d'oeuvre possibles dans certaines professions à mesure que les pressions concurrentielles s'accroissent et qu'une vague de départs à la retraite commence.

Pour miser sur l'avantage que représente la main-d'oeuvre, l'Ontario continue de mettre en oeuvre le plan « Vers des résultats supérieurs », doté de 6,2 milliards de dollars, pour l'éducation postsecondaire.

VERS DES RÉSULTATS SUPÉRIEURS

Le plan « Vers des résultats supérieurs » pour l'éducation postsecondaire, doté de 6,2 milliards de dollars, a multiplié les possibilités d'éducation, accru l'aide financière aux étudiantes et étudiants, et amélioré la qualité de l'enseignement. Voici certaines de ses réalisations :

- augmentation de plus de 40 % des subventions au titre des dépenses de fonctionnement entre 2003-2004 et 2007-2008, ce qui a permis d'engager de nouveaux professeurs, d'accroître l'interaction étudiants-professeurs et d'améliorer les services aux étudiantes et étudiants et les bibliothèques;
- augmentation de 22 % (+86 000) du nombre d'étudiantes et d'étudiants inscrits à des collèges et des universités depuis 2002-2003;
- création de 14 000 nouvelles places dans les programmes de deuxième et de troisième cycles d'ici 2009-2010;
- multiplication par trois du nombre de subventions comparativement à 2003-2004 : 120 000 étudiantes et étudiants reçoivent maintenant une subvention et les étudiantes et étudiants à revenu modeste ou moyen se partagent 60 000 subventions immédiates pour les droits de scolarité;
- plafonnement de l'endettement des étudiantes et étudiants : les Subventions d'appui aux étudiantes et étudiants de l'Ontario viennent en aide à 80 000 étudiantes et étudiants en les dispensant de rembourser la partie d'un prêt au-delà de 7 000 \$ par année.

3. INVESTIR DANS L'INFRASTRUCTURE

Pour encourager l'activité économique, aider les municipalités et accroître la compétitivité de l'Ontario, le gouvernement investit une somme supplémentaire de 1,4 milliard de dollars dans la création de l'infrastructure essentielle.

Le gouvernement de l'Ontario affectera quelque 500 millions de dollars à des projets de transports en commun et aux réseaux de transports en commun municipaux dans toute la province pour faire face à la demande immédiate. Il devrait en résulter une augmentation du nombre d'usagers, une amélioration

de l'état des réseaux et des véhicules, une réduction de la congestion et un déplacement plus efficace des gens et des biens.

Une somme de 300 millions de dollars sera affectée au financement des priorités des municipalités en matière d'infrastructure, notamment à des projets qui stimulent les économies locales, comme les routes, les ponts, les installations communautaires et les systèmes d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées. Les projets à financer seront sélectionnés à l'issue d'un processus concurrentiel. Une partie des fonds disponibles sera plus particulièrement destinée aux petites collectivités, aux collectivités du Nord et aux collectivités rurales pour les aider à prospérer.

De plus, 100 millions de dollars seront investis dans les projets prioritaires de Transports-Action Ontario 2020, le programme d'amélioration des transports et des transports en commun pour la région du grand Toronto, doté de 17,5 milliards de dollars. Cet investissement appuiera des projets de transports en commun municipaux comme l'achat de véhicules ferroviaires et d'autobus et l'expansion du système de voies ferrées du réseau GO, ces projets ayant été qualifiés de prioritaires par Metrolinx, anciennement la Régie des transports du grand Toronto.

Selon les manufacturiers et d'autres investisseurs du secteur des affaires, la qualité de l'infrastructure est l'un des facteurs les plus importants dans le choix du lieu d'implantation d'activités d'exploitation et de gestion et d'un lieu d'investissement. Les investissements dans l'infrastructure des transports et des transports en commun aident les collectivités et les entreprises à acheminer des produits vers les marchés et à faciliter le déplacement des gens entre leur lieu de travail et leur domicile. Ces investissements présentent également l'avantage supplémentaire de réduire la congestion routière, les gaz à effet de serre et d'autres polluants de l'atmosphère.

Ces nouveaux investissements viennent s'ajouter à d'autres formes de soutien financier fournies aux municipalités, y compris le produit de la taxe sur l'essence et le financement prévu dans le cadre du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario (FIMRCO). Le ministère des Transports annoncera sous peu la répartition du produit tiré de la taxe sur l'essence. Dans un proche avenir, le gouvernement de l'Ontario prévoit annoncer, de concert avec le gouvernement fédéral et ses partenaires municipaux, l'affectation de la dernière série de fonds dans le cadre du FIMRCO. Les investissements dans l'infrastructure des municipalités représentent une autre importante étape dans l'Examen provincial-municipal du financement et du mode de prestation des services.

Le gouvernement continuera à faire avancer les travaux de prolongation de l'autoroute 407 vers l'est et d'aménagement d'un nouveau poste frontalier à Windsor, étant donné leur grande importance pour le secteur manufacturier.

INVESTISSEMENTS CONTINUS DANS L'INFRASTRUCTURE

Les investissements faits en Ontario par tous les ordres de gouvernement ont augmenté de plus de 50 % en chiffres absolus en 2006 comparativement à 1997. Le facteur le plus important à l'origine de cette croissance est le programme d'infrastructure du gouvernement provincial ReNouveau Ontario, la stratégie globale à long terme adoptée par la province pour planifier l'infrastructure et les investissements.

- ReNouveau Ontario est un plan stratégique quinquennal doté de plus de 30 milliards de dollars pour les investissements dans l'infrastructure. Lancé en 2005, il vise à moderniser et à transformer l'infrastructure de la province afin de répondre aux besoins du XXI^e siècle.
- ReNouveau Ontario favorise directement l'emploi pendant la période de construction des infrastructures, permettant la création de quelque 400 000 emplois.

L'Ontario investit également dans l'infrastructure rurale :

- 188 millions de dollars ont été affectés en 2005-2006 au titre des routes et des ponts dans le cadre de l'initiative « Transports-Action Ontario »;
- 85 millions de dollars ont été affectés pendant l'année scolaire 2006-2007 au titre de la réfection et de la rénovation des écoles dans le cadre de l'initiative « Lieux propices à l'apprentissage »;
- 140 millions de dollars ont été affectés en 2006-2007 au titre d'investissements clés déterminés par les collectivités locales dans le cadre de l'Initiative d'investissement dans l'infrastructure rurale.
- Le gouvernement de l'Ontario a récemment lancé le programme Transports-Action Ontario 2020 pour continuer à relever les défis en matière d'infrastructure des transports et à faire avancer les dossiers prioritaires que sont la réduction des gaz à effet de serre et d'autres polluants de l'atmosphère.
 - Ce plan d'action pluriannuel doté de 17,5 milliards de dollars au titre des transports en commun rapides dans la région du grand Toronto et à Hamilton réduira la congestion routière et accroîtra la capacité de la région d'attirer les investissements d'entreprises.
 - Le gouvernement fédéral est aussi invité à collaborer avec le gouvernement de l'Ontario au financement du programme Transports-Action Ontario 2020.
- Les investissements dans le soutien de l'infrastructure ontarienne du transport de l'électricité appuient et accroissent à la fois la compétitivité de la province et la qualité de vie de la population. Les politiques du gouvernement McGuinty ont favorisé l'un des programmes les plus ambitieux en Amérique du Nord en ce qui concerne la construction à court terme d'installations pour la production d'électricité.
 - Le gouvernement est en train d'investir environ 13 milliards de dollars dans des projets en cours au titre de la remise à neuf d'installations existantes ou de la construction de nouvelles installations.
- Le budget de 2007 prévoyait une affectation supplémentaire de 390 millions de dollars au titre des investissements dans l'infrastructure de l'éducation postsecondaire pour améliorer les installations qui permettront aux étudiantes et étudiants d'apprendre dans le meilleur environnement possible. Cet investissement vient s'ajouter aux investissements continus faits dans le cadre du plan « Vers des résultats supérieurs » pour l'éducation postsecondaire.
- Le gouvernement de l'Ontario réitère son engagement à faire progresser le projet d'aménagement d'un poste frontalier à Windsor et à miser sur les progrès réalisés jusqu'ici.

Le gouvernement provincial annoncera des investissements supplémentaires au début de l'an prochain.



LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL A UN RÔLE À JOUER

L'Ontario fait sa part, mais le gouvernement fédéral a certainement les moyens financiers d'en faire davantage.

Depuis 1997-1998, le gouvernement fédéral dépose des budgets excédentaires d'année en année et, en 2006-2007, son excédent budgétaire s'élevait à 13,8 milliards de dollars. Lors de son tout dernier énoncé économique, le gouvernement fédéral prévoyait demeurer en position excédentaire au moins cinq autres années et envisageait un excédent sous-jacent de 11,6 milliards de dollars en 2007-2008.

Soutenir l'investissement des entreprises en Ontario

Bien que l'Ontario applaudisse les efforts du gouvernement fédéral visant à réduire progressivement d'ici 2012 les taux d'imposition appliqués aux entreprises, il estime qu'Ottawa doit en faire davantage dès maintenant pour appuyer le secteur manufacturier en Ontario.

Forte des succès remportés dans la réalisation d'une plus grande équité pour la population ontarienne auprès du gouvernement fédéral au chapitre du financement de l'immigration et des services sociaux, la province poursuivra sa quête d'équité en exhortant énergiquement le gouvernement fédéral à verser des fonds en contrepartie de ses propres investissements stratégiques, notamment l'investissement de 1,15 milliard de dollars affecté au Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents et à la Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe.

Le gouvernement de l'Ontario vient déjà en aide aux entreprises du secteur manufacturier, notamment en accélérant l'élimination de l'impôt sur le capital, en continuant à réduire le taux élevé de l'impôt scolaire applicable aux entreprises, en investissant dans l'éducation et en faisant des investissements stratégiques dans le fonds d'investissement dans l'automobile.

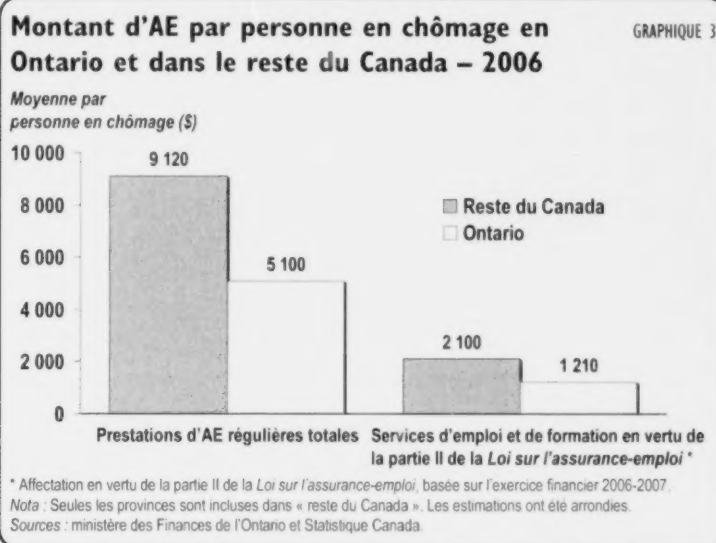
Même si la déduction fédérale pour amortissement accéléré lors de l'achat de matériel et d'outillage par une entreprise de fabrication-transformation est une initiative positive, sa courte période d'application limite les possibilités d'investissements considérables, puisque les décisions en matière d'agrandissement et d'investissement sont souvent prises des années à l'avance. Le gouvernement fédéral peut soutenir davantage les investissements dans le secteur manufacturier en prolongeant la période d'application de cette mesure incitative temporaire, auquel cas l'Ontario fera de même.

L'Ontario demande avec insistance au gouvernement fédéral d'annoncer sans tarder son intention de prolonger cette mesure provisoire. Une prolongation de trois ans de la période d'application de cette mesure, soit jusqu'en 2012, inciterait beaucoup les entrepreneurs du secteur manufacturier à accroître leur productivité et à contribuer à la création d'emplois.

Soutenir les travailleurs de l'Ontario

Le gouvernement fédéral peut faire plus pour aider les travailleurs en Ontario.

L'Ontario fait aussi pression auprès du gouvernement fédéral pour que ce dernier aplanisse les iniquités au sein du programme d'assurance-emploi. Ce programme comporte de graves lacunes qui font en sorte qu'une proportion importante de chômeurs ontariens ne reçoivent pas de prestations d'assurance-emploi quand ils en ont le plus besoin. Si les chômeurs ontariens recevaient la moyenne des prestations d'assurance-emploi que reçoivent les chômeurs ailleurs au Canada, leurs prestations seraient plus élevées de 4 000 \$ par année.



L'assurance-emploi devrait jouer un rôle crucial pour ce qui est d'aider les travailleurs à faire face au chômage temporaire et involontaire et de faciliter la transition des effectifs des industries en déclin vers des industries prometteuses. Toutefois, le système d'assurance-emploi actuel ne joue pas ce rôle de façon optimale auprès des travailleurs ontariens.

Bon nombre des chômeurs de l'Ontario n'ont pas accès aux prestations d'assurance-emploi régulières. Par conséquent, nombreux sont les travailleurs ontariens qui ne peuvent pas compter sur les prestations temporaires dont ils ont besoin s'ils perdent leur emploi et doivent en chercher un autre ou suivre une formation pour occuper un nouveau poste.

La partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*, qui porte sur les services de soutien et de formation à la main-d'oeuvre, ne répond pas elle non plus aux besoins des travailleurs ontariens. Cette situation touche particulièrement les travailleurs ontariens du secteur manufacturier dont certains sont mis à pied en raison de défis économiques comme la hausse du dollar et la concurrence à l'échelle mondiale.

Les cotisations que les Ontariens versent à l'assurance-emploi

dépassent de beaucoup les prestations qu'ils reçoivent. Le Compte d'assurance-emploi accusait un excédent cumulatif de 54 milliards de dollars en 2006-2007, excédent en grande partie attribuable aux cotisations excédentaires qu'ont payées les travailleurs ontariens. Tous ces excédents sont versés directement au Trésor fédéral. Manifestement, le programme d'assurance-emploi n'est pas géré dans l'intérêt des chômeurs. L'excédent considérable accumulé devrait servir à financer de nouveaux programmes destinés aux secteurs en difficulté, comme le secteur manufacturier.

Dans son tout dernier discours du Trône, le gouvernement fédéral s'est engagé à prendre des mesures pour améliorer la direction et la gestion du Compte d'assurance-emploi. L'Ontario se réjouit de cet engagement et encourage le gouvernement fédéral à s'empresse de s'attaquer aux lacunes du programme.

Le gouvernement de l'Ontario exhorte notamment le gouvernement fédéral à prendre les mesures suivantes immédiatement :

- mettre en oeuvre un nouveau programme de soutien du revenu destiné aux travailleurs du secteur manufacturier et d'autres secteurs en difficulté mis à pied de façon définitive et ayant de longs états de service. Ce programme serait financé à même l'excédent de 54 milliards de dollars du Compte d'assurance-emploi et offrirait aux travailleurs en chômage le soutien dont ils ont besoin pendant qu'ils se cherchent un nouvel emploi ou suivent une formation pour obtenir un nouvel emploi;
- fournir des ressources ciblées dans le domaine de la formation et d'autres soutiens à l'emploi qui s'ajoutent à ce que prévoit le programme d'assurance-emploi pour les travailleurs mis à pied du secteur manufacturier;
- établir un compte d'assurance-emploi autonome qui serait géré par un organisme ne relevant pas du gouvernement fédéral. Cette mesure permettrait de veiller à ce que tout excédent dans le

FAITS SAILLANTS SUR L'ASSURANCE-EMPLOI

- En 2006, seulement 30 % des chômeurs ontariens ont reçu des prestations d'assurance-emploi régulières, comparativement à 54 % en moyenne dans les autres provinces.
 - En 2006, les travailleurs et les employeurs de l'Ontario ont versé environ 40 % de toutes les cotisations au régime d'assurance-emploi, mais les chômeurs ontariens n'ont reçu que 26 % du total des prestations régulières.
 - En 2006, les chômeurs ontariens représentaient 39 % de la population sans emploi au Canada, mais ils n'ont reçu que 27 % des fonds nationaux affectés aux programmes selon la partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.
-

Compte d'assurance-emploi soit mis à la disposition des travailleurs et non versé au Trésor pour être affecté à d'autres initiatives ou programmes du gouvernement fédéral.

Soutenir les investissements des municipalités dans l'infrastructure et les transports en commun

Le gouvernement fédéral peut faire davantage pour aider les municipalités ontariennes à faire les investissements qui s'imposent dans le domaine de l'infrastructure et des transports en commun.

Le gouvernement de l'Ontario estime que le gouvernement fédéral aurait dû saisir l'occasion de répondre aux demandes répétées des municipalités ontariennes de leur affecter 1,9 milliard de dollars par année au titre des investissements dans l'infrastructure et les réseaux de transports en commun.

En juin 2007, le gouvernement de l'Ontario a lancé le programme Transports-Action Ontario 2020 pour continuer à relever les défis en matière d'infrastructure des transports et à faire avancer ses dossiers prioritaires que sont la réduction des gaz à effet de serre et d'autres polluants de l'atmosphère. Ce plan d'action pluriannuel doté de 17,5 milliards de dollars pour les transports en commun rapides dans la région du grand Toronto et à Hamilton favorisera la création d'emplois et l'investissement en réduisant la congestion.

Même si l'Ontario continue à investir des sommes considérables dans la qualité de son infrastructure, il est impératif que le gouvernement fédéral fasse aussi sa part. L'engagement conjoint des gouvernements fédéral et ontarien et de leurs partenaires américains relativement à la construction d'un nouveau poste frontalier entre Windsor et Detroit est un exemple d'une initiative de collaboration couronnée de succès.

L'Ontario tient à améliorer son infrastructure et encourage le gouvernement fédéral à respecter le plus tôt possible ses engagements concernant le financement des transports en commun et de projets comme la construction d'un poste frontalier à Windsor.

L'Ontario réclame la part qui lui est due

Depuis 2005, fort de l'appui de la population de la province, le gouvernement de l'Ontario a fait des démarches auprès du gouvernement fédéral en vue d'obtenir une plus grande équité financière pour la province. Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a inclus quelques mesures pour résoudre ces problèmes d'équité.

Il reste néanmoins du travail à faire à cet égard, car les transferts du gouvernement fédéral à l'Ontario restent toujours problématiques sur le plan de l'équité.

Dans son budget de 2007, le gouvernement fédéral a annoncé que le Transfert canadien en matière de santé s'effectuera sous forme d'un soutien en espèces égal par habitant, mais ce mode d'affectation n'entrera en vigueur qu'en 2014. Il est inacceptable que la population ontarienne doive attendre jusqu'en 2014 pour bénéficier de transferts équitables en matière de santé, compte tenu du fait que le gouvernement fédéral a clairement les moyens financiers de remédier immédiatement à cette situation.

Le report de la mise en oeuvre de cette mesure coûtera 819 millions de dollars à l'Ontario uniquement en 2007-2008.

Par conséquent, l'Ontario exhorte le gouvernement fédéral à appliquer immédiatement le principe du montant égal par habitant au Transfert canadien en matière de santé.

CONCLUSION

L'économie de l'Ontario reste vigoureuse face aux défis croissants que pose l'économie mondiale. Sa résilience est principalement attribuable à sa main-d'oeuvre hautement spécialisée, à la diversité de son économie et aux investissements judicieux du gouvernement pour favoriser la vigueur de l'Ontario.

ANNEXE II : ACCROÎTRE LA COMPÉTITIVITÉ FISCALE DE L'ONTARIO



HAUSSER LA COMPÉTITIVITÉ DU RÉGIME D'IMPOSITION DES SOCIÉTÉS

Un régime fiscal compétitif contribue à attirer des investissements et des emplois en Ontario. Il aide également à faire en sorte que les entreprises de l'Ontario soient capables de faire face à la concurrence et de prospérer ainsi que d'améliorer le niveau de vie de la population ontarienne.

NOUVELLES INITIATIVES FISCALES PROPOSÉES PAR L'ONTARIO

- Élimination de l'impôt sur le capital pour les activités des domaines de la fabrication et des ressources le 1^{er} janvier 2008, soit deux ans et demi avant la date prévue.
- Réduction de 21 % des taux de l'impôt sur le capital pour toutes les entreprises rétroactivement au 1^{er} janvier 2007, soit deux ans avant la date prévue.
- Application du taux d'imposition réduit des petites sociétés à un plus grand nombre de petites entreprises à compter du 1^{er} janvier 2007.
- Augmentation des taux du crédit d'impôt pour la production cinématographique à compter du 1^{er} janvier 2008.
- Prolongation de la période d'élimination graduelle du crédit d'impôt relatif aux fonds de placement des travailleurs et hausse de l'investissement admissible maximal.
- Élargissement du programme de remboursement des droits de cession immobilière à l'intention des acheteurs d'un premier logement afin d'y inclure les reventes de logements pour les ententes d'achat et de vente conclues après le 13 décembre 2007.

Le gouvernement propose de nouvelles initiatives fiscales qui fourniraient des allègements fiscaux de plus de 1,4 milliard de dollars sur trois ans. De ce montant, 1,1 milliard de dollars en nouveaux allègements fiscaux seraient destinés aux entreprises, particulièrement dans les secteurs qui ressentent l'incidence de la vigueur du dollar canadien et du ralentissement de l'économie américaine.

Ces allègements s'ajoutent aux réductions de l'impôt des sociétés que le gouvernement a annoncées depuis 2004 et qui fourniront plus de 2 milliards de dollars par année lorsqu'elles seront intégralement mises en oeuvre. Ces mesures comprennent l'élimination de l'impôt sur le capital le 1^{er} juillet 2010 et des réductions de l'ordre de 540 millions de dollars relatives aux taux élevés d'impôt scolaire applicable aux entreprises.

Pour les industries du secteur de la fabrication et des ressources, les mesures annoncées précédemment et les nouvelles mesures proposées représentent un avantage total évalué à plus de 1 milliard de dollars sous forme d'allègements fiscaux de 2007-2008 à 2009-2010. Ces mesures permettraient de renforcer encore plus la compétitivité du régime fiscal ontarien, de soutenir le secteur manufacturier et de stimuler la croissance économique grâce à l'accroissement des investissements.

Nouvelles mesures pour réduire davantage et éliminer l'impôt sur le capital

Le gouvernement a déjà pris des mesures importantes en vue de réduire et, finalement, d'éliminer le fardeau de l'impôt sur le capital pour les entreprises de l'Ontario. Il propose des mesures supplémentaires afin d'accroître les avantages concurrentiels de la province en matière d'imposition des entreprises, en particulier pour les industries de la fabrication, y compris le secteur de l'automobile, et les industries du secteur des ressources.

Le gouvernement propose de présenter des dispositions législatives visant à éliminer l'impôt sur le capital à compter du 1^{er} janvier 2008 pour les entreprises ontariennes qui exercent leurs activités principalement dans le secteur de la fabrication ou le secteur des ressources. Le gouvernement propose également de présenter des dispositions législatives visant à offrir à toutes les entreprises une réduction d'impôt de 21 % rétroactivement au 1^{er} janvier 2007 en accélérant la réduction des taux de l'impôt sur le capital, actuellement prévue pour le 1^{er} janvier 2009.

Grâce aux deux mesures proposées, les entreprises de l'Ontario économiseraient 910 millions de dollars sur trois ans.

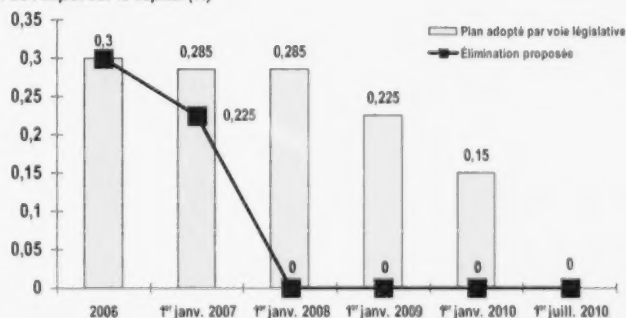
Élimination de l'impôt sur le capital pour les activités des secteurs de la fabrication et des ressources

L'élimination de l'impôt sur le capital au 1^{er} janvier 2008 proposée pour les activités des secteurs de la fabrication et des ressources s'appliquerait aux sociétés dont les salaires et traitements liés à leurs activités de fabrication, de transformation, d'exploitation minière ou forestière, d'agriculture ou de pêche en Ontario représentent 50 % ou plus de la totalité des salaires et traitements qu'elles versent en Ontario.

Élimination de l'impôt sur le capital pour les activités des secteurs de la fabrication et des ressources

GRAPHIQUE 1

Taux de l'impôt sur le capital (%)



Nota : La ligne du graphique indiquant l'élimination proposée vise à illustrer la tendance des taux d'impôt sur le capital qui en résulterait; elle n'indique pas les taux réglementaires de l'impôt sur le capital entre les points chiffrés.
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Dans le cas des entreprises dont les salaires et traitements liés à ces activités représentent moins de 50 %, mais plus de 20 % de la totalité des salaires et traitements qu'elles versent en Ontario, l'impôt sur le capital serait réduit proportionnellement selon une modalité linéaire. Par exemple, si les salaires et traitements liés à ces activités qu'une société verse en Ontario représentent 35 % du total des salaires et traitements qu'elle verse en Ontario, elle bénéficierait de l'élimination de la moitié de son impôt sur le capital.

Réduction de 21 % de l'impôt sur le capital pour toutes les sociétés

Le gouvernement propose d'avancer rétroactivement au 1^{er} janvier 2007 l'entrée en vigueur de la réduction des taux de l'impôt sur le capital actuellement prévue pour le 1^{er} janvier 2009, soit deux ans avant la date prévue.

Le gouvernement travaille sans relâche pour réduire et, en fin de compte, éliminer l'impôt sur le capital, qui fait obstacle aux investissements.

Conformément aux dispositions législatives actuelles, la déduction au titre de l'impôt sur le capital augmentera le 1^{er} janvier 2008 et passera de 12,5 millions de dollars à 15 millions de dollars. L'impôt sur le capital sera complètement éliminé le 1^{er} juillet 2010.

Le tableau suivant illustre le calendrier d'élimination de l'impôt sur le capital selon les nouvelles mesures proposées.

Plan accéléré de l'Ontario visant à éliminer l'impôt sur le capital selon les nouvelles initiatives proposées

Tableau 1

	Dédution (en millions de dollars)	Taux (%)				
		Institutions non financières		Institutions financières		
		Fabrication- transformation et ressources ¹	Autres sociétés	1 ^{re} tranche de 400 millions de dollars du capital imposable	Capital imposable au-dessus de 400 millions de dollars	
					Dépôts non acceptés	Dépôts acceptés
2004	5	0,3	0,3	0,6	0,72	0,9
1 ^{er} janv. 2007	12,5	0,285	0,285	0,57	0,684	0,855
1 ^{er} janv. 2007	12,5	0,225	0,225	0,45	0,54	0,675
1 ^{er} janv. 2008	15	Éliminé	0,225	0,45	0,54	0,675
1 ^{er} janv. 2009	15		0,225	0,45	0,54	0,675
1 ^{er} janv. 2010	15		0,15	0,3	0,36	0,45
1 ^{er} juill. 2010	Date d'élimination accélérée prévue par voie législative					

Réduction
du taux de
21 %

Les zones ombrées indiquent les initiatives proposées de réduction du taux d'impôt sur le capital.

Les mesures feraient l'objet d'un calcul au prorata pour les années d'imposition chevauchant la date d'entrée en vigueur.

¹ Entreprises se livrant principalement à des activités de fabrication, de transformation, d'exploitation minière ou forestière, d'agriculture ou de pêche en Ontario.

Élargissement de l'admissibilité aux taux d'imposition sur le revenu des petites entreprises

Le gouvernement est conscient du rôle que jouent les petites entreprises dans les domaines de la création d'emplois et de la croissance économique. Il accorde des allégements fiscaux pour aider les petites entreprises à accéder au capital, à suivre l'évolution des progrès technologiques et à trouver du personnel d'un niveau élevé de compétence. La déduction accordée aux petites entreprises prévoit maintenant un taux d'imposition des sociétés réduit, soit 5,5 %, à l'égard des sociétés du secteur privé sous contrôle canadien (SSPCC) sur la première tranche de 400 000 \$ de leur revenu d'exploitation active. L'avantage de la déduction accordée aux petites entreprises diminue graduellement dans le cas d'un revenu d'entreprise compris entre 400 000 \$ et 1 128 519 \$. À l'heure actuelle, la déduction accordée aux petites entreprises correspond à près de 1,1 milliard de dollars en allégements fiscaux pour les petites sociétés ontariennes.

Le gouvernement propose de bonifier davantage le soutien consenti aux petites entreprises en augmentant le seuil d'application de la déduction accordée aux petites entreprises, le faisant passer de 400 000 \$ à 500 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 2007. Cette mesure se traduirait par l'application immédiate du taux d'imposition préférentiel des petites sociétés à la première tranche de 500 000 \$ du revenu d'entreprise. En outre, la déduction accordée aux petites entreprises serait graduellement réduite jusqu'à ce que le revenu d'entreprise atteigne 1 500 000 \$, au lieu de 1 128 519 \$. Cette augmentation du seuil serait calculée au prorata pour les années d'imposition chevauchant la date d'entrée en vigueur de la mesure.

Cette mesure fournirait aux petites entreprises de l'Ontario des allégements fiscaux immédiats de 29 millions de dollars. Sur une période de quatre ans, le seuil relevé d'application de la déduction accordée aux petites entreprises et la limite supérieure de revenu entraîneraient une réduction d'impôts de plus de 100 millions de dollars pour les petites entreprises. En particulier, plus de 20 % de ces allégements fiscaux bénéficieraient aux petites entreprises des industries de la fabrication et des ressources.

Fonds de placement des travailleurs

Le 30 septembre 2005, après des consultations menées auprès de l'industrie des fonds de placement des travailleurs, le gouvernement a dressé un calendrier d'élimination progressive du crédit d'impôt relatif aux fonds de placement des travailleurs. Ce calendrier permet aux investisseurs qui achètent des actions d'un tel fonds de bénéficier d'un crédit d'impôt provincial jusqu'à la fin de l'année d'imposition 2010. Le gouvernement a également présenté des modifications aux exigences d'investissement et aux règles spéciales relatives à l'élimination progressive de ce crédit d'impôt, de manière à donner aux fonds de placement des travailleurs une plus grande souplesse pour la gestion de leurs portefeuilles.

Le gouvernement propose de prolonger d'un an la période d'élimination progressive de ce crédit d'impôt grâce aux mesures suivantes :

- maintien du taux de crédit d'impôt à 15 % jusqu'à la fin de l'année d'imposition 2009;

- réduction du taux pour l'année d'imposition 2010 pour le ramener à 10 %;
- réduction du taux pour l'année d'imposition 2011 pour le ramener à 5 %;
- élimination du crédit d'impôt pour les années d'imposition après 2011.

Le gouvernement propose également d'accroître l'investissement maximal admissible au crédit d'impôt provincial pour le faire passer de 5 000 \$ à 7 500 \$.

Grâce aux modifications proposées, l'industrie pourra compter sur un soutien financier supplémentaire évalué à 38 millions de dollars sur trois ans. Ces mesures visent à aider les fonds de placement des travailleurs à élaborer leurs stratégies d'investissement et à fournir un soutien continu au portefeuille des sociétés dans lesquelles elles ont investi.

Rehausser le soutien fiscal pour l'industrie cinématographique et télévisuelle de l'Ontario

Le gouvernement propose des mesures supplémentaires pour stimuler la croissance et la création d'emplois dans le secteur de la production cinématographique et télévisuelle de l'Ontario. Les industries et les travailleurs du secteur de la création forment un élément crucial d'une économie de l'innovation et du savoir.

Le gouvernement propose de rehausser le taux du crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne (CIPCTO) et de le faire passer de 30 % à 35 % pour les dépenses de main-d'oeuvre engagées après le 31 décembre 2007 et avant le 1^{er} janvier 2010. La prime régionale de 10 % demeurera disponible pour les tournages à l'extérieur de la région du grand Toronto, et les producteurs qui en sont à leur première production demeureront admissibles à un taux bonifié de 40 % sur la première tranche de 240 000 \$ des dépenses de main-d'oeuvre.

Le gouvernement propose aussi de rehausser le crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production (CIOSP) et de le faire passer de 18 % à 25 % pour les dépenses de main-d'oeuvre engagées après le 31 décembre 2007 et avant le 1^{er} janvier 2010.

Le CIPCTO est offert à toutes les sociétés sous contrôle canadien établies en Ontario pour les productions cinématographiques et télévisuelles admissibles. Le CIOSP est offert aux sociétés établies en Ontario pour les productions étrangères et nationales qui ne sont pas admissibles au CIPCTO. Le 1^{er} janvier 2005, le CIPCTO a été porté de 20 % à 30 % et ce taux restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2009. Également le 1^{er} janvier 2005, le CIOSP est passé de 11 % à 18 % et ce taux devait rester en vigueur jusqu'au 31 mars 2006, mais sa période d'application a été prolongée jusqu'au 31 mars 2008.

Le gouvernement travaillera également en collaboration avec l'industrie cinématographique afin d'étudier les moyens d'offrir un soutien financier aux producteurs au début des productions.

Remboursement des droits de cession immobilière pour tous les acheteurs d'un premier logement

Conformément à l'engagement du gouvernement d'aider les citoyens de la province à s'établir, il est proposé que l'application du programme de remboursement des droits de cession immobilière pour les acheteurs d'un premier logement soit élargie de manière à inclure l'achat de logements revendus. Cette mesure s'appliquerait aux conventions d'achat-vente conclues après le 13 décembre 2007. Grâce à cette modification, les personnes qui n'ont jamais été propriétaires et qui achètent un logement de construction récente ou un logement revendu pourraient recevoir du gouvernement provincial jusqu'à concurrence de 2 000 \$ en remboursement des droits de cession immobilière versés.

Sommaire de l'incidence financière des mesures fiscales proposées
(en millions de dollars)

Tableau 2

	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Réduction des taux de l'impôt sur le capital et élimination de l'impôt sur le capital pour les activités des secteurs de la fabrication et des ressources	(340)	(425)	(145)
Hausse du seuil de la déduction pour petite entreprise	(29)	(26)	(27)
Fonds de placement des travailleurs	(10)	(12)	(16)
Bonification des taux des crédits d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle :			
Crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne	(5)	(20)	(18)
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production	(5)	(30)	(26)
Remboursement des droits de cession immobilière pour tous les acheteurs d'un premier logement	(36)	(125)	(125)
Total	(425)	(638)	(357)

MESURES FISCALES DE 2007 POUR APPUYER L'EMPLOI ET LA PROSPÉRITÉ EN ONTARIO

Depuis le dépôt du budget de l'Ontario de 2007, le gouvernement a mis en oeuvre ou met en oeuvre les initiatives suivantes pour encourager la croissance de l'emploi et la prospérité chez l'ensemble de la population ontarienne :

Impôt sur le revenu des particuliers

- Augmentation de l'exonération cumulative des gains en capital provenant de la disposition de biens admissibles liés à l'agriculture ou à la pêche et d'actions de petites entreprises, qui passe de 500 000 \$ à 750 000 \$; cette augmentation du montant exonéré réduira les impôts sur le revenu des particuliers d'environ 18 millions de dollars en 2007-2008.
- Exonération de l'impôt pour les gains en capital découlant de dons de valeurs cotées en bourse à des fondations privées; cette mesure représente pour les donateurs un bénéfice d'environ 22 millions de dollars en 2007-2008.
- Hausse de l'âge limite pour mettre fin à un régime de pension agréé ou à un régime enregistré d'épargne-retraite, qui est passé de 69 à 71 ans; cette mesure représente un bénéfice de 20 millions de dollars pour les contribuables en 2007-2008.
- Augmentation par étapes de la déduction au titre des frais de repas des camionneurs; cette déduction aura passé de 50 % à 80 % d'ici 2011.

Impôt sur le revenu des sociétés

- Mesure provisoire prévoyant une déduction pour amortissement accéléré sur deux ans au profit des sociétés manufacturières et une bonification de la déduction pour amortissement applicable au matériel informatique, à certains immeubles, aux pipelines et à la génération d'énergie propre, ce qui représente un allègement fiscal d'une valeur de plus de 400 millions de dollars sur trois ans aux manufacturiers de l'Ontario.
- Déduction additionnelle applicable à l'impôt sur les sociétés pour les sociétés qui font un don de médicaments à des pays en voie de développement.
- Exonération de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt minimum sur les sociétés pour les gains en capital découlant de dons de valeurs cotées en bourse à des fondations privées.

Taxe de vente au détail (TVD)

- Exonération de la TVD s'appliquant aux bicyclettes de 1 000 \$ ou moins, aux casques protecteurs et à tout autre équipement de sécurité pour les bicyclettes; cette mesure représente pour la population ontarienne une économie de 16 millions de dollars sur une année complète.
 - Exonération de la TVD s'appliquant aux produits de remplacement de la nicotine; cette mesure représente pour la population ontarienne un bénéfice de 5 millions de dollars sur une année complète.
 - Exonération de la TVD s'appliquant aux électroménagers Energy Star® à utilisation non commerciale, y compris réfrigérateurs, lave-vaisselle, lessiveuses, congélateurs, déshumidificateurs, climatiseurs individuels, ampoules électriques et guirlandes d'ampoules décoratives; cette mesure représente pour la population ontarienne une économie de 51 millions de dollars sur une année complète.
 - Élargissement au bénéfice du secteur agricole de l'exonération de la TVD; cette mesure représente pour les agriculteurs une économie annuelle supplémentaire de 1 million de dollars.
-

ANNEXE III : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DE L'ONTARIO

Section **A** : Introduction

La présente annexe décrit les perspectives économiques et financières de l'Ontario.

Le gouvernement est en voie de déposer cinq budgets équilibrés consécutifs d'ici 2009-2010 tout en respectant les engagements qu'il a pris dans le cadre de son programme électoral de 2007 intitulé *Aller de l'avant ensemble*. Il réalisera sa mission malgré le ralentissement prévu de la croissance économique grâce à son approche prudente et disciplinée en matière de planification financière.

La *Section B : Perspectives économiques de l'Ontario* décrit les prévisions actuelles de planification du ministère des Finances et explique leur évolution depuis la publication du budget de l'Ontario de 2007.

La *Section C : Plan financier de l'Ontario* décrit le plan financier à moyen terme du gouvernement pour les exercices 2007-2008 à 2009-2010, et résume la manière dont le gouvernement procédera pour réaliser ses objectifs financiers généraux.

La *Section D : Perspectives de revenus de l'Ontario* décrit les revenus prévus en 2007-2008, les projections actuelles du ministère des Finances pour les exercices 2008-2009 et 2009-2010, l'évolution de ces projections depuis la publication du budget de 2007, ainsi que les risques éventuels pour ces perspectives et les sensibilités qui en découlent.

La *Section E : Perspectives de charges de l'Ontario* décrit les charges prévues pour les exercices 2007-2008 à 2009-2010 et les risques potentiels auxquels sont soumises les perspectives économiques, de même que les sensibilités connexes.

La *Section F : Détails des finances de l'Ontario* présente des graphiques et des tableaux qui contiennent des renseignements utiles sur les finances de la province.

Section **B** : Perspectives économiques de l'Ontario



PERSPECTIVES DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE PLUS FORTE EN ONTARIO

Perspectives économiques de l'Ontario
(en pourcentage)

Tableau 1

	2003	2004	2005	2006	2007e	2008p	2009p	2010p
Croissance du PIB réel	1,4	2,5	2,9	2,1	1,9	1,8	2,4	2,8
Croissance du PIB nominal	3,2	4,8	3,9	3,9	5,0	3,8	4,0	4,7
Croissance de l'emploi	3,0	1,7	1,3	1,5	1,6	1,2	1,3	1,4
Inflation de l'IPC	2,7	1,9	2,2	1,8	1,8	1,4	2,0	2,0

e = estimation; p = projection.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

La présente section décrit les perspectives macroéconomiques actuelles de l'Ontario, sur lesquelles est fondé le plan financier. On prévoit que la croissance économique de l'Ontario progressera à un faible rythme en 2007 et en 2008, puis qu'elle se renforcera au cours des deux années suivantes à mesure que l'économie s'adapte à la complexité de la conjoncture mondiale.

Le ministère des Finances prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de l'Ontario de 1,9 % en 2007, 1,8 % en 2008, 2,4 % en 2009 et 2,8 % en 2010. Conformément aux pratiques financières prudentes, le ministère établit délibérément ces prévisions en dessous des prévisions moyennes du secteur privé pour chaque année.

Entre 2002 et 2006, l'économie résiliente de l'Ontario a affiché une croissance modeste, malgré un contexte économique mondial de plus en plus difficile. Les prix du pétrole ont augmenté, passant de 26,10 \$US le baril en 2002 à 66,10 \$US en 2006. De même, le dollar canadien a augmenté, passant de 63,7 cents américains en 2002 à 88,2 cents américains en 2006. En 2006, l'économie de l'Ontario a dû aussi composer avec des taux d'intérêt à la hausse et le fléchissement de la demande aux États-Unis à l'égard des principales exportations de l'Ontario.

Le PIB réel de l'Ontario a augmenté à un taux annuel de 2,3 % au deuxième trimestre de 2007, après avoir affiché une croissance de 3,2 % au premier trimestre. On s'attend à une croissance toujours modeste en 2008, étant donné que la demande américaine demeurera faible et que la hausse de la valeur du dollar canadien et des prix du pétrole pose des défis pour les entreprises ontariennes.

Les solides assises économiques de l'Ontario comprennent, entre autres, une population bien instruite et ayant un niveau élevé de compétence, une structure industrielle diversifiée et une infrastructure

moderne, qui font en sorte que la province est bien placée pour relever les défis et profiter des possibilités de l'avenir. On s'attend à ce que les assises économiques solides de l'Ontario et la reprise de l'activité économique aux États-Unis stimulent la croissance en 2009 et en 2010. Les investissements des entreprises devraient favoriser la croissance, puisque les entreprises investiront pour améliorer leur position concurrentielle. Le maintien de la croissance de l'emploi, de forts gains au chapitre des revenus, des taux d'intérêt faibles ainsi que la hausse de la richesse soutiendront l'augmentation des dépenses des ménages. On prévoit que les exportations de l'Ontario prendront de la vigueur, grâce à l'augmentation de la demande d'automobiles aux États-Unis, à l'entrée en production de la nouvelle usine de Toyota à Woodstock et de la croissance continue des exportations internationales.

PRÉVISIONS DU SECTEUR PRIVÉ

Prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario (en pourcentage)				Tableau 2
	2007	2008	2009	2010
Conference Board du Canada (octobre)	2,4	2,6	3,2	3,2
Global Insight (novembre)	1,8	2,0	2,0	2,4
Centre for Spatial Economics (juillet)	1,7	2,1	2,7	2,9
Université de Toronto (octobre)	2,0	1,1	2,6	3,2
RBC Groupe financier (octobre)	1,9	1,8	2,5	—
Groupe Banque Scotia (décembre)	1,9	1,6	—	—
Groupe financier Banque TD (novembre)	2,1	1,8	2,1	—
BMO Marchés des capitaux (novembre)	1,9	1,7	—	—
Marchés mondiaux CIBC (octobre)	1,9	2,0	—	—
Moyenne selon l'enquête sur les prévisions du secteur privé	2,0	1,9	2,5	2,9
Hypothèse de planification de l'Ontario	1,9	1,8	2,4	2,8

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et enquête du ministère des Finances de l'Ontario sur les prévisions (5 décembre 2007).

Les projections économiques constituent un élément essentiel du plan financier du gouvernement. Pour établir des projections économiques raisonnables et responsables, le ministère des Finances consulte des prévisionnistes du secteur privé. Le Conseil ontarien des prévisions économiques a été établi et chargé de fournir les meilleurs conseils possibles sur les hypothèses et projections macroéconomiques. Les membres du conseil sont Peter Dungan, de l'Université de Toronto, Ernie Stokes, du Centre for Spatial Economics, Dale Orr, de Global Insight, et Glen Hodgson, du Conference Board du Canada. Le ministre des Finances a rencontré les membres du Conseil et d'autres prévisionnistes du secteur privé lors du processus de préparation du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*.

RÉSILIENCE DE L'ONTARIO FACE AUX DÉFIS QUE POSE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Les perspectives économiques à court terme de l'Ontario sont influencées par des facteurs externes tels que les prix du pétrole, le taux de change du dollar canadien et la croissance économique américaine. La section suivante donne plus de détails sur les facteurs externes qui compromettent les perspectives, ainsi que les prévisions sur les exportations de l'Ontario. Suivent les perspectives sur les investissements, l'emploi, les dépenses des ménages et le marché du logement.

Répercussions des changements aux principales hypothèses sur la croissance du PIB réel de l'Ontario ¹ **Tableau 3**
(augmentation en points de pourcentage)

	Première année	Deuxième année
Dépréciation du dollar canadien de 0,05 \$US	de 0,2 à 0,9	de 0,7 à 1,4
Diminution du prix mondial du pétrole brut de 10 \$US le baril	de 0,3 à 0,7	de 0,1 à 0,5
Augmentation de la croissance du PIB réel des É.-U. de un point de pourcentage	de 0,3 à 0,7	de 0,4 à 0,8
Diminution des taux d'intérêt canadiens de un point de pourcentage	de 0,1 à 0,5	de 0,2 à 0,6

¹ Répercussions fondées sur des changements soutenus.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Le tableau 3 montre la fourchette des répercussions typiques de ces facteurs externes sur la croissance du PIB réel de l'Ontario pour la première année et la deuxième année. Ces estimations reposent sur des relations constatées par le passé et illustrent les limites supérieures et inférieures de la réaction moyenne. Elles indiquent les répercussions des changements aux hypothèses clés isolément des changements subis par d'autres facteurs externes. La combinaison d'autres circonstances peut également avoir d'importants effets sur les résultats obtenus.

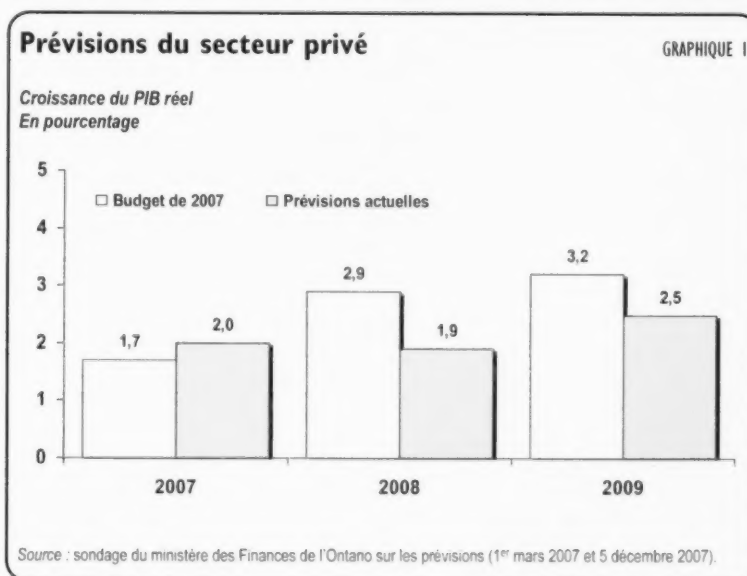
Facteurs externes importants qui influent sur l'économie de l'Ontario
Moyenne des prévisions du secteur privé

Tableau 4

	2007		2008		2009		2010
	Budget de 2007	Mise à jour – Automne 2007	Budget de 2007	Mise à jour – Automne 2007	Budget de 2007	Mise à jour – Automne 2007	Mise à jour – Automne 2007
Dollar canadien (en cents américains)	85,8	93,4	87,2	100,8	87,3	98,1	96,7
Pétrole brut (en \$US le baril)	60,0	71,7	59,7	78,3	60,0	72,3	68,6
Croissance du PIB réel des É.-U. (en pourcentage)	2,7	2,1	3,0	2,4	3,1	2,9	2,8
Taux des bons du Trésor de 3 mois (en pourcentage)	4,1	4,2	4,2	4,1	4,4	4,5	4,6
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement (en pourcentage)	4,1	4,3	4,5	4,4	5,0	4,9	5,2

Sources : *Blue Chip Economic Indicators* (novembre 2007) et enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (1^{er} mars 2007 et 5 décembre 2007).

COMPARAISON AVEC LES DONNÉES DU BUDGET DE L'ONTARIO DE 2007



Depuis la publication du budget de 2007, il s'est produit d'importants changements imprévus dans la conjoncture économique. Le dollar canadien a dépassé la parité avec le dollar américain, et sa valeur a atteint 1,10 \$ par rapport au dollar américain en novembre 2007. Les prix du pétrole ont atteint un sommet récent de près de 100 \$US le baril. Des turbulences financières et le resserrement du crédit à

l'échelle mondiale se sont produits à cause de la crise des hypothèques à risque élevé aux États-Unis. Il résulte de ces changements que les prévisions du secteur privé ont augmenté pour ce qui est des prix du pétrole et de la valeur du dollar canadien, et diminué en ce qui concerne la croissance économique américaine. En raison de ces facteurs externes en évolution, les prévisions du secteur privé quant à la croissance économique de l'Ontario en 2008 et en 2009 ont été révisées depuis la publication du budget de 2007. Les hypothèses du ministère des Finances restent prudentes comparativement à la moyenne du secteur privé.

Malgré ces difficultés, l'économie de l'Ontario demeure résiliente, et on s'attend à une croissance du PIB réel de 1,9 % en 2007, soit 0,3 point de pourcentage de plus que le prévoyait le ministère des Finances au moment de la publication du budget de 2007. On envisage maintenant une croissance de l'emploi de 1,6 %, c'est-à-dire 0,5 point de pourcentage de plus que ce qui était prévu dans le budget. Les revenus ont augmenté fortement au cours du premier semestre de l'année et on estime que leur taux de croissance devrait dépasser le taux de 3,9 % prévu dans le budget de 2007. On prévoit actuellement que les profits des sociétés augmenteront de 7,0 % en 2007, ce qui est supérieur à la prévision prudente énoncée dans le budget quant à leur croissance, qui était de 1,1 %. On prévoit maintenant que le PIB nominal augmentera de 5,0 %, ce qui dépasse le taux de 3,1 % prévu dans le budget.

Économie de l'Ontario en 2007
(variation en pourcentage)

Tableau 5

	Budget de 2007	Mise à jour – Automne 2007
Produit intérieur brut réel	1,6	1,9
Consommation personnelle	2,8	3,0
Construction résidentielle	(3,0)	(0,2)
Construction non résidentielle	2,5	3,8
Matériel et outillage	6,5	4,9
Exportations	1,5	1,5
Importations	2,5	3,0
Produit intérieur brut nominal	3,1	5,0
Autres indicateurs économiques		
Ventes au détail	3,6	3,6
Mises en chantier de logements (en milliers)	68,0	68,0
Revenu des particuliers	3,9	5,3
Traitements et salaires ¹	3,9	4,9
Bénéfices des entreprises	1,1	7,0
Indice des prix à la consommation	1,3	1,8
Marché du travail		
Emploi	1,1	1,6
Création d'emplois (en milliers)	71	103
Taux de chômage (en pourcentage)	6,3	6,4

¹ Y compris le revenu supplémentaire du travail.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EXTERNE DIFFICILE

LES DÉFAILLANCES SUR LES HYPOTHÈQUES À RISQUE ÉLEVÉ AUX ÉTATS-UNIS COMPROMETTENT LA LIQUIDITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Crise des hypothèques à risque élevé aux É.-U. GRAPHIQUE 2

Hausse des différentiels de taux au Canada

En pourcentage



Source : Banque du Canada.

L'augmentation récente du nombre de défaillances sur les hypothèques à risque élevé aux États-Unis ainsi que l'effet correspondant sur les marchés financiers mondiaux entraînent de nouvelles contraintes pour l'économie de l'Ontario. Par exemple, une bonne partie de la hausse du dollar canadien depuis août résulte de la faiblesse anticipée de l'économie américaine et de la réduction des taux d'intérêt aux États-Unis, déclenchées dans une grande mesure par la crise des défaillances sur les hypothèques à risque élevé. On a également constaté un resserrement correspondant des conditions de crédit partout dans le monde.

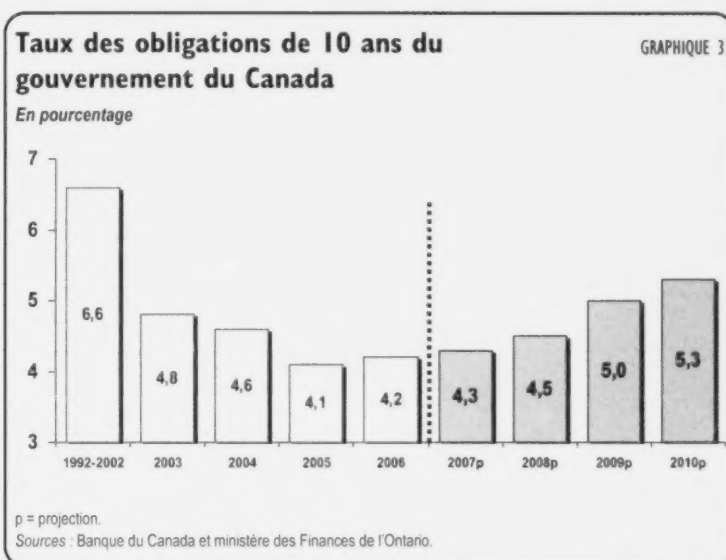
Un grand nombre des hypothèques à risque élevé en cours aux États-Unis ont été réaménagées sous forme de valeurs mobilières et vendues dans le monde entier. Bon nombre de ces CDO (*Collateralized Debt Obligations*) sont des obligations émises en contrepartie de créances qui sont garanties par des prêts et des obligations à rendement élevé ainsi que par des hypothèques. Ces nouveaux arrangements financiers complexes manquaient de transparence, et il était difficile pour les investisseurs de déterminer la valeur sous-jacente des actifs. Le taux de défaillances accru sur les hypothèques à risque élevé a provoqué une très forte aversion pour le risque en ce qui a trait aux valeurs mobilières adossées à ces actifs, même si le risque couru n'était pas important. L'incertitude chez les participants au marché a commencé à s'intensifier au début d'août 2007, et les perceptions du risque ont augmenté. L'aversion pour le risque s'est accrue. Les établissements financiers ont augmenté leurs avoirs liquides en raison de l'incertitude suscitée par leur exposition à des risques, ce qui a comprimé les liquidités.

Lorsque ces événements se sont déroulés dans le monde entier, les banques centrales, y compris la Banque du Canada, ont rapidement réagi en injectant d'importantes quantités de liquidités dans leurs systèmes financiers afin d'empêcher la hausse des taux d'intérêt. La Réserve fédérale américaine a réduit son taux des fonds fédéraux et son taux d'escompte depuis le commencement de la crise au début d'août. À la suite de la crise, la Banque centrale européenne et la Banque du Canada ont attendu avant de procéder aux augmentations des taux d'intérêt prévues antérieurement. La Banque du Canada a réduit le taux de financement à un jour de 25 points de base le 4 décembre, précisant que la détérioration des conditions sur les marchés du crédit internationaux laisse envisager des risques accrus de faiblesse pour l'avenir. Puisque de grandes vagues de prêts à risque élevé seront renouvelés à des taux d'intérêt majorés, on peut s'attendre à ce que le nombre de défaillances sur les hypothèques aux É.-U. augmente au cours des prochains trimestres. Par conséquent, il est possible qu'il y ait encore une certaine volatilité sur les marchés financiers. Jusqu'à ce jour, cependant, l'action efficace de la Banque du Canada a permis de maintenir le roulement en douceur des marchés financiers canadiens et l'Ontario est convaincu que les marchés continueront à fonctionner efficacement.

L'incertitude règne quant à l'ampleur et à la durée du resserrement des conditions de crédit au Canada et quant à l'effet nuisible que cela pourrait avoir sur la croissance. Depuis l'été, les différentiels de taux se sont élargis pour les types de prêts plus risqués, ce qui a entraîné une hausse des coûts d'emprunt pour certaines entreprises et certains consommateurs. Le resserrement des conditions de crédit pourrait inciter les prêteurs à se montrer plus exigeants à l'égard des emprunteurs avant d'accorder des prêts aux entreprises et aux consommateurs. Une confiance moindre des entreprises et des consommateurs causée par le resserrement des conditions de crédit pourrait aussi réduire les dépenses, ce qui nuirait à la croissance économique.

La crise récente des liquidités sur la scène mondiale n'a pas eu d'incidence marquée sur la liquidité de la province. On trouvera des précisions sur l'exposition de l'Ontario au papier commercial adossé à des actifs dans l'*Annexe IV : Emprunts et gestion de la dette*.

LÉGÈRE TENDANCE À LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT



Les taux d'intérêt influent sur les dépenses de consommation et les investissements des entreprises, ainsi que sur les dépenses projetées pour acquitter l'intérêt sur la dette de la province.

Lorsque les turbulences actuelles des marchés se seront apaisées, on s'attend à ce que les taux d'intérêt aient tendance à augmenter progressivement. Les prévisionnistes du secteur privé croient que le rendement des bons du Trésor de trois mois du Canada se situera en moyenne à 4,2 % en 2007, 4,1 % en 2008, 4,5 % en 2009 et 4,6 % en 2010. En ce qui concerne le rendement des bons du Trésor de trois mois l'an prochain, on constate un large éventail d'opinions, les prévisions allant d'un rendement aussi faible que 3,0 % à un rendement aussi élevé que 4,8 %. Selon les prévisions du secteur privé, le taux des obligations de dix ans du gouvernement du Canada s'échelonnera entre 3,7 % et 4,9 % en 2008. Les hypothèses du ministère des Finances quant aux taux d'intérêt sont établies à dessein au-dessus des prévisions moyennes du secteur privé. Même si l'on pense que les taux d'intérêt augmenteront à moyen terme, ils devraient rester bien en dessous de leurs moyennes historiques.

Perspectives d'évolution des taux d'intérêt au Canada
(pourcentage annuel)

Tableau 6

	2007p	2008p	2009p	2010p
Taux des bons du Trésor de trois mois	4,1	4,2	4,6	4,7
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement	4,3	4,5	5,0	5,3

p = projection.

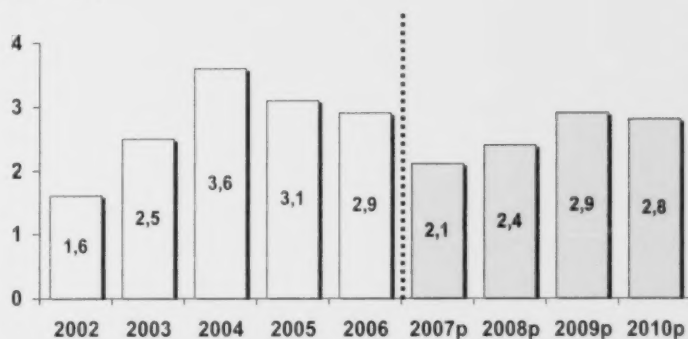
Source : ministère des Finances de l'Ontario.

LES ÉTATS-UNIS SONT PRÊTS À ENRAYER LES RECULS

Croissance du PIB réel des É.-U.

GRAPHIQUE 4

En pourcentage



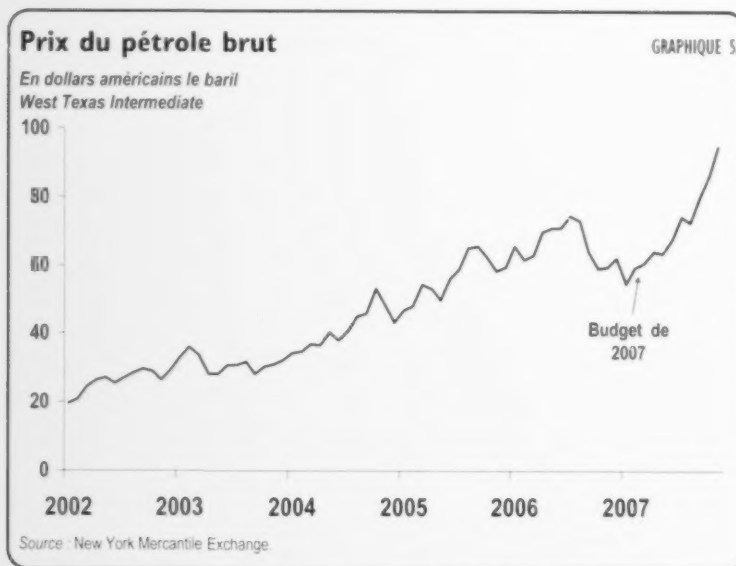
p = moyenne des prévisions du secteur privé.

Sources : U.S. Bureau of Economic Analysis et Blue Chip Economic Indicators (novembre 2007).

La performance de l'économie des États-Unis est cruciale pour l'Ontario, étant donné que la majorité de nos exportations internationales de marchandises est destinée aux États-Unis. Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que la croissance du PIB américain soit de 2,1 % en 2007, ce qui est bien en dessous du taux enregistré au cours des trois années précédentes alors que la croissance moyenne a été de 3,2 %.

On prévoit que la croissance américaine s'améliorera, lorsque les inquiétudes au sein des marchés financiers se seront résorbées et que le marché du logement recommencera à s'assainir. La croissance du PIB réel des États-Unis devrait s'améliorer pour atteindre 2,4 % en 2008, 2,9 % en 2009 et 2,8 % en 2010. Une reprise de la croissance américaine est importante pour les exportations de l'Ontario, notamment la reprise des dépenses rattachées aux automobiles et aux matériaux de construction produits en Ontario.

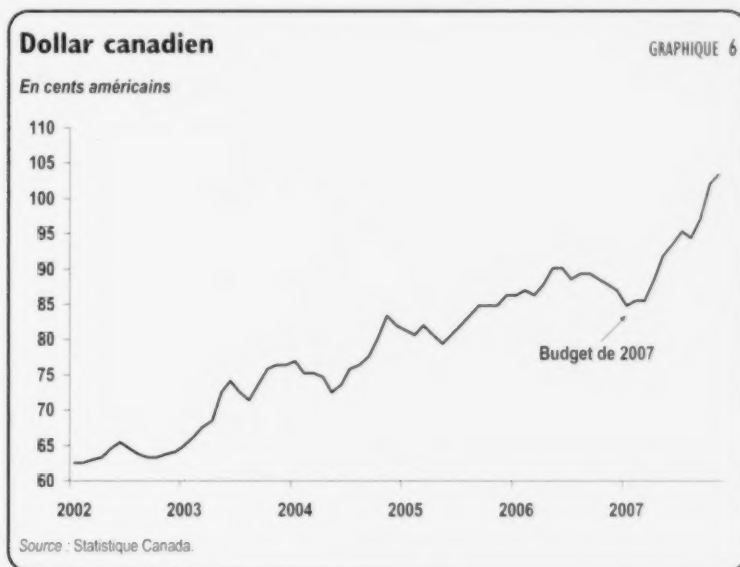
LES PRIX DU PÉTROLE DEVRAIENT RESTER ÉLEVÉS



Des prix du pétrole plus élevés entraînent une augmentation des coûts pour les entreprises et les consommateurs de l'Ontario, ce qui tend à réduire la croissance économique. Les prix du pétrole ont augmenté de plus de 150 %, passant de 26,10 \$US le baril en 2002 à 66,10 \$US le baril en 2006. En 2007, les prix du pétrole ont grimpé; ils s'élevaient à moins de 50 \$US le baril à la mi-janvier et ont établi un nouveau record en atteignant un pic de 99,29 \$US le baril en novembre. Une telle hausse s'explique par la forte demande mondiale, les nombreuses pannes de raffineries et les risques géopolitiques. Elle est également attribuable au maintien des limites de production des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de même qu'à la croissance moins rapide que prévue de l'approvisionnement auprès des pays qui ne sont pas membres de l'OPEP. Ces deux phénomènes ont contribué à renforcer l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du pétrole.

Les prévisionnistes du secteur privé s'attendent à ce que les prix du pétrole restent élevés au cours de l'horizon prévisionnel, car la forte demande mondiale et la capacité excédentaire limitée feront en sorte que les marchés demeureront relativement serrés et vulnérables aux perturbations de l'approvisionnement. Selon les prévisions du secteur privé, les prix du pétrole s'établiront en moyenne à 78,30 \$US le baril en 2008, 72,30 \$US le baril en 2009 et 68,60 \$US le baril en 2010. Il existe encore une volatilité considérable sur les marchés du pétrole, les projections des analystes quant à la gamme de prix pour 2008 allant de moins de 60 \$US le baril à plus de 80 \$US le baril.

LA VIGUEUR ACCRUE DU DOLLAR CANADIEN EXERCE DES PRESSIONS SUR LES ENTREPRISES



La vigueur du dollar canadien constitue un défi de taille pour les entreprises, qui trouvent plus difficile de soutenir la concurrence avec les producteurs étrangers, tant sur les marchés intérieurs que sur les marchés extérieurs.

Après pondération en fonction des échanges, le dollar canadien s'est apprécié davantage que toute autre grande devise depuis le début de 2002, ce qui crée des défis pour l'économie de l'Ontario, particulièrement dans les secteurs manufacturier, agricole et forestier ontariens qui sont axés sur l'exportation. En outre, le tourisme des États-Unis en Ontario a subi les effets négatifs de la vigueur du dollar. Par contre, l'appréciation du dollar diminue les prix du matériel et de l'outillage importés, étant donné qu'environ 60 % du matériel et de l'outillage utilisés en Ontario sont importés, ce qui donne aux entreprises une bonne occasion de moderniser leur technologie et d'améliorer leur efficacité.

Le dollar canadien a augmenté d'environ 65 % entre le début de 2002 et novembre 2007 et, à la fin de septembre, il a dépassé la parité avec le dollar américain pour la première fois depuis novembre 1976. Le dollar a été assez volatile cette année. Il est passé de son niveau le plus bas de 84,2 cents américains, le 8 février, à son niveau maximal de 110,3 cents américains, le 7 novembre. Récemment, sa valeur a diminué et le dollar est revenu à un niveau inférieur à la parité avec le dollar américain. Pendant cette période, le dollar canadien s'est situé en moyenne autour de 93 cents américains jusqu'ici en 2007 et il est en bonne voie d'afficher une hausse pour la cinquième année d'affilée. Les prévisionnistes du secteur privé estiment que le dollar canadien s'établira en moyenne à environ 98,5 cents américains chaque année, entre 2008 et 2010.

Les avis sont fort partagés à propos du dollar canadien : les prévisions pour l'an prochain vont en moyenne de 104,7 cents américains à 92,6 cents américains. Ce vaste éventail d'opinions s'explique par les divergences de vues sur la croissance mondiale, les prix des produits de base et la juste valeur du dollar à long terme.

LA VIGUEUR DU DOLLAR POSERA UN DÉFI POUR LA PERFORMANCE COMMERCIALE DE L'ONTARIO

L'excédent d'exportations net de l'Ontario a diminué en termes de valeur et de volume en raison de la baisse des exportations vers les États-Unis, en grande part attribuable à la vigueur du dollar canadien et à l'affaiblissement de la demande américaine. Même si les exportations de l'Ontario à destination des États-Unis ont diminué, les exportations ontariennes dans le reste du monde ont considérablement augmenté. Au cours des cinq dernières années, la valeur en dollar canadien des exportations de marchandises de l'Ontario vers les États-Unis a diminué de 7,4 %, tandis que la valeur des exportations vers d'autres pays a presque doublé (+93,8 %). Une situation semblable s'est également produite du côté des importations, mais dans une moins grande mesure. Au cours de la période de 2002 à 2006, la valeur des importations ontariennes provenant des États-Unis a diminué de 2,8 %, tandis que les importations provenant d'autres pays ont bondi de 38,5 %, la Chine étant bénéficiaire de presque la moitié de cette croissance.

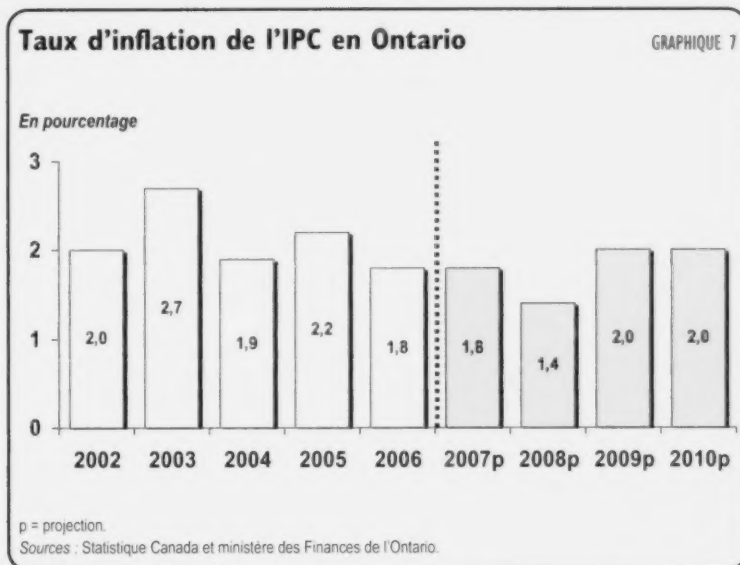
Ces dernières années, le commerce interprovincial s'est également révélé de plus en plus important pour l'Ontario, représentant 31,5 % de la valeur des exportations ontariennes en 2006. On s'attend à ce que la forte croissance enregistrée dans l'Ouest canadien continue à stimuler les exportations de l'Ontario.

Le fléchissement de la croissance américaine, l'appréciation du dollar canadien ainsi que la restructuration de l'industrie automobile continueront à affaiblir les exportations à court terme. Cependant, l'ouverture d'une nouvelle usine de Toyota à Woodstock en 2008 stimulera les exportations. À l'heure actuelle, le secteur de l'automobile est responsable de 41 % des exportations internationales de marchandises de l'Ontario, et 97 % des véhicules exportés sont destinés aux États-Unis.

Une forte croissance mondiale, particulièrement en Inde et en Chine, maintiendra la vigueur des exportations ontariennes de matériel et de biens industriels.

On prévoit que les exportations réelles de l'Ontario augmenteront de 1,5 % en 2007. En 2008, la croissance des exportations réelles devrait ralentir et se situer à 1,0 % en raison du fléchissement de la demande aux États-Unis; elle devrait s'intensifier en 2009 et en 2010 et se situer en moyenne à 2,7 % en raison de la hausse de la demande intérieure aux États-Unis et d'une demande internationale soutenue. Les opinions sont partagées sur les perspectives relatives à la balance commerciale de l'Ontario, ce qui s'explique par des divergences de vues au sujet du dollar, de la demande aux États-Unis et de la rapidité à laquelle les exportateurs ontariens s'adapteront au marché mondial compétitif.

L'INFLATION RESTERA STABLE



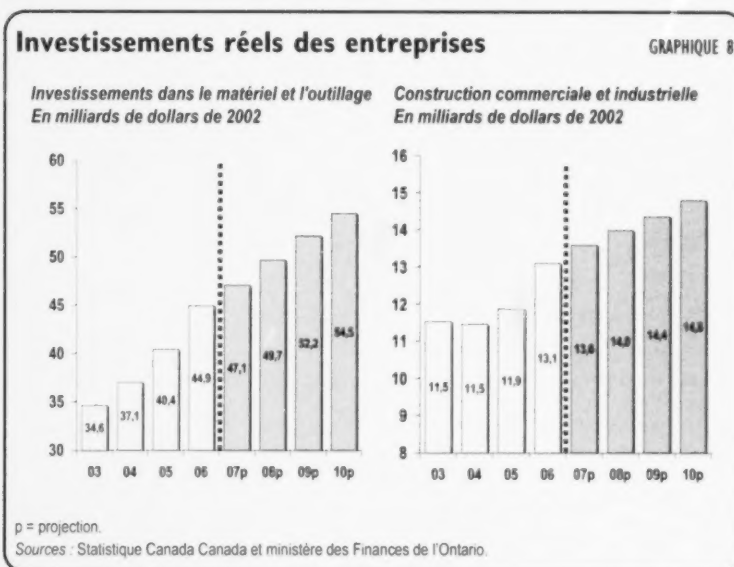
Le taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'Ontario a été faible et stable au cours des dernières années, se chiffrant à 2,1 % en moyenne entre 2002 et 2006. Il s'est élevé à 2,3 % en octobre et il se situe en moyenne à 1,7 % jusqu'ici en 2007.

On pense que l'inflation restera bien maîtrisée au cours de l'horizon prévisionnel. Le taux d'inflation de l'IPC de l'Ontario devrait diminuer pour se situer à 1,4 % en 2008 et cette prévision tient compte de la réduction de un point de pourcentage de la taxe sur les produits et services (TPS) du gouvernement fédéral, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2008 et qui réduira le taux d'inflation de l'IPC de 0,6 %. On s'attend à ce que le taux d'inflation de l'IPC représente en moyenne 2,0 % en 2009 et 2010. Les prévisions moyennes du secteur privé concernant l'inflation en Ontario en 2009 et 2010 vont d'un minimum de 1,8 % à un maximum de 2,3 %. La gamme restreinte de prévisions à moyen terme reflète le point de vue du secteur privé selon lequel la politique monétaire de la Banque du Canada réussira à maintenir le taux d'inflation proche de la médiane de la fourchette qu'elle vise (1 % à 3 %).



MAINTIEN D'UNE ÉCONOMIE INTÉRIEURE VIGoureuse ET RÉSILIENTE

LES FORTES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SE POURSUIVRONT



Les perspectives d'investissements des entreprises demeurent positives au cours de l'horizon prévisionnel. Des bilans positifs continueront à créer un climat favorable à l'investissement. Les bénéfices des entreprises ontariennes connaissent une forte croissance depuis plusieurs années, représentant 11,5 % du PIB en 2006. On prévoit que les bénéfices des entreprises ontariennes en tant que pourcentage du PIB atteindront 12,0 % en moyenne entre 2007 et 2010, nettement au-dessus de la moyenne historique de 10,0 %. Les bénéfices des entreprises devraient augmenter de 7,0 % en 2007 et de 5,2 % en moyenne de 2008 à 2010.

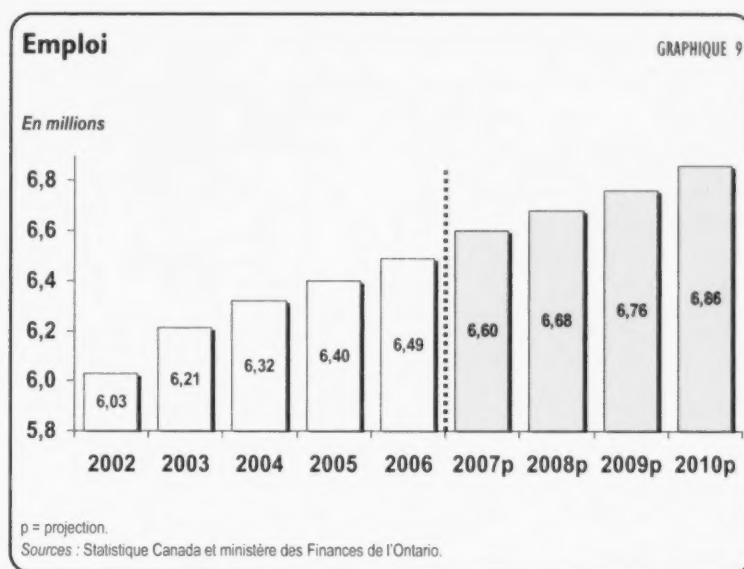
Les dépenses d'investissement ont connu une forte augmentation pendant la période allant de 2002 à 2006. La croissance des investissements réels dans le matériel et l'outillage a été de 5,2 % en moyenne et les investissements dans la construction non résidentielle se sont accrus à un taux annuel de 2,8 %. Les fortes dépenses d'investissement se sont poursuivies pendant la première moitié de l'année 2007, les dépenses réelles ayant marqué une hausse de 6,1 % au chapitre du matériel et de l'outillage et de 5,1 % au chapitre de la construction non résidentielle par rapport à la même période en 2006.

L'investissement dans le matériel et l'outillage permet aux entreprises d'accéder à des technologies de pointe, d'accroître leur productivité et d'améliorer leur compétitivité. Les coûts moins élevés des importations continueront à favoriser les investissements importants des entreprises dans le matériel et

l'outillage. On prévoit que les dépenses réelles pour le matériel et l'outillage augmenteront de 4,9 % en 2007 et de 5,0 % annuellement entre 2008 et 2010.

Une forte croissance est également prévue dans la construction d'immeubles commerciaux et industriels, grâce aux investissements effectués par de nombreux secteurs, notamment les services publics, les transports et l'entreposage, le commerce de détail, et les finances, les assurances et les services immobiliers. Selon les prévisions, les dépenses réelles totales à ce titre devraient croître de 3,8 % en 2007 et de 2,9 % annuellement pour la période de 2008 à 2010.

UN PLUS GRAND NOMBRE D'EMPLOIS SERONT CRÉÉS



Près de 418 000 emplois nets ont été créés en Ontario depuis octobre 2003, et plus de 95 % de ces emplois sont rémunérés à un taux horaire moyen de plus de 19,50 \$, y compris les emplois dans les secteurs des sciences naturelles et appliquées, de la gestion, des sciences sociales et de l'éducation. Les domaines suivants ont enregistré la croissance la plus marquée de l'emploi au cours des quatre dernières années :

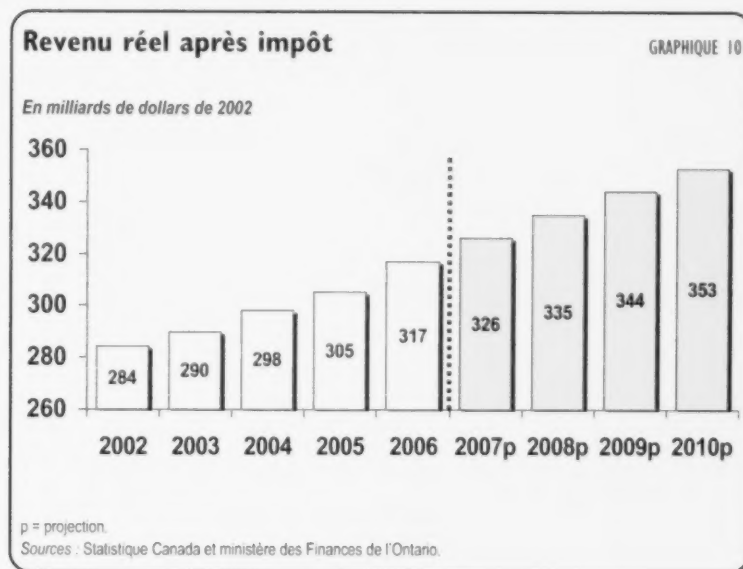
- services d'éducation (109 600);
- commerce de gros et de détail (80 600);
- services de santé et sociaux (56 300);
- finances, assurances, services immobiliers et services de location à bail (56 100);
- information, culture et loisirs (43 700);
- services scientifiques, techniques et professionnels (37 600);
- construction (36 200)

- administration publique (31 900).

L'économie de l'Ontario a créé 102 800 emplois nets jusqu'ici en 2007, 60 % étant des emplois à temps plein. Une large part des nouveaux emplois se trouvait dans le secteur des services et ces emplois étaient répartis comme suit : 33 600 dans les services de santé et sociaux; 29 900 dans les services d'hébergement et de restauration; 23 600 dans les services scientifiques, techniques et professionnels; et 19 500 dans les services d'éducation. Du côté des secteurs producteurs de biens, les industries de la construction et des services publics ont ajouté respectivement 8 700 et 9 600 personnes à leurs effectifs.

Selon les prévisions, le taux de création d'emplois devrait progresser de 1,6 % pour 2007 dans son ensemble, à la suite d'une croissance de 1,5 % en 2006. Le taux de chômage devrait s'établir à 6,4 % en moyenne pour 2007, comparativement à une moyenne de 6,8 % pour dix ans. On estime que 82 000 emplois supplémentaires seront créés en 2008 en Ontario, une hausse de 1,2 %. La croissance de l'emploi devrait s'accélérer en 2009 et en 2010, le taux moyen s'établissant à 1,3 % par année selon les prévisionnistes.

LES REVENUS CONTINUERONT D'AUGMENTER

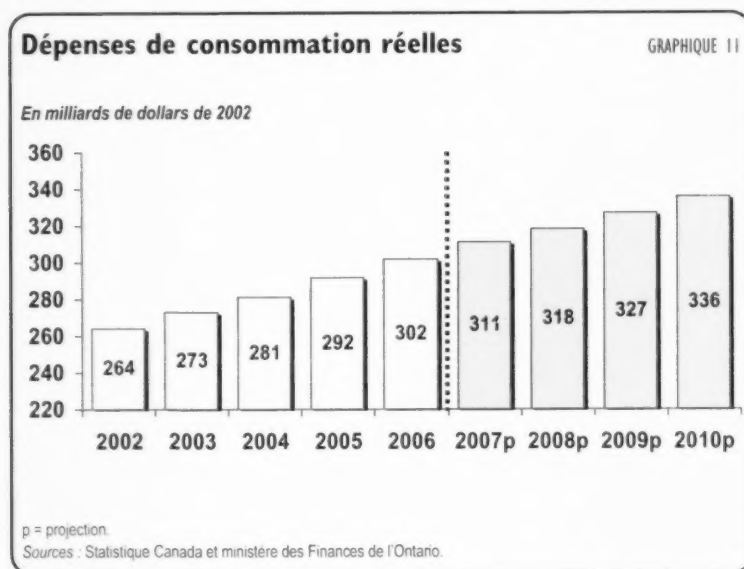


De 2002 à 2006, le revenu des particuliers a connu une forte croissance, augmentant de 3,9 % par année en moyenne et contribuant à une hausse annuelle de 2,6 % du revenu après impôt corrigé pour tenir compte de l'inflation. Cette hausse reflète la forte progression des revenus d'emploi attribuable à la croissance de l'emploi de 1,8 % en moyenne et à l'augmentation moyenne des traitements horaires de 2,6 % par année.

Le revenu réel après impôt est de 3,6 % plus élevé qu'il l'était au premier semestre de 2007 par suite d'une conjoncture favorable en ce qui concerne le revenu d'emploi, le revenu des entreprises non constituées en personne morale et le revenu de placement. Le revenu total des particuliers et le revenu total d'emploi connaissent tous deux une robuste croissance grâce à la hausse de 1,6 % du taux de création d'emplois et à l'augmentation de 2,8 % des salaires.

Selon les prévisions, le revenu des particuliers devrait croître de 5,3 % en 2007, ou de 3,0 % lorsque l'on tient compte de l'inflation et de l'impôt. Cette croissance devrait ralentir pour se situer à 3,8 % en 2008, ce qui mènera à une croissance de 2,6 % du revenu réel après impôts. On prévoit une croissance moyenne du revenu des particuliers de 4,4 % en 2009 et en 2010, attribuable en partie à une croissance plus marquée de l'emploi. Le revenu réel après impôt afficherait donc une hausse moyenne de 2,7 % en 2009 et en 2010.

LA CROISSANCE DE L'EMPLOI ET DES REVENUS STIMULERA LES DÉPENSES DES MÉNAGES

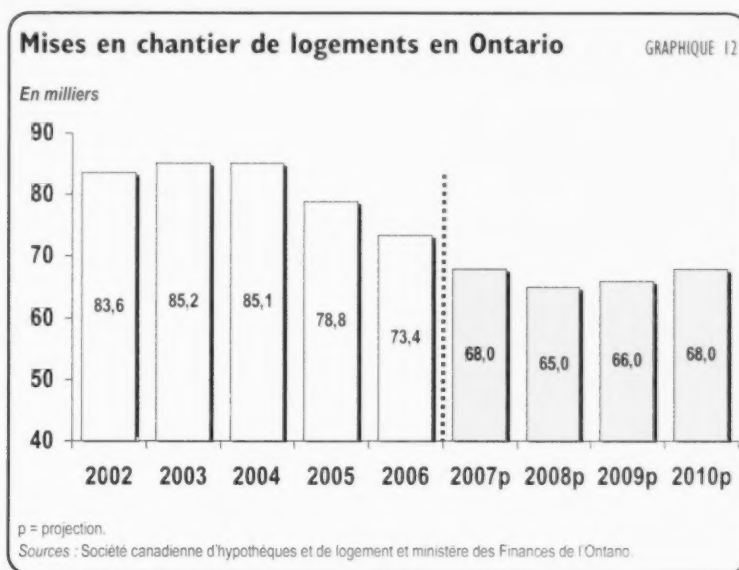


La forte croissance des revenus a favorisé la santé financière des ménages et fortement stimulé les dépenses de consommation. Au cours de la période allant de 2002 à 2006, les ventes au détail ont augmenté de 4,3 % par année en moyenne. Pendant les neuf premiers mois de 2007, elles ont été en hausse de 3,7 %. Les achats liés à l'aménagement de la maison demeurent vigoureux : pendant les neuf premiers mois de 2007, les détaillants de meubles, de fournitures de maison et de fournitures électroniques ont vu leurs ventes augmenter de 8,3 %. Les ventes de voitures neuves se sont accrues de seulement 0,1 % comparativement à la même période l'an dernier, par suite de la faible quantité de véhicules vendus et de la diminution des prix. La croissance modérée des ventes de voitures neuves a limité la croissance des ventes au détail dans leur ensemble, puisque les ventes de voitures neuves

représentent normalement environ 20 % des ventes au détail en Ontario. La croissance des ventes au détail devrait se chiffrer à 3,6 % en 2007, 3,4 % en 2008, et 4,1 % en moyenne en 2009 et en 2010.

Les dépenses de consommation, tant pour les biens que pour les services, ont connu une augmentation réelle vigoureuse de 3,4 % cette année par rapport à la période de 2002 à 2006. Au cours du premier semestre de 2007, les dépenses personnelles réelles ont enregistré une hausse de 3,8 % par rapport à la même période l'année dernière. Les dépenses de consommation réelles devraient croître de 3,0 % en 2007, 2,4 % en 2008, puis 2,8 % en moyenne en 2009 et en 2010, ce qui reflète la croissance du revenu réel après impôt.

LE MARCHÉ DU LOGEMENT RESTE SAIN



Le marché du logement de l'Ontario a contribué à la vigueur de l'économie au cours de la période de 2002 à 2006. Le nombre de mises en chantier a été de 81 200 par année en moyenne, ce qui dépassait largement les attentes. Les reventes de logements ont également monté en flèche, établissant des records en 2002, 2003 et 2004. La moyenne de la hausse a été égale à 3,7 % entre 2002 et 2006.

Le marché du logement de l'Ontario conserve son dynamisme et les reventes de logements devraient atteindre des niveaux record en 2007. Les mises en chantier ont diminué quelque peu, passant de 73 400 logements en 2006 à un taux annuel de 68 600 logements depuis le début de cette année. La hausse du prix des logements et la tendance à la hausse des taux hypothécaires ont tempéré l'abordabilité du logement, mais les nouveaux produits hypothécaires tels que les prêts à longue période d'amortissement ont aidé à contrecarrer cet effet et à élargir l'accessibilité pour les acheteurs.

On prévoit que les mises en chantier atteindront 68 000 au total en 2007, la moyenne s'établissant à 66 300 par année entre 2008 et 2010. Le taux élevé et soutenu d'immigration internationale entraînera

une croissance de la population générale, et près de 72 000 nouveaux ménages en moyenne s'installeront en Ontario entre 2008 et 2010.

Le marché des reventes de logements dans la province a continué à dépasser les attentes. Après un léger ralentissement en 2005 et en 2006, les reventes de logements ont rebondi en 2007 et ont déjà augmenté de plus de 10 % jusqu'ici cette année. On prévoit que la hausse des reventes de logements s'établira à 9,0 % en 2007, qu'elle diminuera de 2,9 % en 2008, puis qu'elle augmentera de 1,5 % en moyenne en 2009 et en 2010. La forte demande a fait monter les prix des logements. Il est prévu que le prix moyen d'un logement en Ontario passera de 299 000 \$ en 2007 à 329 000 \$ en 2010, une hausse de presque 10 %. On s'attend à ce que le marché du logement de l'Ontario demeure sain. Rien n'indique que le nombre de logements qui se construisent dépasse la demande, et même si les prix des logements ont augmenté, des taux d'intérêt peu élevés et la croissance marquée des revenus maintiennent le pourcentage du revenu des ménages affecté aux versements hypothécaires à un niveau bien inférieur à ce qu'il était en 1990.

Le marché du logement de l'Ontario n'est pas exposé aux mêmes risques que le marché américain. Les hypothèques à taux variable sont moins courantes au Canada. En 2006, le marché des hypothèques à risque élevé n'a constitué que 5 % de l'ensemble des hypothèques accordées au Canada, comparativement à 22 % aux États-Unis. En outre, les établissements financiers canadiens ont des normes de prêt plus strictes et, au Canada, la plupart des acheteurs de logements doivent souscrire une assurance hypothèque s'ils n'ont pas le versement initial de 20 % requis.

DÉTAILS DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

Les perspectives que le ministère des Finances établit en tenant compte des principaux facteurs externes qui influent sur l'avenir économique de l'Ontario sont liées de près aux prévisions du secteur privé. Ces facteurs comprennent les perspectives économiques américaines, les taux d'intérêt, le taux de change du dollar canadien, les prix du pétrole ainsi que la croissance économique dans le reste du Canada. Les prévisions du ministère des Finances quant à la croissance du produit intérieur brut (PIB) sont établies à dessein avec prudence, à 0,1 point de pourcentage en dessous des prévisions moyennes du secteur privé pour chaque année. L'établissement de prévisions sur les revenus exige des prévisions économiques très détaillées qui vont bien au-delà des données disponibles auprès de la plupart des prévisionnistes du secteur privé. Ainsi, les éléments des perspectives les plus détaillés, tels que ceux que l'on retrouve dans ce tableau, reposent sur une combinaison des prévisions du secteur privé et des modèles macroéconomiques. Le jugement professionnel joue également un rôle, particulièrement pour l'interprétation des résultats des analyses modélisées, l'évaluation du caractère raisonnable des prévisions du secteur privé et l'intégration des données les plus récentes.

Le tableau 7 indique les principaux détails des perspectives économiques du ministère des Finances, de 2007 à 2010.

Économie de l'Ontario, de 2005 à 2010
(variation en pourcentage)

Tableau 7

	Chiffres réels		Prévisions			
	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Produit intérieur brut réel	2,9	2,1	1,9	1,8	2,4	2,8
Consommation personnelle	3,6	3,5	3,0	2,4	2,7	2,9
Construction résidentielle	1,8	1,1	(0,2)	0,9	2,0	2,5
Construction non résidentielle	3,6	10,4	3,8	2,9	2,7	3,0
Matériel et outillage	9,1	11,2	4,9	5,4	5,0	4,5
Exportations	2,2	(0,2)	1,5	1,0	2,5	2,9
Importations	3,9	2,7	3,0	2,7	3,0	3,0
Produit intérieur brut nominal	3,9	3,9	5,0	3,8	4,0	4,7
Autres indicateurs économiques						
Ventes au détail	4,8	4,1	3,6	3,4	4,1	4,2
Mises en chantier de logements (en milliers)	78,8	73,4	68,0	65,0	66,0	68,0
Revenu des particuliers	4,5	4,8	5,3	3,8	4,3	4,5
Traitements et salaires ¹	5,0	4,5	4,9	3,8	4,0	4,2
Bénéfices des sociétés	(1,8)	3,9	7,0	5,4	4,9	5,2
Indice des prix à la consommation	2,2	1,8	1,8	1,4	2,0	2,0
Marché du travail						
Emploi	1,3	1,5	1,6	1,2	1,3	1,4
Création d'emplois (en milliers)	81	95	103	82	86	94
Taux de chômage (en pourcentage)	6,6	6,3	6,4	6,6	6,4	6,3

¹ Y compris le revenu supplémentaire du travail.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, et ministère des Finances de l'Ontario.

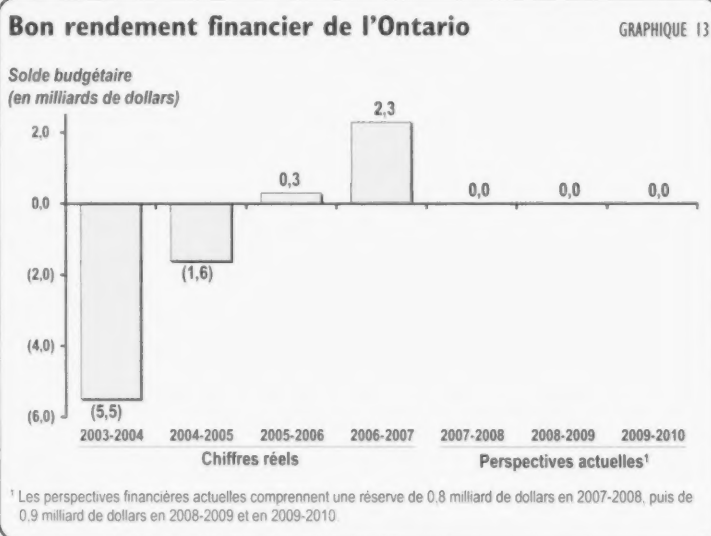
Section C : Plan financier de l'Ontario

Grâce au ferme leadership dont le gouvernement de l'Ontario a fait preuve et à sa gestion financière prudente, la situation budgétaire s'est améliorée de façon soutenue, passant du déficit de 5,5 milliards de dollars hérité par le gouvernement actuel en 2003-2004 à un excédent de 2,3 milliards de dollars en 2006-2007. Les progrès durables réalisés dans la situation financière de la province se manifestent aussi par une amélioration du rapport entre la dette provinciale et le produit intérieur brut (PIB) de l'Ontario, ce rapport étant passé de 25,2 % en 2003-2004 à 19,1 % en 2006-2007, son niveau le plus bas en 15 ans.

En plus d'avoir réussi à éliminer le déficit au cours de cette période, le gouvernement a aussi travaillé au rétablissement des services publics en augmentant les fonds affectés aux secteurs prioritaires que sont les soins de santé, l'éducation, les services sociaux, l'éducation postsecondaire et la formation, et l'infrastructure.

Déterminé à aller de l'avant, le gouvernement prévoit maintenir la situation budgétaire équilibrée à moyen terme. En fait, malgré les perspectives d'une croissance économique plus lente en 2008 et en 2009, la province est en voie de déposer cinq budgets équilibrés consécutifs pour la période allant de 2005-2006 à 2009-2010.

Le plan financier demeure prudent vu le ralentissement de la croissance économique qui s'annonce; on y prévoit des réserves de 0,8 milliard de dollars en 2007-2008, puis de 0,9 milliard de dollars en 2008-2009 et en 2009-2010.



ÉLÉMENTS CLÉS DU PLAN FINANCIER À MOYEN TERME DE L'ONTARIO

La *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières* établit un certain nombre de critères auxquels le plan financier de la province doit se conformer. Ces critères sont destinés à assurer un maximum de transparence et de responsabilité dans l'élaboration des plans et des rapports financiers.

Selon cette loi, le gouvernement de l'Ontario est tenu d'élaborer des plans qui prévoient des budgets équilibrés. Cette disposition a été respectée, notamment dans le plan financier présenté dans *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*. Pour favoriser un équilibre budgétaire soutenu, le plan financier comprend les éléments clés suivants, selon lesquels le gouvernement doit :

- prendre des décisions méthodiques pour s'assurer que le taux annuel moyen de croissance des charges totales soit inférieur au taux annuel moyen de croissance des revenus totaux à moyen terme;
- prendre des mesures fermes pour consolider l'avantage économique de l'Ontario grâce à un plan visant à renforcer la compétitivité et à investir dans les gens, les collectivités et l'infrastructure;
- favoriser l'établissement d'un ensemble de mesures financières fédérales-provinciales durables, fondées sur des principes;
- maintenir un rapport dette-PIB prudent;
- maintenir un plan financier responsable et prudent, notamment en prévoyant une réserve annuelle.

PERSPECTIVES FINANCIÈRES DE 2007-2008

Le gouvernement prévoit actuellement déposer un budget équilibré en 2007-2008. Cela représente une amélioration en cours d'exercice de 400 millions de dollars par rapport au plan budgétaire de 2007 de l'Ontario et concorde avec les perspectives présentées dans le bulletin *Finances de l'Ontario – premier trimestre 2007-2008*. La *Section D : Perspectives de revenus de l'Ontario* et la *Section E : Perspectives de charges de l'Ontario*

Perspectives financières 2007-2008 — Variation en cours d'exercice (en millions de dollars)			Tableau 8
	Plan budgétaire 2007-2008	Perspectives actuelles 2007-2008	Changement en cours d'exercice
Revenus	91 503	94 100	2 597
Charges			
Programmes	82 030	84 283	2 253
Intérêt sur la dette	9 123	9 067	(56)
Total des charges	91 153	93 350	2 197
Réserve	750	750	—
Excédent/(Déficit)	(400)	0	400

fournissent des renseignements supplémentaires sur les prévisions des revenus et des charges en 2007-2008.

Les revenus totaux en 2007-2008 devraient atteindre 94 100 millions de dollars, soit une augmentation de 2 597 millions de dollars par rapport au plan budgétaire de 2007 et de 2 014 millions de dollars par rapport aux prévisions du bulletin *Finances de l'Ontario – premier trimestre 2007-2008*. Cette hausse est surtout attribuable à des perspectives de revenus fiscaux accrus, résultant des revenus plus élevés constatés lors du traitement des déclarations de revenus pour les années précédentes. Des précisions sur les changements survenus en cours d'exercice sont fournies dans la *Section D : Perspectives de revenus de l'Ontario*.

Les perspectives de charges totales s'élèvent à 93 350 millions de dollars, soit 2 197 millions de dollars nets de plus que le montant prévu dans le plan budgétaire de 2007 et 2 014 millions de dollars de plus que le total prévu dans le bulletin *Finances de l'Ontario – premier trimestre 2007-2008*. Cet écart est principalement attribuable à l'augmentation des charges associées aux mesures prises par le gouvernement pour consolider l'avantage économique de l'Ontario en améliorant la compétitivité de la province et en investissant dans les gens et les collectivités ainsi que dans l'infrastructure.

PERSPECTIVES FINANCIÈRES À MOYEN TERME

Le gouvernement prévoit déposer des budgets équilibrés chaque année à moyen terme, tout en commandant la prudence à la lumière des perspectives d'une croissance économique qui s'annonce plus lente en 2008 et en 2009 que ce qui avait été prévu dans le budget de 2007.

Les perspectives de revenus en 2008-2009 et en 2009-2010 sont modérées comparativement à 2007-2008 en raison des perspectives d'une croissance économique ralentie en 2008 et en 2009. Ce ralentissement est attribuable aux perspectives d'une croissance économique plus lente aux États-Unis, à la hausse des prix du pétrole et à l'appréciation du dollar canadien. Les perspectives de charges continuent à refléter l'engagement du gouvernement à investir dans les services publics en vue de les améliorer, conformément au programme électoral de 2007, *Aller de l'avant ensemble*.

De façon globale, les perspectives financières demeurent prudentes, et on prévoit un budget équilibré en 2008-2009 et en 2009-2010. La prudence des perspectives financières est évidente dans la prévision des réserves, qui sont établies à 0,8 milliard de dollars en 2007-2008 et à 0,9 milliard de dollars pour chaque année à moyen terme. Si le gouvernement fait preuve d'une telle prudence, c'est qu'il est conscient des risques qui pourraient se matérialiser à la suite de changements imprévus dans les perspectives économiques de l'Ontario ou dans les revenus et charges de la province.

L'amélioration du rapport dette-PIB indique, lui aussi, l'amélioration de la situation financière de l'Ontario. En effet, le rapport dette-PIB de l'Ontario (la dette étant définie comme le déficit accumulé) s'est amélioré depuis 2003-2004, passant de 25,2 % à 19,1 % en 2006-2007, son niveau le plus bas en 15 ans. On prévoit maintenant qu'il s'améliorera encore, passant à 18,2 % en 2007-2008, puis à 16,9 % d'ici 2009-2010.

Le tableau suivant fournit des précisions sur le plan financier et les perspectives à moyen terme pour les années 2006-2007 à 2009-2010 inclusivement. On trouvera plus de détails à la *Section F : Détails des finances de l'Ontario*.

**Plan financier et perspectives à moyen terme
(en milliards de dollars)**

Tableau 9

	Chiffres réels	Perspectives actuelles		
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Revenus	90,4	94,1	95,7	99,0
Charges				
Programmes	79,3	84,3	85,6	88,8
Intérêt sur la dette	8,8	9,1	9,2	9,4
Total des charges	88,1	93,4	94,8	98,2
Réserve	—	0,8	0,9	0,9
Excédent/(Déficit)	2,3	0,0	0,0	0,0

Note : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PRUDENCE FINANCIÈRE

Le gouvernement applique une approche méthodique pour établir une balance judicieuse entre les investissements stratégiques dans les secteurs prioritaires et un plan visant à obtenir un équilibre financier chaque année. Pour aider à protéger les objectifs financiers généraux du gouvernement et à en assurer la réalisation, le plan financier comprend des éléments de prudence fondamentaux chaque année.

Conformément aux exigences de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le gouvernement incorpore une réserve dans le plan financier comme élément de prudence, pour tenir compte des risques qui pourraient se matérialiser à la suite de changements imprévus dans les perspectives économiques de l'Ontario ou dans les revenus et charges de la province.

À la lumière des perspectives d'un ralentissement de la croissance économique et des autres risques qui pourraient avoir une incidence sur les perspectives économiques, le plan financier comporte maintenant une réserve de 0,8 milliard de dollars en 2007-2008, puis une réserve de 0,9 milliard de dollars en 2008-2009 et en 2009-2010. Bien que la réserve soit plus élevée à moyen terme que dans l'année en cours de façon à mieux refléter la nature incertaine des prévisions à moyen terme relativement aux revenus et aux charges du gouvernement, elle a été ajustée à la baisse par rapport aux montants énoncés dans le budget de 2007 pour contrebalancer les répercussions du ralentissement de la croissance économique en 2008 et en 2009 et pour tenir compte de la réserve dont il a été question dans le programme électoral de 2007, *Aller de l'avant ensemble*.

RISQUES ET PERSPECTIVES FINANCIÈRES

Les perspectives financières sont susceptibles de changer et sont fondées sur un continuum d'information qui commence avec le dépôt du budget et qui se termine avec le dépôt des comptes publics. Les prévisions financières sont modifiées pendant l'année au fur et à mesure que surgissent de nouveaux renseignements touchant les hypothèses relatives à la conjoncture économique, aux revenus et aux dépenses. Dans ce contexte, il est important de noter que les prévisions présentées dans les mises à jour économiques et financières, y compris dans le présent document, *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007*, représentent un moment précis le long de ce continuum et sont basées sur les meilleurs renseignements alors disponibles.

Les prévisions relatives aux revenus reposent, entre autres, sur des hypothèses concernant les déclarations de revenus et sur la croissance escomptée dans certains domaines clés, notamment traitements et salaires, revenu disponible et prix des logements. Les prévisions tiennent compte également des ententes de financement actuellement en vigueur entre les gouvernements fédéral et provincial et des formules de financement en place pour les transferts en matière de santé et de services sociaux. L'élaboration d'estimations des revenus exige aussi des prévisions économiques très détaillées qui comportent des hypothèses relatives aux facteurs suivants : les perspectives économiques des États-Unis, le taux de change du dollar canadien, les prix du pétrole et la croissance de l'économie dans le reste du Canada.

Des écarts par rapport aux estimations des revenus surviennent en raison de l'incertitude qui accompagne nécessairement l'établissement de prévisions et du décalage dans le flux d'information. Le moindre écart dans tout facteur clé qui sous-tend les hypothèses relatives aux revenus pourrait donner lieu à une modification des prévisions des revenus. Une analyse de sensibilité des hypothèses et facteurs clés servant à constituer les prévisions des revenus figure dans la *Section D : Perspectives de revenus de l'Ontario*.

Les prévisions relatives aux charges totales sont fondées sur des hypothèses concernant la croissance et les exigences des programmes, ainsi que sur les dépenses supplémentaires prévues dans les secteurs prioritaires. Étant donné que les prévisions des dépenses d'un grand nombre de ministères sont fondées sur des hypothèses concernant le taux d'utilisation, le nombre d'inscriptions ou le nombre de cas, un changement dans ces facteurs pourrait avoir une incidence sur les charges totales et de là sur les prévisions financières globales. Une analyse de sensibilité des principaux facteurs influant sur les prévisions des charges se trouve à la *Section E : Perspectives de charges de l'Ontario*.

Par exemple, un changement de 1 % dans les revenus totaux ou dans les charges totales pour 2009-2010 représente un changement d'environ 1 milliard de dollars dans les perspectives financières globales de la province. Bien que ce changement puisse sembler minime par rapport au budget global du gouvernement, il peut entraîner des oscillations considérables dans l'excédent/(le déficit) de la province. C'est en raison de ce type d'incertitude que le plan financier comporte des éléments de prudence, notamment des prévisions relatives aux revenus qui sont fondées sur des hypothèses économiques prudentes, des fonds de prévoyance et une réserve. Ces hypothèses économiques prudentes comprennent l'établissement des taux de croissance pour le PIB à un niveau moins élevé que

la moyenne des prévisions du secteur privé pour chaque année. Ces formes de prudence ont pour but de contrebalancer les effets défavorables que pourrait avoir sur le plan financier le moindre écart dans les prévisions des revenus et des charges.

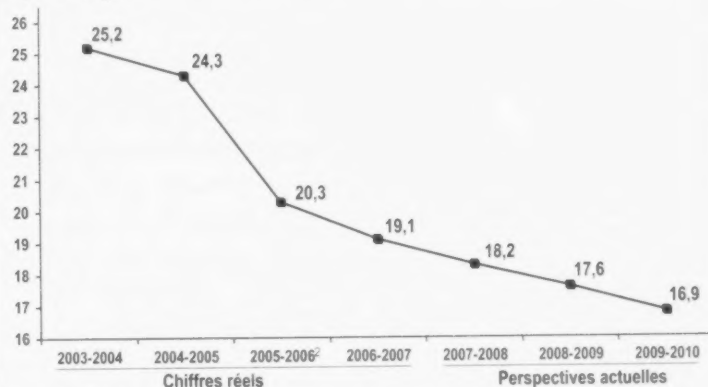
Vu l'interaction et les fluctuations continuelles des facteurs et hypothèses sur lesquels reposent les prévisions relatives aux revenus et aux charges, il est fort possible que ces dernières soient rajustées en conséquence lors des mises à jour financières et économiques en cours d'exercice. Les mises à jour comme celles fournies dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007* sont fondées sur les meilleurs renseignements disponibles, et assurent la transparence au sujet des changements apportés aux prévisions financières et des renseignements concernant les risques clés et les principales sensibilités qui pourraient modifier le plan financier.

MAINTIEN D'UN RAPPORT DETTE-PIB PRUDENT

Le plan financier à moyen terme reflète aussi l'engagement du gouvernement à maintenir un rapport prudent entre la dette de la province (la dette étant définie comme le déficit accumulé) et la taille de l'économie ontarienne telle que mesurée par le PIB nominal. L'endettement constant peut réduire considérablement la capacité du gouvernement à financer les services publics essentiels, car la hausse des frais de la dette qui en découle réduit les fonds pouvant être affectés aux priorités du gouvernement. Par conséquent, la gestion responsable des finances doit se faire à long terme pour éviter que les générations futures se retrouvent avec des programmes et services essentiels affaiblis.

Amélioration continue du rapport dette-PIB¹ de l'Ontario GRAPHIQUE 14

En pourcentage



¹ On entend par dette le déficit accumulé.

² La baisse importante survenue en 2005-2006 découle surtout d'une réduction ponctuelle de 16,3 milliards de dollars du déficit accumulé de la province attribuable à l'intégration des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges dans les états financiers de la province reflétant le solde de l'actif moins le passif de ces secteurs au 1^{er} avril 2005.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

À la faveur de l'excellent rendement financier de l'Ontario des dernières années, le rapport dette-PIB de la province s'est amélioré, passant de 25,2 % en 2003-2004 à 19,1 % en 2006-2007, son niveau le plus bas en 15 ans. On prévoit que ce rapport s'améliorera encore pour atteindre 16,9 % en 2009-2010.

Section **D** : Perspectives de revenus de l'Ontario

Les perspectives de revenus sont le fruit de l'utilisation optimale des renseignements disponibles lors de l'élaboration du plan financier, y compris les perspectives économiques du ministère des Finances et les incidences évaluées des décisions de principe du gouvernement.

Depuis la publication du budget de l'Ontario de 2007, la vigueur de l'économie a permis d'augmenter l'assiette des revenus fiscaux pour l'exercice 2007-2008 et les exercices à venir. Des renseignements obtenus récemment sur le traitement des déclarations de revenus des années antérieures occasionnent aussi une amélioration des perspectives de revenus fiscaux.

Néanmoins, divers risques menacent toujours les perspectives pour 2007-2008 et des renseignements importants sur les revenus ne seront disponibles que plus tard cette année. Certaines modifications de la conjoncture actuelle, notamment l'appréciation du dollar canadien et la hausse des prix du pétrole, pourraient avoir des répercussions sur le rendement économique jusqu'à la fin de l'exercice. De plus, lorsque le traitement des déclarations de revenus des années antérieures sera achevé dans quelques mois, les perspectives de revenus pourraient changer. Les revenus tirés de l'impôt sur les sociétés demeurent les plus incertains.

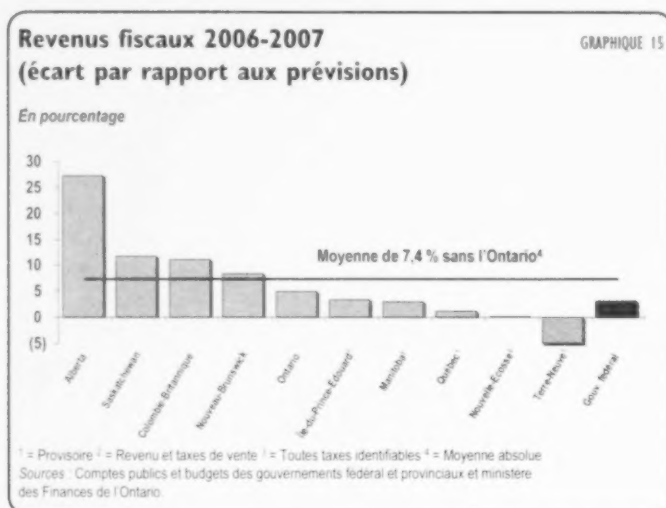
La croissance des revenus fiscaux en 2008-2009 et 2009-2010 est modérée par suite des perspectives de ralentissement de la croissance économique en 2008 et en 2009, et ce, en raison de l'appréciation du dollar canadien, de la hausse des prix du pétrole et du fléchissement prévu de la croissance économique aux États-Unis. Le contexte d'incertitude perdure à moyen terme, notamment en ce qui concerne l'évolution de la crise des prêts hypothécaires à risque élevé aux États-Unis et ses incidences sur les marchés financiers mondiaux. Pour un complément d'information sur les perspectives économiques, consultez la *Section B : Perspectives économiques de l'Ontario*.

Les perspectives de revenus tiennent compte des ententes actuelles entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial ainsi que sur les formules applicables aux principaux transferts en matière de santé et de programmes sociaux. Les perspectives concernant les transferts du gouvernement du Canada se sont améliorées depuis le budget de 2007 en raison, d'une part, des nouvelles modalités de financement annoncées dans le budget fédéral de 2007 et, d'autre part, des estimations révisées des contributions fédérales dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et du Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

Les perspectives de revenus découlent d'un certain nombre de mesures politiques, y compris de nouvelles mesures fiscales et la décision du gouvernement d'entreprendre en 2008 la prise en charge graduelle sur quatre ans de la totalité des coûts du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et du Régime de médicaments gratuits de l'Ontario dont les prestations sont destinées aux bénéficiaires de l'aide sociale. À l'heure actuelle, les municipalités remboursent à la province une partie des coûts associés à la prestation de ces programmes. Une fois pleinement mise en oeuvre, soit en 2011, cette prise en charge fera économiser 935 millions de dollars par année aux municipalités. On

trouvera des précisions supplémentaires sur les mesures fiscales prévues dans l'*Annexe II : Accroître la compétitivité fiscale de l'Ontario*.

INCERTITUDE INHÉRENTE À LA PRÉVISION DES REVENUS



Les écarts par rapport aux prévisions des revenus résultent de l'incertitude inhérente à la prévision de l'avenir et des lacunes dans le flux de l'information. Ces dernières années, les revenus réels ont été supérieurs aux prévisions en raison de facteurs décrits dans le rapport annuel du gouvernement provincial de chaque année. Par exemple, les revenus fiscaux de 2006-2007 ont été de 3 milliards de dollars supérieurs aux projections dans le plan budgétaire de 2006, principalement en raison de l'accroissement supérieur aux prévisions des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt sur les sociétés en 2006-2007, ainsi que des rajustements de ces revenus fiscaux relatifs aux années antérieures. D'autres provinces et territoires ont eu des expériences semblables. Comme l'indique le graphique 1, en 2006-2007, les revenus fiscaux de l'Ontario étaient supérieurs de 5,0 % aux prévisions comparativement à l'écart moyen absolu de 7,4 % pour les autres compétences territoriales du pays.

Les prévisions des revenus fiscaux fondées sur les perspectives économiques découlent en grande partie de modèles macroéconométriques et de microsimulation. L'établissement de prévisions en fonction de modèles qui saisissent les relations entre une source de revenus et ses principaux moteurs économiques, compte tenu de la structure du régime fiscal, est généralement reconnu comme une pratique exemplaire. Les hypothèses et risques clés rattachés à chaque grande source de revenu sont examinés en détail ci-dessous. On trouvera des précisions supplémentaires sur les répercussions des changements aux grandes hypothèses en matière de planification dans le tableau 6, Certains risques et sensibilités – Économie et revenus.

SOURCES DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS POUR L'EXERCICE 2007-2008 DEPUIS LA PUBLICATION DU BUDGET DE L'ONTARIO DE 2007

Sommaire de l'évolution des revenus au cours de l'exercice 2007-2008 depuis la publication du budget de l'Ontario de 2007

Tableau 10

(en millions de dollars)

Revenus fiscaux		
Impôt sur le revenu des particuliers	1 033	
Impôt sur les sociétés	816	
Contribution-santé de l'Ontario	92	
Taxe sur l'essence	(53)	
Taxe sur le tabac	(78)	
Droits de cession immobilière	183	
Paievements tenant lieu d'impôts (électricité)	(42)	
Tous les autres impôts et taxes	173	
		2 124
Gouvernement du Canada		
Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux	464	
Tous les autres transferts du gouvernement du Canada	140	
		604
Revenu des entreprises publiques		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	(15)	
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	(84)	
		(99)
Autres revenus non fiscaux		(32)
Total de l'évolution des revenus		2 597

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) devraient être supérieurs de 1 033 millions de dollars par rapport aux prévisions de 2007-2008 surtout en raison de la forte croissance des traitements et salaires en 2007 et de l'augmentation des revenus découlant du traitement des déclarations de revenus de 2006. Depuis la publication du budget de 2007, le traitement des déclarations de revenus de 2006 et des années antérieures a entraîné une hausse des revenus de 2006-2007 comparativement aux prévisions établies dans le budget, ce qui a accru l'assiette à laquelle est appliquée la croissance aux fins de l'établissement des prévisions des revenus découlant de l'impôt sur le revenu des particuliers pour 2007-2008 et les années ultérieures. La hausse des revenus par rapport aux prévisions figurant dans les Comptes publics de 2006-2007 entraîne une augmentation unique des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers de l'ordre de 250 millions de dollars en

2007-2008 étant donné que les écarts par rapport aux prévisions antérieures dans les Comptes publics figurent dans l'exercice en cours. Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers en 2007-2008 incluent aussi un versement de 120 millions de dollars du gouvernement fédéral à l'égard des impôts des années antérieures. Les incidences des mesures fiscales annoncées dans le budget fédéral de 2007 et que l'Ontario a aussi adoptées sont également comptabilisées, de même que les nouvelles mesures fiscales proposées par la province. Ces nouvelles initiatives fiscales sont décrites dans l'*Annexe II : Accroître la compétitivité fiscale de l'Ontario*.

Les revenus tirés de l'**impôt sur les sociétés** pour 2007-2008 devraient être supérieurs de 816 millions de dollars par rapport aux prévisions établies dans le budget de 2007, surtout en raison de l'augmentation des bénéfices des entreprises en 2007 et de l'accroissement des revenus découlant du traitement des déclarations de revenus de l'année précédente. Depuis la publication du budget de 2007, le traitement des déclarations de revenus de 2006 a mené à l'augmentation des estimations des revenus tirés de l'impôt sur les sociétés pour 2006-2007. Cela a eu pour effet d'élever l'assiette à laquelle est appliquée la croissance aux fins de la prévision des revenus découlant de l'impôt sur les sociétés pour 2007-2008 et les années ultérieures. Le traitement des déclarations de revenus a également accru les revenus au-delà des estimations figurant dans les Comptes publics de 2006-2007, donnant lieu à une hausse ponctuelle en 2007-2008 de 400 millions de dollars des revenus tirés de l'impôt sur les sociétés puisque les changements apportés aux estimations provenant des Comptes publics antérieurs sont comptabilisés dans l'année en cours. La modification des revenus tirés de l'impôt sur les sociétés tient aussi compte de l'incidence d'un certain nombre de mesures fiscales adoptées depuis le budget de 2007, y compris les mesures fiscales du budget fédéral de 2007, que l'Ontario a introduites à son tour, et les nouvelles mesures fiscales de l'Ontario qui sont décrites dans l'*Annexe II : Accroître la compétitivité fiscale de l'Ontario*.

L'augmentation de 92 millions de dollars des revenus provenant de la **Contribution-santé de l'Ontario (CSO)** est en grande partie attribuable à la croissance plus forte que prévue en 2007 des traitements et des salaires et, à l'instar de l'impôt sur le revenu des particuliers et de l'impôt sur les sociétés, à une assiette de revenus plus élevée et à une hausse ponctuelle de 48 millions de dollars des revenus en 2007-2008 reliée au traitement des déclarations de revenus de 2006.

Les revenus tirés de la **taxe sur l'essence** seraient de 53 millions de dollars inférieurs aux prévisions faites dans le budget de 2007 en raison d'une baisse de la consommation d'essence, cette baisse étant le résultat de l'augmentation du prix de l'essence à la pompe.

D'après l'état des revenus à ce jour, les **revenus tirés de la taxe sur le tabac** seraient inférieurs de 78 millions de dollars aux prévisions. Cela est dû à une combinaison de facteurs, notamment l'adoption de modes de vie plus sains par les Ontariennes et Ontariens, et la contrebande du tabac. Des mesures d'exécution supplémentaires destinées à lutter contre cette activité illicite ont été annoncées dans le budget de 2007.

La hausse de 183 millions de dollars dans l'estimation des revenus tirés des **droits de cession immobilière** résulte du volume et des prix de revente des logements plus élevés.

Les **paiements tenant lieu d'impôts (électricité)** sont de 42 millions de dollars inférieurs aux prévisions en raison d'une baisse des revenus nets combinés de Hydro One Inc. (HOI) et de Ontario Power Generation Inc. (OPG) (voir plus loin).

On estime que les revenus tirés de **tous les autres impôts et taxes** augmenteront de 173 millions de dollars, une hausse en grande partie attribuable à une perception accrue de l'impôt sur les bénéfices miniers, à la suite de la hausse du prix des produits de base, ainsi qu'à une augmentation des ventes au détail et des revenus tirés de l'impôt-santé des employeurs qui est le résultat d'une croissance économique plus vigoureuse en 2007. La variation des revenus tirés de tous les autres impôts et taxes tient compte de l'incidence des nouvelles mesures fiscales proposées qui sont décrites dans l'*Annexe II : Accroître la compétitivité fiscale de l'Ontario*.

Les revenus provenant du **Transfert canadien en matière de santé (TCS)** et du **Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS)** devraient dépasser les prévisions de 464 millions de dollars, principalement en raison d'une révision des estimations des contributions fédérales dans le cadre de ces programmes pour le présent exercice et les exercices antérieurs. Cela a donné lieu à une hausse de 330 millions de dollars du TCS et du TCPS ainsi qu'à un accroissement ponctuel des revenus de 220 millions de dollars, les écarts par rapport aux estimations antérieures des Comptes publics étant imputés à l'année en cours. En outre, les changements apportés au calcul des contributions en vertu du TCS et du TCPS, qui ont été annoncés dans le budget fédéral de 2007, se sont traduits par une hausse supplémentaire des revenus de 134 millions de dollars.

L'augmentation des revenus en provenance d'**autres transferts du gouvernement fédéral** en 2007-2008 est fortement liée à l'annonce, dans le budget fédéral de 2007, de fonds destinés à réduire les temps d'attente des patients et à offrir un programme d'immunisation par le vaccin contre le papillomavirus. En outre, le gouvernement fédéral s'est engagé à affecter des fonds pour rembourser une partie des coûts engagés par la province pour tenter de régler la situation à Caledonia.

La diminution du revenu net de la **Société des loteries et des jeux de l'Ontario** résulte de son affectation de fonds à l'établissement de règlements plus rigoureux applicables au système des loteries par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, en réponse aux recommandations de l'Ombudsman de l'Ontario.

La diminution des revenus nets combinés de **HOI** et de **OPG** est en grande partie attribuable à la décision de la Commission de l'énergie de l'Ontario, le 16 août 2007, à l'égard de la demande de l'HOI concernant des tarifs de transport de l'électricité. Cette décision s'est traduite par un taux moins élevé de rendement des capitaux propres pour les activités de transport de l'HOI, par rapport aux prévisions faites dans le budget de 2007.

Les **autres revenus non fiscaux** devraient baisser surtout en raison de la décision du gouvernement d'entreprendre en 2008 une prise en charge graduelle sur quatre ans des coûts du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et du Régime de médicaments gratuits de l'Ontario pour les bénéficiaires de l'aide sociale, coûts qui étaient jusqu'ici assumés par les municipalités. À l'heure

actuelle, les municipalités remboursent à la province une partie des coûts associés à la prestation de ces programmes. Une fois pleinement mise en oeuvre en 2011, cette prise en charge fera économiser 935 millions de dollars par année aux municipalités.

Les perspectives financières globales de 2007-2008 sont abordées dans la *Section C : Plan financier de l'Ontario*.

ÉVOLUTION DES REVENUS À MOYEN TERME DEPUIS LA PUBLICATION DU BUDGET DE L'ONTARIO DE 2007

Les prévisions des revenus à moyen terme tiennent compte des perspectives économiques du ministère des Finances et de l'incidence prévue des décisions de principe du gouvernement. Les revenus totaux devraient augmenter de 4,9 milliards de dollars, soit 2,6 % en moyenne par année, entre 2007-2008 et 2009-2010.

Sommaire des perspectives à moyen terme (en milliards de dollars)

Tableau 11

Revenus	Chiffres réels			
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Revenus fiscaux	64,3	66,4	68,1	71,5
Impôt sur le revenu des particuliers	23,7	24,3	25,3	26,9
Taxe de vente au détail	16,2	16,7	17,5	18,4
Impôt sur les sociétés	10,8	11,4	11,2	11,5
Contribution-santé de l'Ontario	2,6	2,7	2,8	2,9
Tous les autres impôts et taxes	11,0	11,3	11,4	11,8
Gouvernement du Canada	14,0	16,7	16,0	16,2
Revenus des entreprises publiques	4,2	3,9	4,4	4,4
Autres revenus non fiscaux	7,9	7,1	7,1	6,9
Total des revenus	90,4	94,1	95,7	99,0

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Les prévisions concernant les revenus tirés de l'**impôt sur le revenu des particuliers** sont conformes aux perspectives économiques relatives à une forte croissance des traitements et des salaires en 2007 et à une croissance plus modeste sur ce plan en 2008 et en 2009. Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers sont majorés en 2007-2008 en raison, d'une part, d'un redressement ponctuel de 0,3 milliard de dollars à la suite d'une sous-estimation de ces revenus pour 2006-2007 dans les Comptes publics et, d'autre part, d'un autre redressement de 0,1 milliard de dollars attribuable à un paiement reçu du gouvernement fédéral en guise de correction aux transferts de droits fiscaux de l'Ontario pour 2005.

Les prévisions de revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) tiennent compte de l'incidence des mesures fiscales annoncées lors des mises à jours financières actuelles et précédentes. En outre, les prévisions sur les revenus tirés de l'IRP tiennent compte des mesures fiscales déjà annoncées telles que les mesures parallèles à celles du gouvernement fédéral portant sur le fractionnement du revenu de pension. L'assiette de l'impôt sur le revenu des particuliers tend à augmenter plus rapidement que les revenus des particuliers en raison de la nature progressive du régime fiscal.

Sommaire des perspectives de l'impôt sur le revenu des particuliers à moyen terme **Tableau 12**
(en milliards de dollars)

	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Total des revenus prévus	24,3	25,3	26,9
Mesures incluses dans le total	(0,2)	(0,4)	(0,4)
Rajustements pour les revenus d'exercices précédents	0,3	—	—
Autres revenus ponctuels	0,1	—	—
Assiette de base	24,1	25,7	27,3
Croissance de l'assiette de base (en pourcentage)	7,0	6,3	6,3
Croissance des traitements et salaires (en pourcentage)	4,9	3,8	4,0

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les « mesures incluses dans le total » correspondent à l'incidence cumulative sur les revenus de toutes les mesures fiscales annoncées antérieurement et dans la présente mise à jour sur les finances, par rapport à leur incidence sur les revenus de 2006-2007.

L'« assiette de base » correspond aux « revenus réels », moins les répercussions des mesures fiscales ou d'autres facteurs ponctuels tels les rajustements pour les exercices précédents. L'assiette de base tient compte des répercussions des facteurs macroéconomiques sous-jacents.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

La croissance des revenus tirés de la **taxe de vente au détail (TVD)** est fondée sur la prévision de dépenses accrues par les ménages et les entreprises. Les perspectives quant à la TVD tiennent compte des exemptions fiscales qui ont été annoncées depuis la publication du budget de 2007.

Les perspectives de revenus tirés de l'**impôt sur les sociétés** correspondent dans une large mesure aux perspectives des bénéfices des sociétés avant impôt. Les revenus tirés de l'impôt sur les sociétés en 2007-2008 comprennent un rajustement ponctuel de 0,4 milliard de dollars attribuable à la sous-estimation des revenus tirés de l'impôt sur les sociétés pour 2006-2007 dans les Comptes publics. Les perspectives de revenus tirés de l'impôt sur les sociétés pour 2007-2008 sont prudentes et comprennent un redressement de 0,2 milliard de dollars attribuable aux risques associés aux dépréciations effectuées par les sociétés relativement au papier commercial adossé à des actifs. Les perspectives de revenus tirés de l'impôt sur les sociétés tiennent également compte d'un certain nombre de mesures fiscales proposées dans les mises à jour actuelles et précédentes sur les finances. Les nouvelles initiatives fiscales proposées sont décrites dans l'*Annexe II : Accroître la compétitivité fiscale de l'Ontario*.

Sommaire des perspectives de l'impôt sur les sociétés à moyen terme
(en milliards de dollars)

Tableau 13

	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Total des revenus prévus	11,4	11,2	11,5
Mesures incluses dans le total	(0,6)	(0,9)	(1,0)
Risques liés au papier commercial adossé à des actifs	(0,2)	—	—
Redressements pour revenus d'exercices précédents	0,4	—	—
Assiette de base	11,8	12,1	12,6
Croissance de l'assiette de base (en pourcentage)	4,5	2,9	3,7
Croissance des bénéfices (en pourcentage)	7,0	5,4	4,9

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les « mesures incluses dans le total » correspondent à l'incidence cumulative sur les revenus de toutes les mesures fiscales annoncées antérieurement et dans la présente mise à jour sur les finances, par rapport à leur incidence sur les revenus de 2006-2007.

L'« assiette de base » correspond aux « revenus réels », moins les répercussions des mesures fiscales ou d'autres facteurs ponctuels tels les rajustements pour les exercices précédents. L'assiette de base tient compte des répercussions des facteurs macroéconomiques sous-jacents.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Les prévisions concernant la **Contribution-santé de l'Ontario** sont fondées sur les perspectives de croissance de l'emploi et du revenu des particuliers.

Les prévisions relatives à **tous les autres impôts et taxes** reposent sur les perspectives de croissance économique décrites dans la *Section B : Perspectives économiques de l'Ontario*. Les prévisions sont établies poste par poste. Par exemple, les prévisions concernant les revenus tirés de l'impôt-santé des employeurs reposent sur les perspectives de croissance des traitements et des salaires. Les prévisions relatives à tous les autres impôts et taxes tiennent compte des répercussions estimatives des mesures fiscales incluses dans le programme électoral de 2007, *Aller de l'avant ensemble*, telles que les mesures relatives aux droits de cession immobilière visant à étendre un rabais sur les droits de cession immobilière à tous les acheteurs d'un premier logement.

Les prévisions relatives aux transferts du **gouvernement du Canada** sont fondées sur les formules et dispositions de financement fédérales-provinciales existantes pour les grands transferts en matière de santé et de programmes sociaux. Les perspectives sont moindres à moyen terme en raison d'un paiement ponctuel en 2007-2008 relatif aux engagements du gouvernement fédéral au titre de l'Entente Canada-Ontario et du niveau décroissant des fonds de fiducie à durée limitée comme le Fonds pour la réduction des temps d'attente et d'autres fonds annoncés dans le budget fédéral de 2006.

Les perspectives relatives aux **revenus des entreprises publiques** sont fondées sur les données fournies par ces dernières. Les revenus totaux devraient augmenter de 0,5 milliard de dollars ou à un taux annuel moyen de 6,5 % de 2007-2008 à 2009-2010. Toutes les grandes entreprises publiques devraient afficher des revenus nets à la hausse. Les entreprises publiques comprennent la Régie des

alcools de l'Ontario, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.

Les prévisions relatives aux **autres revenus non fiscaux** sont fondées sur les données fournies par les ministères et les organismes provinciaux. Il est prévu qu'entre 2007-2008 et 2009-2010, les autres revenus non fiscaux diminueront légèrement, soit de 0,1 milliard de dollars. Cette diminution est principalement attribuable à la décision du gouvernement d'entreprendre en 2008 une prise en charge graduelle sur quatre ans de la totalité des coûts du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et du Régime de médicaments gratuits de l'Ontario à l'intention des bénéficiaires de l'aide sociale.

Le plan financier à moyen terme est abordé dans la *Section C : Plan financier de l'Ontario*.

SOURCES DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS À MOYEN TERME DEPUIS LA PUBLICATION DU BUDGET DE L'ONTARIO DE 2007

Sommaire de l'évolution des revenus à moyen terme depuis la publication du budget (en milliards de dollars) Tableau 14

Principales variations des revenus depuis la publication du budget de l'Ontario de 2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Traitement des déclarations de revenus des années antérieures — Continu	0,9	1,1	1,2
Traitement des déclarations de revenus des années antérieures — Ponctuel	0,9	—	—
Croissance économique plus vigoureuse en 2007-2008	1,4	1,5	1,5
Ralentissement de la croissance économique en 2008 et 2009	0,0	(0,5)	(0,6)
Mesures liées aux politiques fiscales	(0,7)	(1,0)	(0,7)
Transferts du gouvernement du Canada (budget fédéral de 2007)	0,3	0,1	0,1
Autres	(0,1)	(0,3)	(0,4)
Total de l'évolution des revenus	2,6	1,0	1,2

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Les prévisions à moyen terme relatives au total des revenus sont, chaque année, plus élevées que celles qui figurent dans le budget de 2007.

Depuis la publication du budget de 2007, le traitement des **déclarations de revenu des années antérieures** a eu un effet positif sur l'assiette de revenus estimée pour 2006-2007 à laquelle est appliquée la croissance pour 2007-2008 et les exercices suivants. Les montants déterminés lors du traitement des déclarations de revenus des années antérieures sont plus élevés que les prévisions faites au moment de la publication des Comptes publics de 2006-2007, ce qui se traduit par une hausse **ponctuelle** des revenus en 2007-2008. Selon les règles comptables du Conseil sur la comptabilité dans

le secteur public, les variations par rapport aux prévisions antérieures des Comptes publics sont relevées pendant l'exercice en cours.

La forte croissance des revenus qui découle d'une **croissance économique plus vigoureuse en 2007-2008** contribue également à accroître l'assiette de revenus à laquelle est appliquée la croissance pour 2008-2009 et les exercices suivants.

Les **perspectives de croissance économique moindre en 2008 et en 2009** réduisent les estimations de revenus en 2008-2009 et en 2009-2010. Les perspectives économiques sont examinées en détail dans la *Section B : Perspectives économiques de l'Ontario*.

Les nouvelles **mesures liées aux politiques fiscales** annoncées depuis le budget de 2007 diminuent les perspectives de revenus. Ces perspectives tiennent compte de l'incidence des mesures fiscales que le gouvernement fédéral a annoncées dans son budget de 2007 ainsi que d'autres mesures parallèles annoncées par la province. On trouvera plus de détails sur les mesures fiscales proposées dans l'*Annexe II : Accroître la compétitivité fiscale de l'Ontario*.

Le **budget fédéral de 2007** comprenait des mesures qui se traduisent par une hausse nette des transferts du gouvernement du Canada à moyen terme. Ces mesures comprenaient des modifications au Transfert canadien en matière de santé (TCS) et au Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS), dont l'adoption d'une norme s'appliquant aux 10 provinces pour le calcul des paiements de péréquation dans le cadre du TCS et l'adoption de la méthode de calcul des versements du TCPS par habitant. Le budget fédéral de 2007 comprenait également des fonds au titre des garanties de délai d'attente pour les patients et d'un programme de vaccination contre le papillomavirus.

D'autres modifications découlent en grande partie de la décision du gouvernement d'entreprendre en 2008 la prise en charge graduelle sur quatre ans de la totalité des coûts du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées et du Régime de médicaments gratuits de l'Ontario à l'intention des bénéficiaires de l'aide sociale, ainsi que de l'incidence, sur les revenus du secteur de l'électricité, de la décision de la Commission de l'énergie de l'Ontario, le 16 août 2007, concernant le rendement autorisé sur le capital-actions pour les activités de transport d'électricité de Hydro One Inc.

RISQUES ÉVENTUELS POUR LES REVENUS PROVINCIAUX

Une économie croissante, caractérisée par une hausse des revenus de la population, des bénéfices des sociétés et des dépenses de consommation, génère des revenus plus élevés qui permettent de financer les services publics. Les revenus fiscaux constituent la plus importante catégorie de revenus du gouvernement provincial. Sur les 94,1 milliards de dollars prévus au titre des revenus totaux en 2007-2008, 66,4 milliards de dollars, ou 71 %, devraient provenir des revenus fiscaux. Trois sources de revenus au sein de cette catégorie, à savoir l'impôt sur le revenu des particuliers, la taxe de vente au détail et l'impôt sur les sociétés, représentent 56 % du total des revenus. L'incertitude face à l'avenir fait partie intégrante de toute projection pluriannuelle des revenus. En conséquence, tout projet de gestion des finances publiques doit reposer en très grande partie sur une planification prudente.

La présente section met en relief certains des risques et sensibilités clés qui pourraient avoir une incidence sur le plan financier si la conjoncture économique subissait des changements inattendus. Il convient de signaler que ces estimations, quoiqu'utiles, ne sont que des indications et que les résultats concrets peuvent varier selon la nature et l'interaction des divers facteurs. Les risques ainsi déterminés sont ceux qui pourraient avoir le plus de conséquences sur les sources de revenus les plus importantes. Il existe une gamme plus vaste de risques éventuels qui n'ont pas été inclus car ils ne sont pas aussi importants ou sont difficiles à chiffrer. Par exemple, le bénéfice des entreprises publiques, qui s'établit à plus ou moins 4 % de la totalité des revenus, pourrait être touché par les changements qui surviennent dans l'environnement particulier de chaque secteur commercial. Les facteurs pouvant avoir une incidence sur cet environnement sont la conjoncture économique, le marché ainsi que les nouveaux règlements et politiques touchant les entreprises. De même, les perspectives quant aux paiements de transfert du gouvernement du Canada reflètent les ententes de financement fédérales-provinciales actuelles, mais elles pourraient être modifiées en fonction de nouvelles modalités de financement.

Certains risques et sensibilités – Économie et revenus		Tableau 15
Éléments clés	Hypothèses 2007-2008	Sensibilités 2007-2008
Total des revenus		
– PIB réel	Croissance de 1,9 % en 2007	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel modifie les revenus de 720 millions de dollars. Ce montant peut varier grandement selon la nature et la source de la variation du taux de croissance du PIB.
– Déflateur du PIB	Croissance de 3,0 % en 2007	
– Taux d'intérêt au Canada	Taux des bons du Trésor de 3 mois fixé à 4,1 % en 2007	Une augmentation de un point de pourcentage des taux d'intérêt fait diminuer les revenus de 70 à 360 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
– PIB réel des États-Unis	Croissance de 2,1 % en 2007	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel des États-Unis modifie les revenus de 215 à 505 millions de dollars.
– Taux de change du dollar canadien	94,0 cents américains en 2007	Une augmentation de un cent du taux de change du dollar canadien fait diminuer les revenus de 30 à 130 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
Total des revenus fiscaux		
– Assiette de revenus ¹	Croissance de 4,7 % en 2007-2008	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB nominal modifie les revenus de 620 millions de dollars. Ce montant peut varier grandement selon la nature et la source de la variation du taux de croissance du PIB.
– PIB nominal	Croissance de 5,0 % en 2007	
Revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers		
– Assiette de revenus	Croissance de 7,0 % en 2007-2008	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des traitements et salaires modifie les revenus de 320 millions de dollars.
<i>Principales hypothèses économiques</i>		
– Traitements et salaires	Croissance de 4,9 % en 2007	Une variation de un point de pourcentage du taux de revenu des entreprises non constituées en personne morale modifie les revenus de 34 millions de dollars.
– Emplois	Croissance de 1,6 % en 2007	
– Revenu des entreprises non constituées en personne morale	Croissance de 4,9 % en 2007	

Certains risques et sensibilités – Économie et revenus (suite)
Tableau 15

Éléments clés	Hypothèses 2007-2008	Sensibilités 2007-2008
<i>Principales hypothèses en matière de revenus</i>		
– Revenus nets – gains en capital	Augmentation de 14,4 % en 2007	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des gains en capital nets modifie les revenus de 12 millions de dollars.
– Déductions au titre des REER	Croissance de 5,2 % en 2007	Une augmentation de un point de pourcentage du taux de croissance des déductions au titre des REER fait diminuer les revenus de 16 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
– Cotisations – Année d'imposition 2006 ²	21,0 milliards de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations fiscales des particuliers en 2006 modifie les revenus de 420 millions de dollars ⁴ .
– Cotisations – Année d'imposition 2005 et années antérieures ²	1,0 milliard de dollars	Une variation de un point de pourcentage des cotisations fiscales des particuliers en 2005 et au cours des années antérieures modifie les revenus de 20 millions de dollars ⁴ .

Revenus tirés de la taxe de vente au détail

- | | |
|-----------------------|----------------------------------|
| – Assiette de revenus | Croissance de 3,3 % en 2007-2008 |
|-----------------------|----------------------------------|

Comprend :

- | | |
|-----------------------------------|----------------------------------|
| – Dépenses des ménages imposables | Croissance de 2,8 % en 2007-2008 |
| – Autres dépenses imposables | Croissance de 3,8 % en 2007-2008 |

Principales hypothèses économiques

- | | | |
|--------------------------------------|-----------------------------|---|
| – Ventes au détail | Croissance de 3,6 % en 2007 | |
| – Dépenses de consommation nominales | Croissance de 4,4 % en 2007 | Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des dépenses de consommation nominales modifie les revenus de 125 millions de dollars. |

Revenus tirés de l'impôt sur les sociétés

- | | | |
|--|--|---|
| – Assiette de revenus | Croissance de 4,5 % en 2007-2008 | |
| – Bénéfices des sociétés | Croissance de 7,0 % en 2007 | Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des bénéfices des sociétés avant impôt modifie les revenus de 60 millions de dollars. |
| – Remboursements au titre des cotisations fiscales de 2006-2007 ¹ | 1,5 milliard de dollars exigibles en 2007-2008 | Une augmentation de un point de pourcentage des remboursements de 2006-2007 fait diminuer les revenus de 30 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai ⁴ . |

Certains risques et sensibilités – Économie et revenus (suite)
Tableau 15

Éléments clés	Hypothèses 2007-2008	Sensibilités 2007-2008
– Paiements d'impôt au moment de la production de la déclaration de 2006-2007	1,1 milliard de dollars à recevoir en 2007-2008	Une variation de un point de pourcentage des paiements d'impôt au moment de la production de la déclaration en 2006-2007 modifie les revenus de 22 millions de dollars ⁴ .
– Paiements des cotisations d'impôt de 2006-2007	1,1 milliard de dollars à recevoir en 2006-2007 et 2007-2008	Une variation de un point de pourcentage des paiements des cotisations d'impôt en 2006-2007 modifie les revenus de 22 millions de dollars ⁴ .
Revenus tirés de l'impôt-santé des employeurs		
– Assiette de revenus	Croissance de 5,1 % en 2007-2008	
– Traitements et salaires	Croissance de 4,9 % en 2007	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance des traitements et salaires modifie les revenus de 42 millions de dollars.
Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario		
– Assiette de revenus	Croissance de 4,2 % en 2007-2008	
– Revenu des particuliers	Croissance de 5,3 % en 2007	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du revenu des particuliers modifie les revenus de 24 millions de dollars.
– Cotisations - Année d'imposition 2006	2,4 milliards de dollars en 2006	Une variation de un point de pourcentage des cotisations au titre de la Contribution-santé de l'Ontario de 2006 modifie les revenus de 48 millions de dollars.
Revenus tirés de la taxe sur l'essence		
– Assiette de revenus	Croissance de 0,0 % en 2007-2008	
– Prix de l'essence à la pompe	99,6 cents le litre en 2007	Une augmentation de un cent le litre du prix de l'essence à la pompe fait diminuer les revenus de 5 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
Revenus tirés de la taxe sur les carburants		
– Assiette de revenus	Croissance de 3,5 % en 2007-2008	
– PIB réel	Croissance de 1,9 % en 2007	Une variation de un point de pourcentage du taux de croissance du PIB réel modifie les revenus de 6 millions de dollars.

Éléments clés	Hypothèses 2007-2008	Sensibilités 2007-2008
Revenus tirés des droits de cession immobilière		
– Assiette de revenus	Diminution de 17,5 % en 2007-2008	
– Reventes de logements	Augmentation de 9,0 % en 2007	Une variation de un point de pourcentage du nombre de logements revendus et du prix de revente modifie les revenus de 14 millions de dollars.
– Prix de revente	Croissance de 7,5 % en 2007	
Transfert canadien en matière de santé⁵		
– Pourcentage de la population de l'Ontario	38,8 % en 2007-2008	Une variation de un dixième de point de pourcentage de la population modifie les revenus de 32 millions de dollars.
– Part de l'assiette de l'IRP fédéral de base de l'Ontario	42,2 % en 2007-2008	Une augmentation de un dixième de point de pourcentage de l'assiette de l'impôt fédéral de base sur le revenu des particuliers de l'Ontario fait diminuer les revenus de 8 millions de dollars, et l'inverse est aussi vrai.
Transfert canadien en matière de services sociaux⁵		
– Pourcentage de la population de l'Ontario	38,8 % en 2007-2008	Une variation de un dixième de point de pourcentage de la population modifie les revenus de 10 millions de dollars.

¹ L'assiette de revenus est constituée des revenus, à l'exception de l'incidence des mesures, des rajustements pour les variations avec les estimations antérieures des Comptes publics et d'autres facteurs ponctuels.

² Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) de l'Ontario de 2006 sont estimatifs, car l'Agence du revenu du Canada doit toujours terminer son évaluation des déclarations de revenus de 2006.

³ Les remboursements d'impôt sur les sociétés pour 2006-2007 sont une estimation parce que la Division des revenus fiscaux du ministère des Finances de l'Ontario évalue actuellement les déclarations de revenus des sociétés dont les exercices se terminent pendant l'exercice 2006-2007 de l'Ontario.

⁴ Maintenant que les Comptes publics de l'Ontario 2006-2007 sont publiés, un changement dans les cotisations aux fins de l'impôt sur le revenu des particuliers et les cotisations au titre de la Contribution-santé de l'Ontario de 2006 ou dans les revenus tirés de l'impôt sur les sociétés de 2006-2007 aura un double effet sur les revenus de 2007-2008 en raison a) de changements à l'assiette de revenus à laquelle est appliquée la croissance pour le présent exercice et b) d'un rajustement des revenus appliqué au présent exercice relativement à tout écart par rapport aux estimations contenues dans les Comptes publics de l'Ontario 2006-2007.

⁵ Ces sensibilités ont été mises à jour depuis la publication du budget de l'Ontario de 2007 en fonction des variations dans ces programmes annoncées dans le budget fédéral 2007, y compris une décision visant à établir les paiements du Transfert canadien en matière de services sociaux uniquement d'après le pourcentage de la population.

Section **E** : Perspectives de charges de l'Ontario

VARIATIONS DES CHARGES EN COURS D'EXERCICE EN 2007-2008

Les perspectives du total des charges pour 2007-2008 se chiffrent à 93 350 millions de dollars, soit une augmentation nette de 2 197 millions de dollars par rapport au plan budgétaire de 2007, et une augmentation de 2 014 millions de dollars par rapport aux perspectives présentées dans le bulletin *Finances de l'Ontario - premier trimestre 2007-2008*. Elles tiennent compte des annonces que le gouvernement a faites depuis juillet ainsi que des nouveaux investissements qu'il annonce dans les présentes *Perspectives économiques et revue financière de 2007*. Les variations des charges sont liées aux mesures immédiates prises par le gouvernement pour consolider l'avantage économique de l'Ontario, soutenir les secteurs de la fabrication, de la foresterie, de l'agriculture et du tourisme, et permettre à l'Ontario de mieux relever ses défis économiques.

Sommaire des variations des charges en cours d'exercice depuis le budget (en millions de dollars)	Tableau 16 2007-2008
Variations des charges des programmes :	
Investissements dans l'infrastructure et les transports	1 360
Soutien au secteur agricole	285
Investissements dans l'éducation	124
Initiatives pour accroître la compétitivité	83
Investissements dans les gens et les collectivités	53
Investissements dans le secteur de la santé	39
Investissements dans les services à l'enfance et les services sociaux	30
Investissements dans le secteur de la justice	26
Investissements dans les collectivités du Nord et des régions rurales	14
Autres investissements	7
Total des variations des charges des programmes	2 021
Fonds de prévoyance pour le fonctionnement – Hausse pour investissements futurs ¹	149
Fonds de prévoyance pour le fonctionnement – Montants de contrepartie	(137)
Fonds de prévoyance pour les immobilisations – Montants de contrepartie	(19)
Total des variations des charges ce trimestre	2 014
Total des variations des charges indiquées dans <i>Finances de l'Ontario - premier trimestre</i>	183
Total des variations des charges depuis le budget	2 197

¹ La hausse totale du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement est de 169 millions de dollars, dont 20 millions de dollars seront investis dans la promotion touristique afin d'intensifier les initiatives de marketing touristique. Par conséquent, elle est comprise dans les initiatives pour accroître la compétitivité.

On trouvera ci-après une explication détaillée des variations des charges en cours d'exercice depuis la publication du bulletin *Finances de l'Ontario - premier trimestre 2007-2008*.

Investissements dans l'infrastructure et les transports

Le gouvernement investit 1 360 millions de dollars de plus dans l'infrastructure et les transports. Les principales variations de charges comprennent :

- Un montant supplémentaire de 916 millions de dollars au **Fonds de prévoyance pour les immobilisations**, afin de réaliser des priorités sur le plan de l'infrastructure.
- Une augmentation en cours d'exercice de 301 millions de dollars de l'enveloppe du **ministère du Renouvellement de l'infrastructure publique**, ce qui comprend une affectation de 300 millions de dollars pour le financement de l'infrastructure municipale afin de réaliser des priorités comme les routes, les ponts, les systèmes d'adduction d'eau et de traitement des eaux usées et l'infrastructure communautaire, et 1 million de dollars relativement à l'acquisition récente d'un édifice à bureau dans le centre-ville de Toronto en vue de son utilisation future par le gouvernement. Ce montant provient entièrement du Fonds de prévoyance pour les immobilisations.
- Des crédits supplémentaires de 100 millions de dollars ont été versés au **ministère des Transports** pour financer des projets municipaux et régionaux de transports publics faisant partie de l'initiative Transports-Action Ontario 2020 et des priorités liées à Metrolinx (Régie des transports du grand Toronto).
- Des crédits supplémentaires nets de 43 millions de dollars au **ministère des Transports**, dont 41 millions de dollars au titre de diverses initiatives comme la sécurité routière, la réduction des excès de vitesse, l'entretien des routes et les programmes ciblant les émissions de gaz à effet de serre. Tous ces montants proviennent entièrement du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement. Une augmentation de 3 millions de dollars pour des dépenses en immobilisations rattachées au transfert de la propriété de Black Creek à la ville de Toronto et à des améliorations de l'infrastructure, dont 2 millions de dollars proviennent du Fonds de prévoyance pour les immobilisations. L'augmentation totale du financement est contrebalancée par le transfert de 1 million de dollars aux collèges pour de l'équipement de formation sur simulateur maritime au campus d'Owen Sound du Collège Georgian.

Soutien au secteur agricole

Depuis la publication du bulletin *Finances de l'Ontario - premier trimestre*, le gouvernement a consacré 285 millions de dollars au financement du secteur de l'agriculture. Les principales variations des charges comprennent :

- Des crédits supplémentaires de 150 millions de dollars au **ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales** pour aider les éleveurs de bovins ou de porcs et les horticulteurs à gérer les effets de la conjoncture actuelle du marché, et pour soutenir les initiatives de transition et de transformation visant à accroître la compétitivité du secteur agricole.

- Une augmentation en cours d'exercice de 135 millions de dollars des charges du **ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales** afin de financer le Programme de gestion des risques pour aider les producteurs de céréales et de graines oléagineuses touchés par les octrois internationaux et, à moyen terme, un financement supplémentaire de 326 millions de dollars.

Investissements dans l'éducation

Le gouvernement a investi un montant supplémentaire de 124 millions de dollars dans le système d'éducation publique de l'Ontario. Les principales variations des charges à survenir dans ce secteur depuis la publication du bulletin *Finances de l'Ontario - premier trimestre* comprennent :

- Une augmentation en cours d'exercice de 112 millions de dollars des charges nettes des **conseils scolaires du ministère de l'Éducation**. Ce montant comprend une hausse du financement de l'éducation de 109 millions de dollars afin d'améliorer la formule de financement des écoles (assortie d'un financement supplémentaire à moyen terme qui se chiffrera à 607 millions de dollars), ainsi qu'une hausse de 3 millions de dollars qui correspond à un transfert du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse pour soutenir les Centres de formation au rôle parental et de littératie pour les familles et établir davantage de ces centres dans la province.
- Une somme supplémentaire de 11 millions de dollars au **ministère de l'Éducation** pour soutenir davantage les programmes visant à améliorer la réussite scolaire des élèves. Ce montant provient entièrement du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement.

Initiatives pour accroître la compétitivité

Depuis la publication du bulletin *Finances de l'Ontario - premier trimestre*, le gouvernement a investi 83 millions de dollars de plus pour accroître la compétitivité de l'Ontario en encourageant l'innovation et en stimulant le tourisme.

Encourager l'innovation

Les investissements visant à encourager l'innovation totalisent 53 millions de dollars et comprennent ce qui suit :

- Une augmentation de 50 millions de dollars des crédits accordés au **Fonds de prévoyance pour les immobilisations**. Ces fonds seront affectés à des initiatives visant à consolider davantage la position de l'Ontario en tant que pionnier de l'économie de l'innovation, où les idées découlant de recherches d'avant-garde seront disséminées aux quatre coins du marché mondial et soutiendront les emplois de demain.
- Des crédits supplémentaires de plus de 3 millions de dollars au **ministère de la Recherche et de l'Innovation** pour appuyer la création d'un centre d'innovation bioindustrielle au parc de

recherche Sarnia-Lambton de l'Université Western Ontario. Ce montant provient entièrement du Fonds de prévoyance pour les immobilisations.

Investir dans le tourisme

- Le gouvernement investira un montant supplémentaire de 30 millions de dollars dans l'industrie touristique, compte tenu des défis que doit relever cette industrie à la suite de l'appréciation du dollar canadien. Cet investissement comprend un montant de 20 millions de dollars pour élargir les initiatives de marketing touristiques qui attireront de nouveaux visiteurs venant du Canada et de l'étranger vers différentes collectivités et les principales attractions dans toute la province, et 10 millions de dollars de plus pour appuyer les festivals et les manifestations de toutes sortes dans les collectivités ontariennes.

Investissements dans les gens et les collectivités

L'investissement dans la population ontarienne reste un secteur prioritaire pour le gouvernement. Depuis la publication du bulletin *Finances de l'Ontario – premier trimestre*, le gouvernement a investi 53 millions de dollars de plus dans les gens et les collectivités. Les principales variations des charges sont les suivantes :

- Des crédits supplémentaires de 40 millions de dollars au **ministère de la Formation et des Collèges et Universités** au titre de la formation professionnelle et des Services de formation pour un réemploi rapide, qui aident les travailleurs ontariens dans les secteurs durement touchés comme la fabrication, en leur offrant des programmes de formation et d'autres soutiens à l'emploi.
- Des crédits supplémentaires de 7 millions de dollars au **ministère de la Formation et des Collèges et Universités** pour l'élargissement des programmes de formation des infirmières praticiennes et des sages-femmes. Les montants contrebalancés comprennent environ 7 millions de dollars provenant du Fonds de prévoyance pour les immobilisations et près de 1 million de dollars provenant du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement. La hausse de 1 million de dollars des charges nettes des **collèges** résulte d'un transfert du ministère des Transports pour de l'équipement de formation sur simulateur maritime au campus d'Owen Sound du Collège Georgian.
- Des crédits supplémentaires de 5 millions de dollars au **ministère du Développement économique et du Commerce** pour appuyer le programme « Collectivités en transition », qui s'adresse aux collectivités faisant face à des défis importants, comme la disparition d'un employeur important, et qui les aide à s'assurer un avenir meilleur.

Investissements dans le secteur de la santé

Investir dans le système de soins de santé de l'Ontario demeure une priorité pour le gouvernement. Les principales variations des charges à survenir dans ce secteur comprennent :

- Une augmentation en cours d'exercice de 39 millions de dollars des charges du **ministère de la Santé et des Soins de longue durée** pour la mise en oeuvre d'un nouveau programme de vaccination volontaire contre le virus du papillome humain (VPH) pour les 84 000 filles de 8^e année de l'Ontario, un montant qui provient du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement. Cette hausse est assortie d'un financement supplémentaire de 78 millions de dollars pour les deux prochains exercices.

Investissements dans les services à l'enfance et les services sociaux

Depuis la publication du bulletin *Finances de l'Ontario - premier trimestre*, le gouvernement a affecté 30 millions de dollars supplémentaires aux services à l'enfance et aux services sociaux. Les principales variations des charges à survenir dans ce secteur comprennent :

- Une augmentation de 32 millions de dollars des charges du **ministère des Services sociaux et communautaires** destinée surtout à accroître le financement du programme des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle et du Bureau des obligations familiales (pour ce dernier, 7 millions de dollars proviennent du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement). Cette hausse comprend également un montant destiné à aider les familles à faible revenu à assumer les coûts des filtres servant à réduire au minimum l'exposition au plomb contenu dans l'eau potable; cette enveloppe est contrebalancée par un montant de 3 millions de dollars provenant du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement et par un transfert du ministère de l'Environnement; enfin, on a prévu une hausse du financement visant à venir en aide aux victimes de violence conjugale qui provient du Fonds de la justice pour les victimes.
- Une diminution nette de 2 millions de dollars des charges du **ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse**, en grande partie attribuable au transfert de 3 millions de dollars au ministère de l'Éducation pour soutenir les Centres de formation au rôle parental et de littératie pour les familles et en créer de nouveaux dans toute la province.

Investissements dans le secteur de la justice

Le gouvernement a affecté 26 millions de dollars de plus à des initiatives dans le secteur de la justice. Sont compris :

- Une augmentation de 22 millions de dollars des charges du **ministère du Procureur général**. Ce montant comprend 12 millions de dollars pour l'enquête sur l'affaire Smith, qui proviennent du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement, 4 millions de dollars pour la transition du régime des droits de la personne de l'Ontario et 1 million de dollars pour le regroupement de divers tribunaux sous un même toit, ces deux derniers montants provenant du Fonds de prévoyance pour les immobilisations. La hausse comprend également 5 millions de dollars pour les victimes d'actes criminels, cette affectation étant compensée par le Fonds de la justice pour les victimes.

- Un montant supplémentaire de 4 millions de dollars affecté au **ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels**, qui comprend 3 millions de dollars pour mettre sur pied une équipe provinciale de répression de la criminalité et appuyer le projet d'affectation des agents de police pour la sécurité dans les écoles ainsi que 1 million de dollars pour soutenir le Bureau du coroner en chef au cours de l'enquête sur l'affaire Smith, cette dernière affectation étant compensée par le Fonds de prévoyance pour le fonctionnement.

Investissements dans les collectivités du Nord et des régions rurales

Le gouvernement continue de soutenir les collectivités du Nord et des régions rurales, où il a fait de nouveaux investissements représentant 14 millions de dollars depuis la publication du bulletin *Finances de l'Ontario - premier trimestre*. Les principales variations des charges comprennent les suivantes :

- Une augmentation de 10 millions de dollars des charges du **ministère des Affaires autochtones** affectée surtout aux négociations sur les revendications territoriales, à la nouvelle structure du ministère et à la réponse préliminaire à l'enquête sur Ipperwash. Ce montant provient entièrement du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement.
- Une augmentation de 4 millions de dollars des charges du **ministère des Richesses naturelles**. Ce montant comprend une augmentation de 2 millions de dollars en cours d'exercice pour financer les ressources servant à démarrer les processus de planification du Grand Nord et un montant de 2 millions de dollars pour la première année d'un engagement relatif à la plantation de 50 millions d'arbres dans le sud de l'Ontario d'ici l'année 2020. Ces deux montants proviennent du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement.

Autres investissements

Depuis la publication du bulletin *Finances de l'Ontario - premier trimestre*, le gouvernement a réalisé des investissements stratégiques dans d'autres secteurs importants, notamment :

- Une augmentation de 20 millions de dollars des charges du **ministère du Revenu** attribuable au transfert de fonds du ministère des Finances pour les coûts administratifs liés à la mise en oeuvre de diverses initiatives annoncées dans le budget, notamment l'application de la stratégie antitabac et le transfert de l'administration de l'impôt des sociétés au gouvernement fédéral.
- Une diminution nette de 19 millions de dollars des charges du **ministère des Finances** découlant d'un transfert de fonds au ministère du Revenu pour les coûts administratifs liés à la mise en oeuvre de diverses initiatives annoncées dans le budget, notamment l'application de la stratégie antitabac et le transfert du programme d'administration de l'impôt des sociétés au gouvernement fédéral, ainsi qu'une augmentation de 1 million de dollars pour soutenir les règlements obtenus par médiation, montant provenant du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement.
- Une augmentation nette de 2 millions de dollars des charges du **ministère de l'Environnement** attribuable à diverses variations, dont un transfert du ministère des Services

gouvernementaux et des Services aux consommateurs pour la promotion du plan sur le changement climatique Ontario vert, une hausse du financement destiné à des initiatives de lutte contre le changement climatique, y compris le Fonds d'écologisation communautaire, dont 2 millions de dollars proviennent du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement, ainsi qu'un transfert au ministère des Services sociaux et communautaires pour financer le programme des filtres pour l'eau potable afin de réduire au minimum l'exposition au plomb contenu dans l'eau potable.

- Une augmentation en cours d'exercice de 2 millions de dollars des charges du **ministère de l'Énergie** pour l'établissement de normes sur l'essence à faible teneur en carbone, un projet pilote visant l'utilisation de carburant E-85 dans les véhicules du gouvernement et le financement d'un réseau électrique est-ouest, toutes ces initiatives faisant partie du plan sur le changement climatique Ontario vert. Ce montant provient du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement.
- Une augmentation de 2 millions de dollars des charges du **ministère du Tourisme** pour la mise sur pied d'un secrétariat ontarien de liaison avec le COVAN (Comité d'organisation des Jeux olympiques de Vancouver) et le financement du programme « À nous le podium! » qui vise à aider les athlètes canadiens à obtenir des médailles aux Jeux olympiques de 2010 à Vancouver. Ce montant provient du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement.
- Une augmentation de 1 million de dollars des charges de l'**Office des affaires francophones** pour la création du Bureau du commissaire aux services en français. Ce montant provient du Fonds de prévoyance pour le fonctionnement.
- Une diminution de 1 million de dollars des charges du **ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs** découlant d'un transfert de fonds au ministère de l'Environnement pour la promotion du plan sur le changement climatique Ontario vert.

Le **Fonds de prévoyance pour le fonctionnement** a augmenté d'un montant net de 32 millions de dollars, en raison de l'augmentation de 169 millions de dollars provenant de la hausse des revenus fiscaux recensés depuis la publication du bulletin *Finances de l'Ontario - premier trimestre*. Le gouvernement investira cette somme dans des initiatives qui visent à renforcer encore plus l'avantage économique de l'Ontario. Cette hausse est contrebalancée par une diminution d'un montant de 137 millions de dollars qui a été affecté au financement des variations de charges des ministères, comme on le décrit ci-dessus.

Le **Fonds de prévoyance pour les immobilisations** a connu une augmentation nette de 947 millions de dollars à la suite d'une hausse de 966 millions de dollars qui découle de l'augmentation des revenus fiscaux recensés depuis la publication du bulletin *Finances de l'Ontario - premier trimestre*, somme qui sera investie dans l'infrastructure. Cette hausse du Fonds de prévoyance pour les immobilisations est contrebalancée par une diminution d'environ 19 millions de dollars, montant qui a été affecté aux dépenses en immobilisations des ministères, comme on le décrit ci-dessus.

PERSPECTIVES DE CHARGES À MOYEN TERME

Un élément clé du plan financier consiste à maintenir une approche prudente et méthodique en matière de planification financière en veillant à ce que, à moyen terme, le taux annuel moyen de croissance des charges totales ne dépasse pas le taux annuel moyen de croissance des revenus totaux. À l'heure actuelle, les charges totales devraient augmenter à un taux annuel moyen de 2,5 %, ce qui est inférieur au taux prévu d'augmentation des revenus sur une base annuelle moyenne, qui est de 2,6 %.

Les charges de programme, qui englobent les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations des programmes, augmentent de 4,5 milliards de dollars à moyen terme, et passent de 84,3 milliards de dollars en 2007-2008 à 88,8 milliards de dollars en 2009-2010. Ce phénomène découle des engagements pris par le gouvernement dans le cadre de son programme électoral de 2007, *Aller de l'avant ensemble*, de continuer à affecter des fonds dans des domaines prioritaires clés comme la santé, l'éducation, l'éducation postsecondaire et la formation, les services sociaux et l'infrastructure. En 2007-2008, les dépenses dans la santé, l'éducation, les services à l'enfance et les services sociaux représenteront presque les trois quarts des dépenses de programmes. Étant donné que ces dépenses sont en grande partie fondées sur des hypothèses quant à l'utilisation des programmes et le nombre d'inscriptions ou de cas, il importe que le gouvernement conserve une démarche ciblée en matière d'investissement dans les principaux services publics, tout en agissant de façon prudente et méthodique.

Les charges liées à l'intérêt sur la dette sont incluses dans les charges totales de la province. On prévoit qu'elles augmenteront au cours des trois prochaines années, surtout en raison de l'augmentation des besoins d'emprunt nets pour financer des projets d'immobilisations. L'intérêt sur la dette devrait passer de 9,1 milliards de dollars en 2007-2008 à 9,4 milliards de dollars en 2009-2010.

À moyen terme, les charges totales passeront de 93,4 milliards de dollars en 2007-2008 à 98,2 milliards de dollars en 2009-2010, soit une augmentation de 4,8 milliards de dollars, ce qui reflète les engagements que le gouvernement a pris dans le cadre de son programme électoral de 2007, *Aller de l'avant ensemble*, d'investir dans la santé, l'éducation, l'éducation postsecondaire et la formation, les services sociaux et l'infrastructure.

RISQUES ET SENSIBILITÉS LIÉS AUX CHARGES

De nombreux programmes dont la province assure la prestation sont soumis à des risques potentiels et à des inducteurs de coûts tels que la croissance de l'utilisation ou des variations du nombre d'inscriptions ou de cas. Les sensibilités suivantes ne sont que des lignes directrices; elles sont fondées sur les moyennes des charges dans les secteurs de programmes et pourraient varier selon la nature et la composition des risques éventuels. Les risques et sensibilités liés aux revenus sont énumérés dans la *Section D : Perspectives de revenus de l'Ontario*.

Certains risques et sensibilités liés aux charges
Tableau 17

Programme/Secteur	Hypothèse 2007-2008	Sensibilités 2007-2008
Secteur de la santé	Croissance annuelle de 6,3 %.	Variation de 1 % des charges du secteur de la santé : 380 millions de dollars.
Charges nettes des hôpitaux	Croissance annuelle de 7,7 %.	Variation de 1 % des charges nettes des hôpitaux : 174 millions de dollars.
Programmes de médicaments	Croissance annuelle de l'utilisation de 9,0 %.	Variation de 1 % dans l'utilisation de tous les programmes de médicaments : 41 millions de dollars (personnes âgées et bénéficiaires de l'aide sociale).
Centres de soins de longue durée	75 770 lits de soins de longue durée financés. Le coût moyen de fonctionnement provincial d'un lit dans un centre de soins de longue durée, déduction faite des revenus des quotes-parts versées par les pensionnaires, est de 37 700 \$ par année.	Variation de 1 % du nombre de lits : environ 29 millions de dollars.
Soins à domicile	Plus de 17 millions d'heures de service d'aides familiales et de soutien; 10 millions de visites par du personnel infirmier et des professionnels de la santé.	Variation de 1 % des heures de service d'aides familiales et de soutien : 5 millions de dollars. Variation de 1 % des visites par du personnel infirmier et des professionnels : 6 millions de dollars.
Écoles élémentaires et secondaires ¹	Effectif quotidien moyen : près de 1,94 million d'élèves.	Hausse de 1 % de l'effectif : hausse de 150 millions de dollars des charges nettes des conseils scolaires.
Étudiants de niveau universitaire ²	322 000 étudiants à temps plein des premier, deuxième et troisième cycles.	Variation de 1 % de l'effectif : charges nettes de 29 millions de dollars.
Étudiants de niveau collégial ¹	154 000 étudiants à plein temps.	Variation de 1 % de l'effectif : 13 millions de dollars.
Ontario au travail ²	Moyenne annuelle de 199 000 cas.	Variation de 1 % du nombre de cas : 16 millions de dollars.
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées ²	Moyenne annuelle de 222 000 cas.	Variation de 1 % du nombre de cas : 26 millions de dollars.
Système correctionnel	3,0 millions de jours d'incarcération d'adultes par année. Le coût moyen est de 160 \$ par détenu par jour.	Variation de 1 % des jours-détenus : 5 millions de dollars.
Intérêt sur la dette	Coût moyen d'emprunt prévu en 2007-2008 : environ 5,1 %.	Incidence en 2007-2008 d'une variation prévue de 100 points de base des taux d'emprunt : environ 250 millions de dollars.

¹ Chiffres de 2007-2008.

² Chiffres de 2006-2007.

Secteur	Coût de 1 % d'augmentation salariale	Taille du secteur
Paiements versés aux médecins dans le cadre de l'Assurance-santé de l'Ontario ¹	82 millions de dollars	Plus de 22 000 médecins en Ontario, englobant quelque 11 100 médecins de famille et 11 600 spécialistes.
Infirmières et infirmiers dans les hôpitaux ¹	46 millions de dollars	Plus de 54 000 postes d'infirmières équivalents temps plein (ETP) dans les hôpitaux.
Personnel des écoles élémentaires et secondaires ²	145 millions de dollars	Près de 200 000 membres du personnel ETP, y compris le personnel enseignant, administratif, de direction, de soutien et d'entretien.
Personnel des collèges ³	13 millions de dollars	Environ 35 000 membres du personnel, y compris le corps professoral ainsi que le personnel administratif, de soutien et d'entretien.
Fonction publique de l'Ontario ⁴	52 millions de dollars	Plus de 64 000 fonctionnaires.

¹ Les paiements versés aux médecins dans le cadre de l'Assurance-santé de l'Ontario sont calculés selon les chiffres de 2007-2008; la rémunération du personnel infirmier dans les hôpitaux est calculée selon les chiffres de 2006-2007.

² Un pour cent d'augmentation des repères salariaux des Subventions pour les besoins des élèves en fonction de l'année scolaire 2007-2008.

³ Chiffres de 2006-2007.

⁴ Chiffres de 2005-2006; représentent les coûts totaux de rémunération.

PASSIF ÉVENTUEL

Outre les principaux risques économiques et sensibilités liées à la demande auxquels il est exposé, le plan financier est aussi assujéti à d'autres risques découlant du passif éventuel du gouvernement. La concrétisation ou non de ces éventualités échappe au contrôle du gouvernement. Il pourrait donc essuyer des pertes à la suite de règlements judiciaires, de manquements dans le cadre de projets et de garanties de prêt ou de financement. Des provisions pour pertes ayant de fortes chances de se réaliser et dont on peut raisonnablement faire une estimation sont imputées au titre des passifs dans les états financiers de la province. D'importants passifs éventuels sont décrits ci-après.

Ontario Nuclear Funds Agreement

La province a certaines responsabilités en matière de déclassement des centrales nucléaires et de gestion de leurs déchets de combustion. La province, l'Ontario Power Generation Inc. (OPG), une filiale appartenant entièrement à la province, et certaines filiales de l'OPG sont parties à l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA), qui vise à mettre sur pied, à financer et à gérer des fonds distincts de façon à pouvoir assumer les coûts de déclassement des centrales nucléaires et de gestion de leurs déchets de combustion. Aux termes de l'ONFA, la province est tenue d'effectuer des paiements si les coûts cumulatifs de gestion des déchets nucléaires dépassent les seuils établis pour un volume donné de combustible épuisé. En outre, la province garantit un rendement de 3,25 % au-dessus de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario pour le fonds de gestion des déchets de combustion des centrales

nucléaires. Elle a également procuré une garantie provinciale directe à la Commission canadienne de sûreté nucléaire au nom de l'OPG jusqu'à concurrence de 1,5 milliard de dollars au 31 mars 2007 en ce qui a trait à la partie des obligations liées au déclassement des centrales et à la gestion des déchets nucléaires qui n'est pas couverte par les fonds distincts.

Obligations garanties par la province

La province fournit des garanties de prêts au nom de diverses parties. La limite autorisée pour les prêts garantis par la province au 31 mars 2007 était de 2,9 milliards de dollars. Les encours de prêts garantis et les autres éventualités s'élevaient à 2,6 milliards de dollars au 31 mars 2007. Une provision de 416 millions de dollars, fondée sur une estimation de la perte probable découlant de garanties données en vertu des programmes de soutien aux étudiants, a été comptabilisée dans les États financiers consolidés de 2006–2007 de la province.

Logement social – Ententes d'assurance-prêts

La province est tenue d'indemniser et de rembourser la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour tous frais nets, y compris tout passif environnemental résultant de défauts de paiement, dans le cadre de tous les projets de logement sans but lucratif faisant partie du portefeuille de la province. Au 31 mars 2007, les prêts hypothécaires en cours étaient de 8,3 milliards de dollars.

Créances exigibles de la Couronne

Les créances exigibles de la Couronne découlent de poursuites judiciaires, en cours ou éventuelles, relatives à des revendications territoriales présentées par des Autochtones, à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens, ou à des faits semblables. Au 31 mars 2007, il y avait 111 créances exigibles de la Couronne s'élevant à plus de 50 millions de dollars.

Société canadienne du sang

Les gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada ont conclu une Entente de soutien à la compagnie d'assurance captive avec la Société canadienne du sang et la Compagnie d'assurance captive de la Société canadienne du sang Limitée, une filiale appartenant entièrement à la Société canadienne du sang établie en vertu des lois de la Colombie-Britannique. Selon cette entente, chaque gouvernement indemnise, au prorata, cette compagnie d'assurance de tout paiement qu'elle est tenue de verser en vertu d'une police d'assurance tous risques liés au sang qu'elle fournit à la Société canadienne du sang. La police a un montant de garantie global de 750 millions de dollars, qui peut couvrir les règlements, les jugements et les coûts de défense. La police est excédentaire et complémentaire à une police d'assurance tous risques de 250 millions de dollars souscrite par la CBS Insurance Company Limited, une filiale de la Société canadienne du sang établie aux Bermudes. Compte tenu de la population actuelle, l'obligation potentielle maximale de l'Ontario en vertu de l'Entente de soutien à la compagnie d'assurance captive se chiffre à environ 376 millions de dollars. À la connaissance du gouvernement de l'Ontario, il n'y a pas d'instance en cours qui pourrait entraîner une demande de règlement à l'égard de la province en vertu de l'Entente de soutien à la compagnie d'assurance captive.

Section **F** : Détails des finances de l'Ontario

Plan et perspectives financières à moyen terme
(en milliards de dollars)

Tableau 19

	Chiffres réels	Perspectives actuelles		
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Revenus	90,4	94,1	95,7	99,0
Charges				
Programmes	79,3	84,3	85,6	88,8
Intérêt sur la dette	8,8	9,1	9,2	9,4
Total des charges	88,1	93,4	94,8	98,2
Réserve	—	0,8	0,9	0,9
Excédent/(Déficit)	2,3	0,0	0,0	0,0
Investissement dans les immobilisations corporelles	2,1	3,5	3,5	4,0
Dette nette ¹	141,1	143,1	145,1	147,6
Déficit accumulé ¹	106,8	106,8	106,8	106,8
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	557,8	585,7	607,9	632,2
Dette nette en pourcentage du PIB	25,3	24,4	23,9	23,3
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	19,1	18,2	17,6	16,9

¹ La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à l'excédent ou au déficit de la province, compte tenu de la variation sur le plan des immobilisations corporelles ainsi que de la variation des actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, la totalité des actifs, lesquels comprennent les immobilisations corporelles ainsi que les actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. La variation annuelle du déficit accumulé équivaut à l'excédent ou au déficit. Pour l'exercice 2006-2007, la variation du déficit accumulé comprend un rajustement de la dette non provisionnée de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIÉO) en début d'exercice.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Perspectives financières pour 2007-2008 – Variation en cours d'exercice
(en millions de dollars)

Tableau 20

	Plan budgétaire 2007-2008	Perspectives actuelles 2007-2008	Variation en cours d'exercice
Revenus	91 503	94 100	2 597
Charges			
Programmes	82 030	84 283	2 253
Intérêt sur la dette	9 123	9 067	(56)
Total des charges	91 153	93 350	2 197
Réserve	750	750	—
Excédent/(Déficit)	(400)	0	400

Revenus
(en millions de dollars)

Tableau 21

	2003- 2004	2004- 2005	2005- 2006	Chiffres réels 2006- 2007	Persp. actuelles 2007- 2008
Revenus fiscaux					
Impôt sur le revenu des particuliers	18 301	19 320	21 041	23 655	24 318
Taxe de vente au détail	14 258	14 855	15 554	16 228	16 711
Impôt sur les sociétés	6 658	9 883	9 984	10 845	11 421
Impôt-santé des employeurs	3 753	3 886	4 197	4 371	4 598
Contribution-santé de l'Ontario	—	1 737	2 350	2 589	2 730
Taxe sur l'essence	2 264	2 277	2 281	2 310	2 348
Taxe sur les carburants	681	727	729	723	748
Taxe sur le tabac	1 350	1 453	1 379	1 236	1 139
Droits de cession immobilière	909	1 043	1 159	1 197	1 370
Paiements tenant lieu d'impôts (électricité)	627	511	951	757	664
Autres impôts et taxes	347	283	292	399	396
	49 148	55 975	59 917	64 310	66 443
Gouvernement du Canada					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)	7 345	—	—	—	—
Transfert canadien en matière de santé (TCS)	—	5 640	7 148	7 702	8 439
Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS)	—	2 912	3 324	3 478	3 869
Suppléments au titre du TCSPS	577	775	584	—	—
Logement social	528	522	520	532	528
Programmes d'infrastructure	150	209	285	191	161
Fonds pour la réduction des temps d'attente	—	242	243	467	468
Fonds pour les appareils médicaux	192	387	194	—	—
Autres – Gouvernement du Canada	1 101	1 195	953	1 666	3 245
	9 893	11 882	13 251	14 036	16 710
Revenus d'investissement dans les entreprises publiques					
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	2 106	1 992	2 027	1 945	1 786
Régie des alcools de l'Ontario	1 045	1 147	1 197	1 307	1 343
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	(17)	444	1 107	947	756
Autres – Entreprises publiques	(64)	(5)	(23)	(3)	2
	3 070	3 578	4 308	4 196	3 887
Autres revenus non fiscaux					
Remboursements	1 206	1 241	1 295	1 415	1 448
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	1 000	997	1 021	991	1 013
Droits – Permis de conduire et immatriculation des véhicules	985	976	763	970	1 032
Ventes d'électricité	510	610	779	863	831
Autres droits et redevances	594	506	550	624	585
Revenus tirés des permis d'alcool	488	489	516	467	455
Réduction nette du passif lié aux conventions d'achat d'électricité	104	236	396	412	398
Ventes et locations	532	352	465	1 108	430
Redevances	248	278	191	215	217
Autres revenus non fiscaux divers	622	721	773	790	651
	6 289	6 406	6 749	7 855	7 060
Total des revenus	68 400	77 841	84 225	90 397	94 100

Total des charges
(en millions de dollars)

Tableau 22

	2003- 2004	2004- 2005	2005- 2006 ¹	Chiffres réels 2006- 2007	Persp. actuelles 2007- 2008
Charges des ministères					
Affaires autochtones	15	21	50	25	38
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales	843	799	865	800	880
Procureur général	1 225	1 204	1 287	1 347	1 409
Commission de régie interne	196	145	150	163	245
Services à l'enfance et à la jeunesse	2 597	2 788	3 267	3 260	3 669
Affaires civiques et Immigration	55	64	92	116	86
Services sociaux et communautaires	5 972	6 361	6 718	7 182	7 373
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 690	1 732	1 750	1 877	1 931
Culture	327	344	475	410	350
Secrétariat du renouveau démocratique	—	2	2	6	8
Développement économique et Commerce	76	70	176	199	332
Éducation	350	361	440	423	451
Charges nettes des conseils scolaires	9 423	10 274	10 886	11 290	12 102
Énergie	169	194	207	229	312
Environnement	263	305	274	314	327
Bureaux du corps exécutif	24	19	19	19	18
Finances	691	539	583	569	445
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario/Fonds de réinvestissement communautaire	651	626	714	758	917
Office des affaires francophones	3	3	4	4	5
Services gouvernementaux et Services aux consommateurs	530	962	625	856	885
Santé et Soins de longue durée ²	16 218	17 555	17 841	19 162	20 207
Charges nettes des hôpitaux ²	12 946	13 877	14 816	16 145	17 384
Promotion de la santé	202	236	290	391	373
Affaires intergouvernementales	6	13	10	11	9
Travail	117	129	141	147	161
Affaires municipales et Logement	634	770	926	843	760
Richesses naturelles	623	559	628	734	782
Développement du Nord et Mines	189	320	337	318	356
Renouvellement de l'infrastructure publique ³	(35)	41	107	426	444
Recherche et Innovation	160	236	332	316	328
Revenu	533	523	442	563	598
Petites entreprises et Entrepreneurship	15	20	26	25	26
Tourisme	212	167	210	204	209
Formation, Collèges et Universités	2 811	3 293	3 504	4 110	4 452
Charges nettes des collèges	1 090	1 289	1 185	1 273	1 454
Transports	1 800	1 815	2 188	2 733	2 056
Autres charges					
Fonds de prévoyance pour les immobilisations	—	—	—	—	1 115
Financement unique de transition du Fonds de réinvestissement communautaire	—	233	—	—	—
Fonds de protection des consommateurs contre les augmentations du prix de l'électricité	253	—	—	—	—
Intérêt sur la dette	9 604	9 368	9 019	8 831	9 067
Transports-Action Ontario	—	—	1 232	6	—
Aide unique extraordinaire au secteur de l'agriculture	64	601	282	278	359
Fonds de prévoyance pour le fonctionnement	—	—	—	—	614
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs	309	458	729	557	533
Achats d'électricité	797	840	803	863	831
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	235	240	295	345	349
Économies de fin d'exercice	—	—	—	—	(900)
Total des charges	73 883	79 396	83 927	88 128	93 350

¹ Depuis 2005-2006, la présentation de la situation financière de la province englobe les hôpitaux, les conseils scolaires et les collèges au moyen de la consolidation « sur une seule ligne ». Les chiffres des exercices antérieurs à 2005-2006 tiennent compte des subventions accordées à ces organismes à des fins de comparaison.

² Les charges du ministère de la Santé et des Soins de longue durée et des hôpitaux en 2003-2004 incluent 824 millions de dollars au titre des dépenses rattachées au SRAS et d'importantes dépenses ponctuelles en santé. Les chiffres de 2007-2008 tiennent compte de la nouvelle présentation des charges dans le secteur de la santé à laquelle on a procédé pour être uniforme avec les Comptes publics de 2006-2007. Cette nouvelle présentation n'a pas d'incidence sur les charges totales.

³ Les charges négatives découlent des redressements de consolidation mettant en cause la Société immobilière de l'Ontario et les ministères, auxquels on a procédé pour faire état des dépenses nettes de l'exercice.

Dépenses liées à l'infrastructure 2007-2008
(en millions de dollars)

Tableau 23

Secteur	Dépenses totales réelles liées à l'infrastructure – Chiffres réels 2006-2007	Perspectives actuelles 2007-2008		
		Investissement dans les immobilisations corporelles	Transferts et autres dépenses liés à l'infrastructure ¹	Dépenses totales liées à l'infrastructure
Transports				
Transports en commun	1 624	598	493	1 091
Routes	1 426	1 549	154	1 703
Autres – Transports	76	5	28	33
Santé				
Hôpitaux	375	623	5	628
Autres – Santé	183	50	176	226
Éducation				
Conseils scolaires	1 000	–	1 016	1 016
Collèges	73	184	0	184
Universités	52	–	77	77
Eau/Environnement	360	32	230	262
Infrastructure municipale et locale ²	473	2	549	551
Justice	102	89	47	136
Autres	682	287	1 164	1 451
Total³	6 426	3 419	3 939	7 358

¹ Consistent principalement en transferts pour immobilisations aux municipalités et aux universités, en dépenses pour le service de la dette liée aux immobilisations des écoles et en dépenses pour la réparation et la réhabilitation d'écoles. Ces montants sont inclus dans les charges totales de la province au tableau 22.

² Les investissements au titre de l'infrastructure municipale et locale des usines de filtration d'eau et d'épuration des eaux usées sont compris dans la catégorie Eau/Environnement.

³ Les charges totales englobent des transferts de 86 millions de dollars au poste des investissements dans les immobilisations (pour les routes provinciales), 160 millions de dollars en transferts et autres dépenses dans l'infrastructure (28 millions de dollars pour les transports, 45 millions de dollars pour l'eau et l'environnement et 87 millions de dollars pour l'infrastructure municipale et locale).

Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices
(en millions de dollars)

	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Opérations financières			
Revenus	56 050	65 042	66 294
Charges			
Programmes	49 036	53 347	53 519
Intérêt sur la dette	9 016	11 027	10 873
Total des charges	58 052	64 374	64 392
Réserve	—	—	—
Excédent/(Déficit)	(2 002)	668	1 902
Dettes nettes^{3,4}	114 737	134 398	132 496
Déficit accumulé³	114 737	134 398	132 496
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché	377 897	409 020	440 759
Revenu des particuliers	304 652	321 702	347 653
Population (en milliers)	11 367	11 506	11 685
Dettes nettes par habitant (en dollars)	10 094	11 681	11 339
Revenu des particuliers par habitant (en dollars)	26 801	27 959	29 752
Total des charges en pourcentage du PIB	15,4	15,7	14,6
Intérêt sur la dette en pourcentage des revenus	16,1	17,0	16,4
Dettes nettes en pourcentage du PIB	30,4	32,9	30,1
Déficit accumulé en pourcentage du PIB	30,4	32,9	30,1

¹ Depuis 2002-2003, les immobilisations corporelles importantes appartenant aux ministères provinciaux (terrains, immeubles et infrastructure de transport) sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. Les autres immobilisations corporelles appartenant aux ministères continueront à être comptabilisées à titre de charges au cours de l'année d'acquisition ou de construction. Toutes les immobilisations appartenant à des organismes publics intégrés sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale.

² Depuis 2005-2006, la présentation de la situation financière de la province englobe les hôpitaux, les conseils scolaires et les collèges au moyen de la consolidation « sur une seule ligne ». Le total des charges des exercices antérieurs à 2005-2006 n'a pas été redressé pour tenir compte de ce fait.

³ La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs financiers. La variation annuelle de la dette nette équivaut à l'excédent ou au déficit de la province, compte tenu de la variation sur le plan des immobilisations corporelles ainsi que de la variation des actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. Le déficit accumulé représente la différence entre, d'une part, les passifs et, d'autre part, la totalité des actifs, lesquels comprennent les immobilisations corporelles ainsi que les actifs nets des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges. La variation annuelle du déficit accumulé équivaut à l'excédent ou au déficit. Pour l'exercice 2005-2006, la variation du déficit accumulé découle, entre autres, des actifs d'ouverture nets combinés des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges qui ont été pris en compte lors de la consolidation de ces organismes parapublics. Pour l'exercice 2006-2007, la variation du déficit accumulé comprend un rajustement de la dette non provisionnée de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) en début d'exercice.

⁴ La dette nette a été redressée en 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006 pour tenir compte de la valeur des corridors de transmission électrique que Hydro One Inc. a transférés à la province.

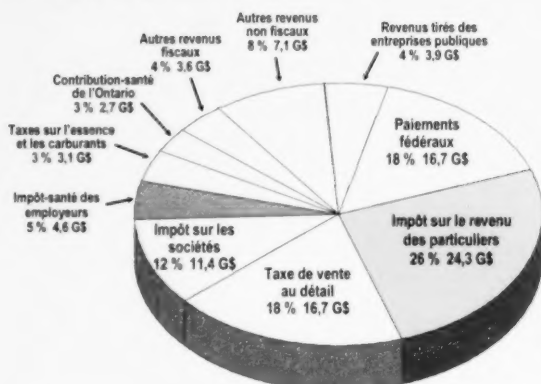
Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

Tableau 24

2001-2002	2002-2003 ¹	2003-2004	2004-2005	2005-2006 ²	Chiffres réels 2006-2007	Persp. actuelles 2007-2008
66 534	68 891	68 400	77 841	84 225	90 397	94 100
55 822	59 080	64 279	70 028	74 908	79 297	84 283
10 337	9 694	9 604	9 368	9 019	8 831	9 067
66 159	68 774	73 883	79 396	83 927	88 128	93 350
—	—	—	—	—	—	750
375	117	(5 483)	(1 555)	298	2 269	0
132 121	132 647	138 816	140 921	141 928	141 100	143 079
132 121	118 705	124 188	125 743	109 155	106 776	106 776
453 701	477 763	493 081	516 792	536 908	557 784	585 673
361 187	369 420	381 127	399 828	417 835	438 030	461 037
11 898	12 102	12 263	12 420	12 565	12 705	12 804
11 104	10 961	11 320	11 346	11 295	11 106	11 175
30 357	30 526	31 079	32 192	33 253	34 476	36 008
14,6	14,4	15,0	15,4	15,6	15,8	15,9
15,5	14,1	14,0	12,0	10,7	9,8	9,6
29,1	27,8	28,2	27,3	26,4	25,3	24,4
29,1	24,8	25,2	24,3	20,3	19,1	18,2

Composition des revenus 2007-2008 selon les perspectives actuelles

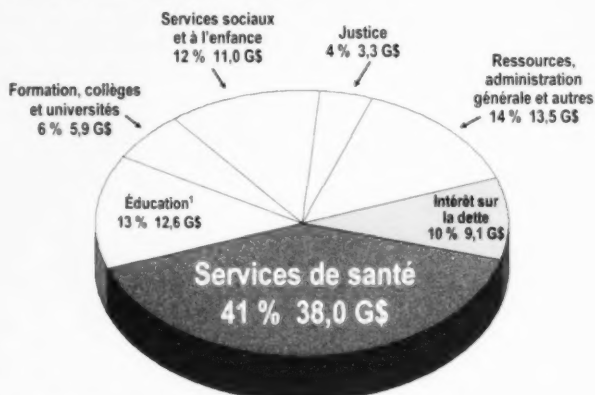
GRAPHIQUE 16



Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Composition des charges totales 2007-2008 selon les perspectives actuelles

GRAPHIQUE 17

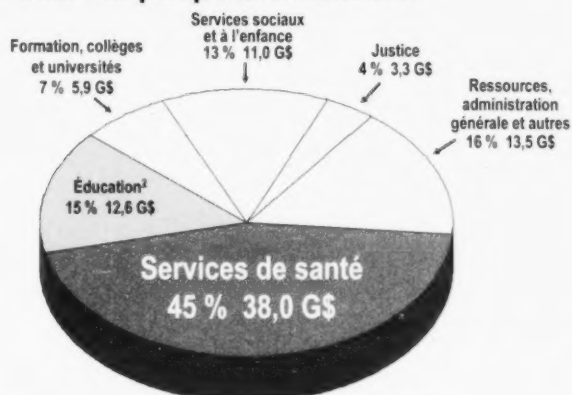


¹ Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Composition des charges de programmes¹ 2007-2008 selon les perspectives actuelles

GRAPHIQUE 18



¹ Les charges de programmes représentent le total des charges moins l'intérêt sur la dette.

² Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

ANNEXE IV : EMPRUNTS ET GESTION DE LA DETTE

E

MPRUNT À LONG TERME SUR LES MARCHÉS PUBLICS

Les besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics de la province et de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) en 2007-2008 devraient totaliser 17,7 milliards de dollars, soit 1,1 milliard de dollars de moins que les 18,8 milliards de dollars estimés dans le plan budgétaire de 2007.

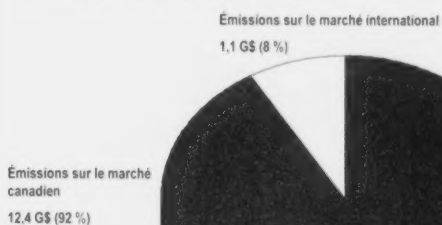
Au 30 septembre 2007, la province avait mobilisé environ 9,5 milliards de dollars. Au 6 décembre 2007, elle avait emprunté 4,0 milliards de dollars supplémentaires, ce qui donne un total de 13,5 milliards de dollars. Il reste ainsi 4,2 milliards de dollars à emprunter.

Les marchés des obligations ont été très volatils ces derniers mois, mais l'accès de la province au marché intérieur des obligations demeure stable en raison de la confiance des investisseurs en Ontario et de la liquidité que procurent les émissions d'obligations de référence.

Emprunts – Tous les marchés

GRAPHIQUE 1

Émissions : 13,5 milliards de dollars canadiens

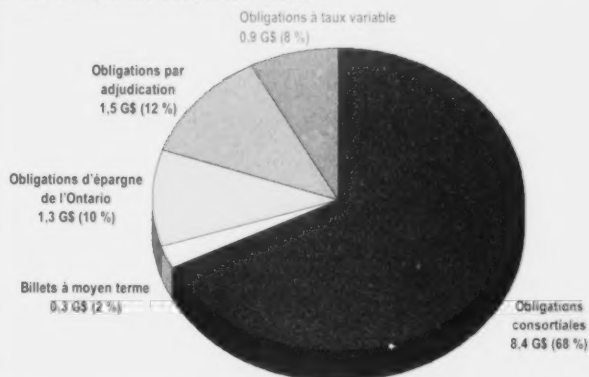


Source : Office ontarien de financement (6 décembre 2007).

Emprunts – Marché canadien

GRAPHIQUE 2

Émissions : 12,4 milliards de dollars canadiens



Source : Office ontarien de financement (6 décembre 2007).

Environ 12,4 milliards de dollars, soit 92 % des besoins d'emprunt, proviennent de l'émission, sur le marché canadien, des titres de créances suivants :

- des obligations consortiales;
- des obligations par adjudication;
- des Obligations d'épargne de l'Ontario;
- des obligations à taux variable;
- des billets à moyen terme.

Sur les marchés internationaux, la province a émis une obligation planétaire de 5 ans de 1 milliard de dollars américains.

La province continuera à gérer son programme d'emprunts en ayant recours à des démarches souples et en surveillant les marchés financiers canadiens et internationaux afin de saisir des occasions de diversifier son programme d'emprunts. La province envisage généralement de combler 25 % de ses besoins d'emprunt sur les marchés internationaux. Depuis le début de l'exercice, 8 % de ces besoins ont été comblés de cette façon, étant donné que les coûts d'emprunt ont été beaucoup plus élevés à l'étranger.

Programme d'emprunts 2007-2008
(en milliards de dollars)

Tableau 1

	Plan budgétaire	Perspectives actuelles	Variation en cours d'exercice
Déficit/(Excédent)	0,4	0,0	(0,4)
Redressements sans effet sur la trésorerie	(0,5)	(0,9)	(0,5)
Investissement dans des immobilisations corporelles	3,3	3,4	0,1
Prêts/Investissements nets	1,2	2,7	1,5
Dette arrivant à échéance	14,4	14,2	(0,2)
Rachats de titres de créances	0,9	1,0	0,1
Total des besoins en matière de financement	19,7	20,4	0,7
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(0,4)	(0,4)	0,1
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(0,6)	(1,3)	(0,8)
Augmentation/(Diminution) des espèces et des quasi-espèces	0,0	(1,0)	(1,0)
Total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics	18,8	17,7	(1,1)

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Le total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics pour l'exercice 2007-2008 demeure à 17,7 milliards de dollars, tel qu'indiqué dans le bulletin *Finances de l'Ontario - premier trimestre 2007-2008*, soit 1,1 milliard de dollars de moins que dans le plan budgétaire de 2007.

Une importante modification en cours d'exercice par rapport au plan budgétaire est survenue, soit l'augmentation de 1,5 milliard de dollars au poste des prêts/investissements nets, dont 0,9 milliard de dollars représente des prêts consentis à l'Ontario Power Generation Inc. (OPG), et 0,7 milliard de dollars représente des transferts du papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers à un portefeuille de titres à long terme. Ce montant a été contrebalancé par un paiement de 0,1 milliard de dollars par l'Office de l'électricité de l'Ontario imputé à sa ligne de crédit avec la province. Parmi les autres modifications en cours d'exercice, notons une variation de 0,5 milliard de dollars au poste des redressements sans effet sur la trésorerie et une diminution de 1,0 milliard de dollars au poste des espèces et des quasi-espèces. Ces deux phénomènes sont attribuables à un excédent en 2006-2007 supérieur aux prévisions, ce qui a eu pour effet de réduire les besoins de trésorerie.

Une activité de financement importante pendant le second trimestre a été le transfert de 0,7 milliard de dollars de papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers à un portefeuille de titres à long terme, qui a été contrebalancé par une augmentation au poste des emprunts à court terme. La décision relative à ce transfert a été prise à la suite des délibérations découlant de l'Accord de Montréal, qui a eu lieu en août 2007, et auxquelles ont pris part la province ainsi que la majorité des investisseurs dans du papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers. L'Accord est une entente visant à déterminer un processus pour la restructuration ordonnée du marché du papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers. L'échéance de l'entente, qui avait été fixée au départ au 15 octobre 2007, a été reportée au 14 décembre 2007.

La province ne cherche pas à prédire les résultats de l'Accord de Montréal ni la dynamique des marchés au lendemain de celui-ci, mais on estime que la dépréciation qui pourrait toucher la province soit inférieure à 100 millions de dollars des 720 millions de dollars de la valeur de son portefeuille de papiers commerciaux adossés à des actifs. Ce montant sera compensé par des économies réalisées en cours d'exercice sur d'autres intérêts sur la dette de la province. La dépréciation éventuelle du portefeuille de papiers commerciaux adossés à des actifs n'aura aucune incidence d'importance sur le plan financier.

**Perspectives du programme d'emprunts à moyen terme
(en milliards de dollars)**

Tableau 2

	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Déficit/(Excédent)	0,0	0,0	0,0
Redressements sans effet sur la trésorerie	(0,9)	(0,8)	(0,7)
Investissement dans des immobilisations corporelles	3,4	3,5	4,0
Prêts/Investissements nets	2,7	1,3	0,5
Dette arrivant à échéance :			
Dette active	14,2	19,9	14,6
Impact différentiel du refinancement futur	0,0	0,0	0,5
Rachat de titres de créances	1,0	0,7	0,7
Total des besoins en matière de financement	20,4	24,5	19,6
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(0,4)	(0,6)	(0,7)
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(1,3)	(0,6)	0,8
Augmentation/(Diminution) des espèces et des quasi-espèces	(1,0)	(0,4)	(0,7)
Total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics	17,7	22,9	19,0

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Le refinancement de la dette arrivant à échéance représente toujours l'élément principal des perspectives d'emprunt à moyen terme. La dette arrivant à échéance de la province et de la SFIEO devrait s'élever à 14,2 milliards de dollars en 2007-2008, à 19,9 milliards de dollars en 2008-2009 et à 15,1 milliards de dollars en 2009-2010.

La province surveille de près chaque année le niveau de la dette arrivant annuellement à échéance. La variation qui survient d'une année à l'autre en ce qui a trait à la dette arrivant à échéance reflète en grande partie les activités d'emprunt antérieures.

DETTE

La dette totale de la province se chiffrait à 160,8 milliards de dollars au 30 septembre 2007. Cette dette, qui représente tous les emprunts de la province sans y inclure les actifs financiers qui ont pour effet de la contrebalancer, devrait s'élever à 162,9 milliards de dollars au 31 mars 2008, comparativement à 157,3 milliards de dollars au 31 mars 2007.

L'accroissement prévu de la dette totale est principalement attribuable aux investissements de capitaux du gouvernement dans les secteurs prioritaires clés et aux prêts

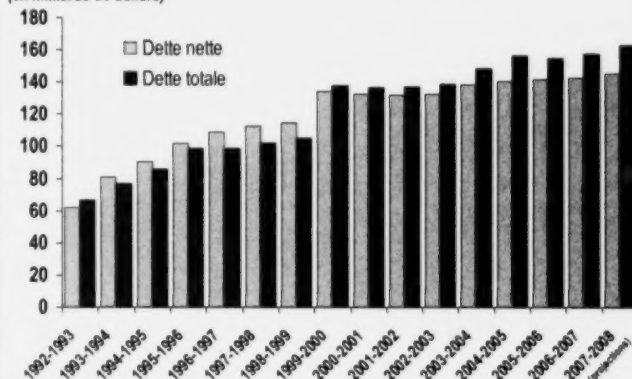
accordés aux conseils scolaires pour des projets d'immobilisations. La dette totale, mais non la dette nette, devrait également augmenter, ce qui est attribuable, en partie, aux emprunts à court terme contractés afin de maintenir le niveau d'encaisse et de financer le transfert du portefeuille de papiers commerciaux adossés à des actifs que détient la province à un portefeuille de titres à long terme. La province aurait pu décider de réduire ses niveaux d'encaisse au lieu d'accroître les emprunts à court terme mais elle a décidé, vu le contexte de crédit actuel, qu'il est plus prudent de maintenir son encaisse et ses liquidités à un niveau élevé.

La dette nette de l'Ontario, qui équivaut à la différence entre le total des passifs et le total des actifs financiers de la province, devrait atteindre 143,1 milliards de dollars au 31 mars 2008, comparativement à 141,1 milliards de dollars au 31 mars 2007. L'augmentation de la dette nette découle en grande partie des investissements du gouvernement dans les immobilisations.

Dette

(en milliards de dollars)

GRAPHIQUE 3



Sources : Comptes publics de l'Ontario de 1993-2007, ministère des Finances de l'Ontario et Office ontarien de financement (30 septembre 2007).

COMPOSITION DE LA DETTE TOTALE

La dette totale est constituée d'obligations émises sur les marchés financiers publics à court et à long terme et d'une dette interne.

La dette contractée sur les marchés publics totalise 139,0 milliards de dollars et consiste principalement en obligations émises en 11 devises sur les marchés publics canadiens et internationaux à long terme.

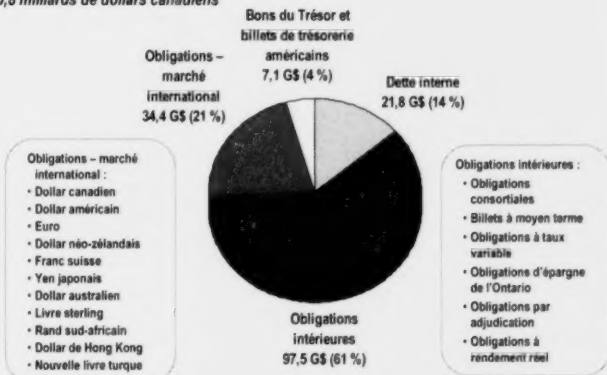
L'Ontario a aussi une dette interne de 21,8 milliards de dollars contractée en dollars canadiens. La dette interne est constituée de titres

de créances qui sont détenus par des régimes de retraite du secteur public de l'Ontario et l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada. Cette dette contractée hors des marchés publics est non négociable.

Composition de la dette totale

GRAPHIQUE 4

160,8 milliards de dollars canadiens



Source : Office ontarien de financement (30 septembre 2007).

GESTION DE LA DETTE

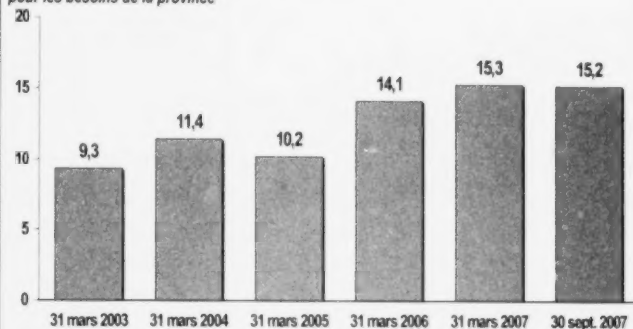
La province limite son exposition aux risques associés aux changements de taux d'intérêt à 35 % de la dette contractée pour les besoins de la province et son exposition aux risques de change, à 5 %.

Au 30 septembre 2007, l'exposition de la province aux risques associés aux changements de taux d'intérêt était de 15,2 %. Son exposition aux risques de change était de 0,5 %.

Exposition aux risques associés aux changements des taux d'intérêt

GRAPHIQUE 5

Pourcentage de la dette contractée pour les besoins de la province



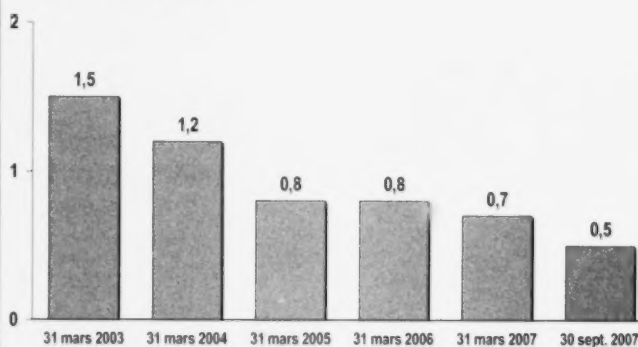
Source : Office ontarien de financement (30 septembre 2007).

Exclut la dette de la SFIEO

Exposition aux risques de change

GRAPHIQUE 6

Pourcentage de la dette contractée pour les besoins de la province

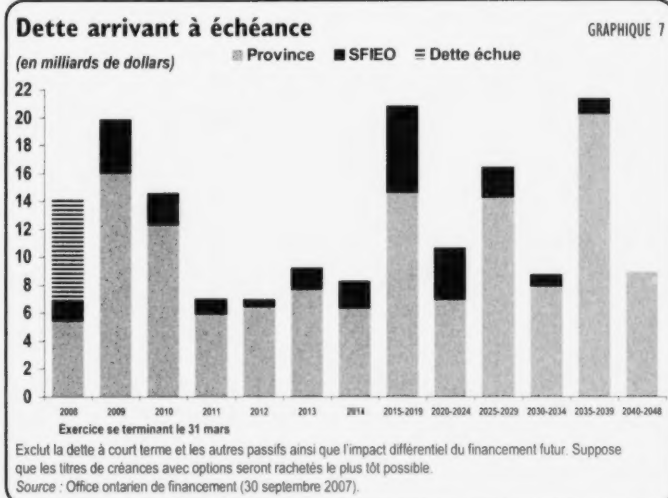


Source : Office ontarien de financement (30 septembre 2007).

Exclut la dette de la SFIEO

DETTE ARRIVANT À ÉCHÉANCE

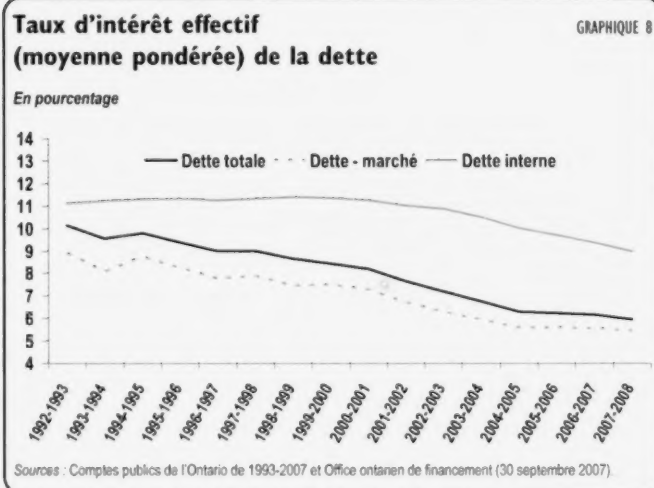
Le refinancement de la dette arrivant à échéance représente l'élément le plus important du programme d'emprunts. La province poursuivra ses efforts en vue d'équilibrer son profil d'échéances et de tirer profit des possibilités de répartir les échéances selon les années où le nombre de titres de créances arrivant à échéance est moins élevé.



COÛT DE LA DETTE

Au 30 septembre 2007, le taux d'intérêt effectif (selon une moyenne pondérée) sur la dette totale était de 5,95 % comparativement à 6,02 % au 31 mars 2007. À titre comparatif, au 31 mars 1993, ce taux était de 10,14 %.

Le 30 septembre 2007, le taux d'intérêt effectif sur la dette contractée sur les marchés publics était de 5,47 % comparativement à 5,48 % au 31 mars 2007. Le 30 septembre 2007, le taux d'intérêt effectif sur la dette interne était de 9,00 % par rapport à 9,23 % au 31 mars 2007.



RAPPORT DETTE NETTE-PIB

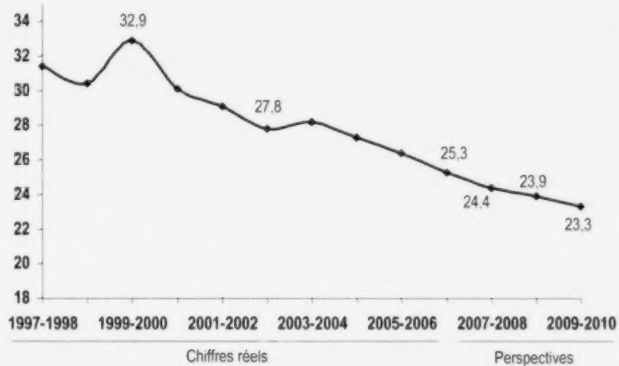
Le rapport dette nette-PIB a atteint un sommet de 32,9 % en 1999-2000, soit l'année où la province a consolidé pour la première fois la dette non provisionnée (ou « dette insurmontable ») de la SFIEO.

Depuis, le rapport dette nette-PIB de l'Ontario a suivi une tendance à la baisse pour atteindre 25,3 % en 2006-2007. Selon les perspectives actuelles, ce rapport devrait être de 24,4 % en 2007-2008, de 23,9 % en 2008-2009, et de 23,3 % en 2009-2010.

Rapport dette nette-PIB

GRAPHIQUE 9

En pourcentage



Source : ministère des Finances de l'Ontario (30 septembre 2007).

GLOSSAIRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉCRITS DANS L'ANNEXE IV

Nota : *La description des termes inclus dans le glossaire vise uniquement à aider les lecteurs du document Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007. Ni ce glossaire ni ses définitions n'ont pour but de modifier les termes ou le sens des termes définis en vertu des lois.*

Actifs financiers : actifs pouvant servir à couvrir les passifs existants ou à financer des activités futures, mais qui ne doivent pas être utilisés dans le cours normal des activités. Les actifs financiers comprennent les espèces, les actifs convertibles en espèces, les droits contractuels de recevoir des espèces ou d'autres actifs financiers d'une tierce partie, les placements temporaires ou les portefeuilles de placements, les créances s'appliquant à un organisme non gouvernemental ou à un particulier et les stocks.

Amortissement : partie du coût d'un actif imputée à une période comptable par suite de sa radiation au cours de sa durée de vie utile estimative.

Augmentation/(Diminution) des espèces et des quasi-espèces : variation des espèces ou d'autres instruments de placement liquides à faible risque et à court terme qui peuvent être convertis rapidement en espèces, généralement à l'intérieur d'une période ne dépassant pas trois mois.

Billets à moyen terme : titres de créances offerts dans le cadre d'un programme et structurés de manière à répondre aux besoins de certains investisseurs.

Bons du Trésor : instruments d'emprunt à court terme émis par les gouvernements, à un prix inférieur à leur valeur nominale.

Dettes : obligation découlant de l'emprunt d'une somme d'argent.

Dettes arrivant à échéance : montant total prévu de dette devant être remboursé à des dates précises.

Dettes internes : dette constituée de titres de créances qui sont détenus par des régimes de retraite du secteur public de l'Ontario et l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada. Cette dette contractée hors des marchés publics est non négociable.

Dettes nettes : différence entre le total des passifs et des actifs financiers de la province.

Dettes totales : total des emprunts payables par la province, compte non tenu de ses actifs.

Durée d'une dette : échéance d'une dette à long terme.

Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada (RPC) : la province a la possibilité de contracter des emprunts à long terme auprès de l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada.

Euro-billets à moyen terme : titres de créances émis à l'extérieur des États-Unis et du Canada et structurés de manière à répondre aux besoins de certains investisseurs.

Frais d'intérêt sur la dette : montant déclaré comme dépense associée aux emprunts. L'intérêt est calculé en pourcentage du montant de la dette pour une période donnée.

Investissements dans des immobilisations corporelles : montant engagé pendant l'exercice pour acquérir ou améliorer des immobilisations corporelles importantes, notamment les terrains, les immeubles, les routes et les ponts, qui appartiennent à la province ou aux organismes dont les résultats sont consolidés.

Obligations à taux variable : titres de créances portant un taux d'intérêt variable. Les coupons sont liés à un indice de taux d'intérêt flottant.

Obligations consortiales : titres de créances souscrits et placés par un groupe de courtiers en valeurs mobilières.

Obligations intérieures : titres de créances émis sur le marché canadien qui passent par un système de compensation intérieur.

Obligations planétaires : titres de créances émis simultanément sur les marchés international et canadien qui passent par différents systèmes de compensation mondiaux. Ces titres peuvent être émis dans une variété de devises, notamment en dollars canadiens ou américains.

Papier commercial adossé à des actifs : investissements à court terme garantis par un groupement d'actifs tels que comptes à recevoir, prêts automobiles et créances sur carte de crédit qui sont structurés en une fiducie. L'administrateur de la fiducie fournit des majorations des termes du crédit grâce à une combinaison de liquidités, de modalités de paiement différé, de lettres de crédit et de produits dérivés de crédit.

Prêts/Investissements nets : total des fonds versés par la province pour des prêts ou des investissements desquels on a déduit les remboursements de prêts.

Rachats des titres de créances : montant total prévu découlant d'obligations devant être rachetées avant leur échéance. Les rachats des titres de créance ont essentiellement trait aux Obligations d'épargne de l'Ontario.

Rapport dette nette-PIB : mesure de la dette du gouvernement en pourcentage du produit intérieur brut. Cette mesure évalue la dette nette par rapport à l'économie et à la capacité d'assumer et de rembourser la dette.

Redressements sans effet sur la trésorerie : redressements requis afin de déterminer les flux de trésorerie résultant des activités de fonctionnement. Les redressements sans effet sur la trésorerie comprennent les variations des comptes du bilan comme les créditeurs et les débiteurs, les charges payées d'avance et le revenu reporté. L'amortissement des immobilisations est aussi un redressement sans effet sur la trésorerie.

Taux d'intérêt selon une moyenne pondérée : tient compte de la proportion de la dette à chaque niveau de taux d'intérêt dans le portefeuille de la dette.

ANNEXE V : TRANSPARENCE FISCALE



RANSARENCE FISCALE

La présentation de rapports sur les dépenses fiscales joue un rôle important dans l'amélioration de la responsabilité financière. Elle accroît également la transparence fiscale en fournissant un état complet des revenus cédés dans le régime fiscal.

STRUCTURE DU RAPPORT

Le présent rapport fournit des estimations des revenus cédés en 2007 à l'égard des mesures liées aux taxes et impôts suivants :

- Impôt sur le revenu des particuliers
- Impôt sur les sociétés
- Taxe de vente et taxes à la consommation
- Impôt foncier prélevé aux fins scolaires
- Impôt-santé des employeurs
- Taxe sur l'administration des successions
- Redevance sur le revenu brut

La description de chaque mesure fiscale figurait dans le premier rapport intitulé *Transparence fiscale* préparé par le gouvernement, qui se trouve à l'annexe III du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2005*. La description des mesures fiscales ajoutées ou modifiées depuis 2005 figurait à l'annexe V du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2006*. Veuillez consulter les rapports de 2005 et de 2006 pour prendre connaissance de ces descriptions.

On peut obtenir une copie électronique des documents susmentionnés sur les sites Web suivants :
www.fin.gov.on.ca/french/budget/fallstatement/2005/05fs-paperc.html
www.fin.gov.on.ca/french/budget/fallstatement/2006/06fs-papere.html

Le présent rapport comprend uniquement les descriptions des nouvelles mesures fiscales et de celles qui ont été modifiées depuis la publication du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2006*. Ces descriptions fournissent des renseignements de base sur les mesures fiscales; elles ne remplacent pas les textes législatifs ou réglementaires pertinents. Les estimations ne tiennent pas compte des mesures fiscales proposées dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2007* (voir *Annexe II : Accroître la compétitivité fiscale de l'Ontario*).

PORTÉE

Comme il n'existe pas de définition universelle de l'expression « dépenses fiscales », le présent rapport continue de suivre la démarche générale adoptée dans les rapports des années précédentes en présentant les estimations des revenus cédés qui pourraient être inclus dans le cadre d'un régime fiscal de portée générale.

Les dépenses liées à l'impôt sur le revenu des particuliers et à l'impôt sur les sociétés incluses dans le présent rapport comprennent les dépenses fiscales assumées conjointement par l'Ontario et le gouvernement fédéral et celles qui sont assumées uniquement par l'Ontario.

En vertu d'un accord de perception fiscale conclu entre l'Ontario et le Canada, le gouvernement fédéral détermine l'assiette de l'impôt sur le revenu des particuliers. L'Ontario a un pouvoir limité sur les politiques touchant les divers éléments du revenu imposable et sur les dépenses fiscales connexes liées à l'assiette définie par le gouvernement fédéral.

À l'heure actuelle, l'Ontario perçoit et administre l'impôt ontarien sur les sociétés, l'impôt minimum sur les sociétés, l'impôt sur le capital et l'impôt supplémentaire spécial sur les compagnies d'assurance-vie. Toutefois, en vertu d'un protocole d'accord avec le gouvernement fédéral datant du 6 octobre 2006, l'Ontario a adopté une loi permettant au gouvernement fédéral de percevoir et d'administrer ces impôts pour les années d'imposition prenant fin après 2008, une fois que les deux ordres de gouvernement auront conclu un accord sur la perception de l'impôt.

MÉTHODE

Les estimations fournies dans le présent rapport ont été élaborées à l'aide des plus récentes données fiscales ou économiques prévues pour l'année civile 2007. Les données utilisées pour estimer la valeur des mesures fiscales proviennent de sources variées. La révision des données sous-jacentes ainsi que les améliorations apportées à la méthode d'estimation pourraient faire fluctuer la valeur estimative d'une mesure fiscale dans les rapports qui seront publiés à l'avenir. De plus, certaines estimations des mesures fiscales sont particulièrement sensibles à la conjoncture économique ou à d'autres variables; elles pourraient donc être bien différentes d'une année à l'autre.

Il importe de préciser que les estimations énumérées dans le présent rapport ne visent pas à indiquer les revenus potentiels que l'Ontario pourrait percevoir si ces mesures fiscales n'existaient pas. Chaque estimation a été déterminée séparément en faisant abstraction d'autres facteurs comme l'incidence économique de tout changement apporté, les réactions comportementales, l'interaction entre les diverses mesures fiscales et toute modification de politique qui pourrait raisonnablement accompagner le changement. Par conséquent, les estimations ne peuvent être additionnées pour déterminer le coût total d'une certaine catégorie de dépenses fiscales.

La lettre « f » (« faible ») indique que le coût de la dépense fiscale est estimé à moins de 1 million de dollars. Le présent rapport comprend également des mesures fiscales pour lesquelles le ministère des Finances ne dispose pas de données pertinentes provenant du régime fiscal. Même si on ne dispose pas d'estimations, on a inclus ces éléments afin d'accroître la transparence et la responsabilité.

Pour les rapports annuels futurs, on continuera d'améliorer l'estimation des dépenses fiscales de l'Ontario.

IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS

Le tableau 1 comprend des estimations de la valeur des mesures liées au régime ontarien d'impôt sur le revenu des particuliers. Les mesures fiscales destinées aux entreprises énumérées ici s'appliquent aux entreprises non constituées en personne morale.

Impôt sur le revenu des particuliers ¹	Tableau 1
Mesures fiscales	Estimations pour 2007 ² (en millions de dollars)
Crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario	
Crédit applicable aux dépenses d'adoption	f
Crédit en raison de l'âge	260
Montants transférés d'un conjoint ou conjoint de fait	25
Crédit personnel de base	4 275
Crédit au titre des cotisations au Régime de pensions du Canada (RPC) et au Régime de rentes du Québec (RRQ)	550
Crédit pour aidant naturel	15
Crédit pour dons de bienfaisance ³	560
Crédit pour personne handicapée	80
Crédit pour personne à charge admissible	90
Crédit pour cotisation d'assurance-emploi	195
Crédit pour personnes à charge atteintes d'incapacité	1
Crédit pour frais médicaux	110
Crédit d'impôt de l'Ontario pour emploi à l'étranger	6
Crédit pour revenu de pension	115
Crédit pour personne mariée ou vivant en union de fait	175
Crédit au titre des intérêts sur les prêts étudiants	9
Crédits pour frais de scolarité et pour études	290
Réduction de l'impôt ontarien (RIO)	
RIO — Réduction de base	185
RIO — Réduction pour personne à charge de moins de 19 ans	190
RIO — Réduction pour personne à charge handicapée ou atteinte d'incapacité	9
RIO — Total	315
Autres crédits d'impôt de l'Ontario	
Crédit d'impôt pour actions accréditatives ciblées de l'Ontario	3
Crédit d'impôt de l'Ontario pour contributions politiques	10
Crédit d'impôt foncier et de taxe sur les ventes de l'Ontario (CIFTVO)	
CIFTVO — Personnes non âgées	435
CIFTVO — Personnes âgées ⁴	545
CIFTVO — Total ⁴	980

Mesures fiscales

Estimations pour 2007²
(en millions de dollars)

Crédits d'impôt au titre des fonds de placement des travailleurs et de l'actionnariat des employés³

Crédit d'impôt des sociétés de type actionnariat des employés	f
Crédit d'impôt relatif aux fonds de placement des travailleurs	20
Crédit d'impôt au titre des fonds d'investissement axé sur la recherche	f

Exonérations, déductions, reports et autres mesures offertes conjointement avec le gouvernement fédéral

Entreprises

Éléments pour lesquels il n'y a pas d'estimation

- Aide aux artistes et déduction pour oeuvres d'art canadiennes achetées par des entreprises non constituées en personne morale
- Aide aux prospecteurs et aux commanditaires en prospection
- Déduction pour amortissement accéléré
- Report au moyen de la méthode de comptabilité fondée sur la facturation pour professionnels

Emploi

Déduction pour les résidences des membres du clergé	15
Déduction des prêts à la réinstallation	f
Déduction pour les militaires et les policiers déployés dans le cadre de missions internationales à risque élevé	4
Déduction des autres frais liés à un emploi	270
Déduction des cotisations syndicales et professionnelles	140
Options d'achat d'actions accordées à des employés	170
Déduction des frais de déménagement	15
Déductions pour les habitants du Nord	1

Éléments pour lesquels il n'y a pas d'estimation

- Déductions au titre des dépenses d'outillage des gens de métier et des apprentis mécaniciens de véhicules
- Déductions pour les musiciens et autres artistes
- Déduction au titre de l'aide au paiement des frais de scolarité pour la formation de base des adultes
- Report de salaire – Congé sabbatique ou autre congé autorisé
- Régimes de prestation aux employés
- Déduction accrue au titre des frais de repas des camionneurs
- Non-imposition des avantages liés aux régimes d'assurance-santé et de soins dentaires payés par une entreprise
- Non-imposition de certains avantages non monétaires liés à un emploi
- Calculs spéciaux de l'impôt sur certains paiements forfaitaires rétroactifs

Impôt sur le revenu des particuliers¹**Tableau 1****Mesures fiscales****Estimations pour 2007²**
(en millions de dollars)**Agriculture et pêche***Éléments pour lesquels il n'y a pas d'estimation*

Comptabilité de caisse et souplesse dans la comptabilité des stocks

Déduction des pertes agricoles des agriculteurs à temps partiel

Report du revenu des agriculteurs

Compte de stabilisation du revenu net des agriculteurs

PlacementsExonération cumulative de 750 000 \$ des gains en capital sur les biens liés à l'agriculture ou à la pêche et les actions des petites entreprises³

170

Déduction des pertes admissibles au titre d'un placement d'entreprise

10

Déduction des frais financiers engagés pour gagner un revenu

255

Déduction des dépenses liées aux ressources

100

Inclusion partielle des gains en capital

1 140

Éléments pour lesquels il n'y a pas d'estimation

Exonération des gains en capital — 1 000 \$ sur les biens à usage personnel et 200 \$ sur les opérations de change

Déduction des pertes de sociétés de personnes en commandite

Report des gains en capital au moyen de la réserve de cinq ans

Report des gains en capital au moyen des dispositions de roulement

Report des gains en capital au moyen de la réserve de dix ans en ce qui concerne les biens liés à l'agriculture ou à la pêche et les actions des petites entreprises

Report des gains en capital grâce aux transferts au conjoint ou à une fiducie en faveur du conjoint

Exonération des gains en capital découlant de certains dons

Non-imposition des gains en capital sur les résidences principales

Imposition des gains en capital réalisés

Revenu non imposable

Prestations de Supplément de revenu garanti et allocations

25

Prestations d'assistance sociale

25

Indemnités pour accidents du travail

160

Éléments pour lesquels il n'y a pas d'estimation

Certaines pensions et allocations du gouvernement

Dommages-intérêts pour préjudice corporel ou décès

Prestations de décès jusqu'à concurrence de 10 000 \$

Cotisations d'employeur au RPC et au RRQ et cotisations d'assurance-emploi

Dons et legs

Revenu des Indiens inscrits sur les réserves

Revenu provenant du Bureau du gouverneur général et indemnités versées aux diplomates et aux autres employés du gouvernement en poste à l'étranger

Impôt sur le revenu des particuliers¹**Tableau 1****Mesures fiscales****Estimations pour 2007²
(en millions de dollars)**

Revenu de placement provenant de polices d'assurance-vie

Gains de loterie et de jeu

Indemnités de grève

Circonstances particulières

Déduction des frais de garde d'enfants

160

Fractionnement du revenu de pension

170

Traitement des pensions alimentaires pour enfants, des pensions alimentaires et des allocations d'entretien

35

Éléments pour lesquels il n'y a pas d'estimation

Déduction pour les particuliers ayant fait vœu de pauvreté perpétuelle

Déduction pour produits et services de soutien aux personnes handicapées

Exonération du revenu provenant d'une bourse d'études, de perfectionnement ou d'entretien

Somme non imposable reçue par les bénévoles des services d'urgence

Économies liées au report de l'impôt

Régimes enregistrés de retraite (RER) — Déduction pour cotisations

660

Régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) — Déduction pour cotisations

1 940

Éléments pour lesquels il n'y a pas d'estimation

Régimes de participation différée aux bénéfices

Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE)

RER et REER — Non-imposition du revenu de placement

¹ Les estimations ne tiennent pas compte de l'incidence des revenus cédés découlant des mesures liées à l'impôt sur le revenu des particuliers pour les fiducies, qui sont imposées à titre de particuliers aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

² Sauf indication contraire, les estimations pour l'année d'imposition 2007 reposent sur les données des déclarants de 2004.

³ L'estimation repose aussi sur les estimations fédérales pour les dispositions ayant changé depuis 2006.

⁴ Les estimations tiennent compte de la hausse du seuil du revenu des couples de personnes âgées, que le gouvernement a proposé de porter à 23 820 \$ dans le budget de l'Ontario de 2007.

⁵ Les estimations reposent sur les déclarations de partage fiscal.

IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS — DESCRIPTION DES MESURES FISCALES

Les mesures suivantes liées à l'impôt sur le revenu des particuliers ont été ajoutées ou modifiées depuis 2006.

Crédits d'impôt non remboursables de l'Ontario

Les crédits d'impôt non remboursables énumérés dans le tableau suivant reposent sur des montants qui sont corrigés en fonction de l'inflation chaque année.

Montants sur lesquels reposent les crédits d'impôt non remboursables indexés (\$)	Tableau 2
Crédits d'impôt non remboursables	
Crédit applicable aux dépenses d'adoption, déduction maximale	10 435
Crédit en raison de l'âge, déduction maximale	4 176
Réduit de 15 % du revenu net du particulier supérieur à	31 088
Crédit personnel de base	8 553
Crédit pour aidant naturel, déduction maximale	4 031
Réduit du revenu net de la personne à charge supérieur à	13 792
Crédit pour personne handicapée	6 910
Crédit pour personne à charge admissible, déduction maximale	7 262
Réduit du revenu net de la personne à charge supérieur à	726
Revenu net de la personne à charge inférieur à	7 988
Crédit pour personne à charge atteinte d'incapacité, déduction maximale	4 031
Réduit du revenu net de la personne à charge supérieur à	5 731
Crédit pour frais médicaux	
Frais médicaux admissibles supérieurs au moindre des montants suivants : 3 % du revenu net ou	1 936
Frais médicaux admissibles de l'autre personne à charge, déduction maximale	10 435
Crédit pour revenu de pension, déduction maximale	1 183
Crédit pour personne mariée ou vivant en union de fait, déduction maximale	7 262
Ne doit pas dépasser le revenu net du conjoint ou conjoint de fait déduit de	7 988
Crédits pour frais de scolarité et pour études	
Crédit pour études à temps plein (par mois)	461
Crédit pour études à temps partiel (par mois)	138
Transfert maximum	5 914

Autres crédits d'impôt de l'Ontario

Crédits d'impôt foncier et de taxe sur les ventes de l'Ontario (CIFTVO) — Le crédit d'impôt foncier est égal au moins élevé des montants suivants : les coûts d'habitation ou un montant de base au titre de ce crédit plus 10 % des coûts d'habitation. Les coûts d'habitation sont égaux à l'impôt foncier payé ou à 20 % du loyer payé pour la résidence principale du particulier plus 25 \$ si la personne vit dans une résidence d'étudiants. Le crédit d'impôt foncier de base s'élève à 250 \$ dans le cas de personnes ou de couples qui ne sont pas des personnes âgées, et à 625 \$ dans le cas de personnes âgées ou de couples de personnes âgées. Le crédit de taxe sur les ventes est égal à 100 \$ pour un particulier plus 100 \$ pour le conjoint ou conjoint de fait et 50 \$ pour chaque enfant à charge de 18 ans ou moins. Les crédits pour les personnes qui ne sont pas des personnes âgées sont réduits conjointement de 2 % du revenu net redressé de la famille supérieur à 4 000 \$. Les crédits pour les personnes âgées sont réduits conjointement de 4 % du revenu net redressé de la famille supérieur à 22 000 \$ pour les personnes âgées vivant seules et à 23 090 \$ pour les couples de personnes âgées. Le budget de l'Ontario de 2007 a proposé de bonifier ce crédit. Le montant maximal des CIFTVO est de 1 000 \$ pour les personnes qui ne sont pas des personnes âgées et de 1 125 \$ pour les personnes âgées. Les estimations comprennent la majoration proposée du seuil du revenu pour les couples de personnes âgées, qui devrait être de 23 820 \$ en 2007.

Exonérations, déductions, reports et autres mesures offertes conjointement avec le gouvernement fédéral

Emploi

Élément pour lequel il n'y a pas d'estimation

Déduction accrue au titre des frais de repas des camionneurs — En règle générale, il est permis aux employés de déduire seulement 50 % des frais de repas engagés pour affaires qui sont déductibles par ailleurs. Depuis le 19 mars 2007, les conducteurs de grand routier peuvent déduire 60 % des frais de repas engagés pendant les déplacements admissibles. La portion déductible augmentera chaque année, atteignant 80 % après 2010. La déduction accrue consentie aux camionneurs pour les frais de repas s'aligne sur une initiative annoncée dans le budget fédéral de 2007.

Placements

Exonération cumulative de 750 000 \$ des gains en capital sur les biens liés à l'agriculture ou à la pêche et les actions des petites entreprises — Il s'agit d'une exonération cumulative de 500 000 \$ des gains en capital provenant de la disposition de biens admissibles liés à l'agriculture ou à la pêche et d'actions de petites entreprises. L'exonération cumulative pour les gains en capital réalisés par un particulier lors de la disposition de biens admissibles est passée à 750 000 \$ le 19 mars 2007 et s'applique donc à

toute disposition de biens admissibles survenue à cette date ou après cette date. Cette augmentation s'aligne sur une initiative annoncée dans le budget fédéral de 2007.

Élément pour lequel il n'y a pas d'estimation

Exonération des gains en capital découlant de certains dons — Les gains en capital découlant du don de valeurs cotées en bourse et de terres écosensibles à des organismes publics de bienfaisance sont exonérés d'impôt. De plus, certains objets attestés comme étant d'importance culturelle pour le Canada sont exonérés de l'impôt sur les gains en capital s'ils sont donnés à un musée ou à une galerie d'art désignés. Depuis le 19 mars 2007, les gains en capital découlant du don de valeurs cotées en bourse à des fondations privées sont exonérés d'impôt. En outre, quand un employé sans lien de dépendance avec l'employeur acquiert une valeur cotée en bourse en vertu d'une option offerte par l'employeur pour ensuite en faire don à une fondation privée dans les 30 jours, la valeur cotée en bourse reçue par l'employé n'est pas considérée comme un avantage imposable. Auparavant, les gains en capital et le revenu découlant de tels dons étaient assujettis au taux d'inclusion normal de 50 % applicable aux gains en capital. Ces modifications s'alignent sur une initiative annoncée dans le budget fédéral de 2007.

Circonstances particulières

Fractionnement du revenu de pension — À partir de l'année d'imposition 2007, une personne a le droit d'affecter jusqu'à la moitié de son revenu de pension admissible à la déclaration de revenus de son conjoint ou conjoint de fait, puis de demander que le montant ainsi attribué soit déduit de son revenu. La personne à laquelle le montant est attribué doit l'inclure dans son revenu, puis peut demander le crédit pour revenu de pension dans la mesure où le montant affecté est admissible et ce, selon l'âge de la personne à laquelle le montant est transféré et non selon l'âge de la personne pensionnée.

L'affectation du revenu de pension à la déclaration de revenus du conjoint ou conjoint de fait dont le revenu est moins élevé pourrait accroître les dépenses fiscales liées aux mesures dont bénéficie cette personne, telles que le crédit en raison de l'âge et le crédit pour revenu de pension. Par ailleurs, le fractionnement du revenu de pension pourrait réduire les dépenses fiscales liées à d'autres mesures mises en place par le régime fiscal pour reconnaître le fait que le revenu d'un particulier peut subvenir aux besoins d'autres membres de la famille. Des exemples de ces mesures sont le crédit pour personne mariée ou vivant en union de fait et le transfert de montants inutilisés par le conjoint ou conjoint de fait (crédit en raison de l'âge, crédit pour revenu de pension, crédit d'impôt pour personnes handicapées, crédits pour frais de scolarité et pour études). Ce phénomène s'explique par le fait que l'augmentation du revenu déclaré par le conjoint ou conjoint de fait dont le revenu est moins élevé réduit les déductions que peut demander le conjoint ou conjoint de fait ayant le revenu plus élevé au titre de ces mesures.

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Les estimations de la valeur des mesures liées à l'impôt sur les sociétés, à l'impôt sur le capital et à l'impôt sur l'exploitation minière de l'Ontario figurent au tableau 3.

Impôt sur les sociétés

Tableau 3

Mesures fiscales

Estimations pour 2007¹
(en millions de dollars)

Impôt sur les sociétés

Crédits d'impôt remboursables de l'Ontario

Crédit d'impôt pour la formation en apprentissage ²	70
Crédit d'impôt pour l'éducation coopérative ²	9
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition	2
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	4
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques	14
Crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne	120
Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	200
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	8
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production	37
Crédit d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore	1

Déductions et exonérations accordées par l'Ontario

Déduction supplémentaire pour les <i>credit unions</i>	6
Éléments d'actif liés à la production d'énergie propre	f
Crédit pour le secteur de la fabrication-transformation et le secteur des ressources	285
Non-imposition du crédit d'impôt fédéral à l'investissement ^{3,4,5}	220
Redressement ontarien en fonction du coût de remplacement actuel ⁴	7
Déduction ontarienne pour épuisement ⁴	f
Stimulant fiscal de l'Ontario pour les nouvelles technologies ⁴	f
Contributions politiques en Ontario ⁴	f
Déduction de l'Ontario en matière de ressources ^{4,6,7}	100
Déduction pour petite entreprise ⁸	1 090

Impôt sur les sociétés

Tableau 3

Mesures fiscales

Estimations pour 2007¹
(en millions de dollars)

Exonérations, déductions, reports et autres mesures offertes conjointement avec le gouvernement fédéral

Pertes admissibles au titre d'un placement d'entreprise ^{9,10}	3
Déductibilité des dons de bienfaisance ⁹	140
Déductibilité des dons à l'État ⁹	f
Déductibilité des dons de biens culturels et de terres écosensibles ⁹	f
Report du revenu pour les agriculteurs ⁸	f
Retenue sur les paiements échelonnés aux entrepreneurs ⁹	16
Non-imposition d'organismes à but non lucratif ⁹	130
Inclusion partielle des gains en capital ⁹	1 300
<i>Éléments pour lesquels il n'y a pas d'estimation</i>	
Amortissement accéléré des biens en capital et des dépenses liées aux ressources	
Mesure provisoire relative aux machines et au matériel de fabrication et de transformation ¹¹	
Comptabilité de caisse et souplesse dans la comptabilité des stocks	
Déductibilité des droits compensateurs et antidumping	
Report grâce à diverses dispositions de roulement des gains en capital	
Report au moyen de la méthode de comptabilité fondée sur la facturation pour professionnels	
Don de médicaments aux pays en développement	
Exonération des gains en capital découlant de certains dons	
Passation en charges des frais de publicité	
Non-imposition des sociétés provinciales et municipales et des sociétés d'État fédérales	
Non-imposition des organismes de bienfaisance enregistrés	
Exonération du revenu des sociétés étrangères affiliées à des sociétés canadiennes	
Imposition des gains en capital à leur réalisation	

Impôt sur le capital¹²

Déduction de l'impôt sur le capital	435
Frais d'exploration et d'aménagement miniers reportés ¹³	4
Frais reportés au titre du stimulant fiscal de l'Ontario pour les nouvelles technologies et de la mesure visant la recherche scientifique et le développement expérimental ¹³	f
Exonération pour les éléments d'actif liés à la production d'énergie propre	f
Exonération pour les sociétés agricoles familiales, les sociétés de pêche familiales, les <i>credit unions</i> et les autres entités précisées	f
Crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises accordé aux institutions financières	20
<i>Élément pour lequel il n'y a pas d'estimation</i>	
Frais d'exploration et d'aménagement miniers auxquels on a renoncé	

Impôt sur les sociétés

Tableau 3

Mesures fiscales	Estimations pour 2007 ¹ (en millions de dollars)
------------------	--

Impôt sur l'exploration minière¹⁴

Exonération de l'impôt sur l'exploitation minière	1
Exonération temporaire de l'impôt sur l'exploitation minière (pour les mines autres que les mines éloignées)	f
Exonération temporaire de l'impôt sur l'exploitation minière pour les nouvelles mines éloignées	f
Taux d'imposition applicable aux mines éloignées	f
Allocation de traitement	55
<i>Élément pour lequel il n'y a pas d'estimation</i>	
Radiation rapide des frais d'exploration	

¹ Sauf indication contraire, les estimations sont des prévisions pour l'année civile 2007. Elles reposent sur les données préliminaires d'administration de l'impôt de l'Ontario de 2005 et 2006. Elles ne tiennent pas compte de l'incidence sur les revenus des dépenses liées à l'impôt sur les sociétés engagées au titre de fonds communs de placement.

² Les estimations incluent les répercussions des mesures relatives à l'impôt sur le revenu des particuliers et à l'impôt sur le revenu des sociétés.

³ Renvoie aux mesures liées aux activités de recherche-développement admissibles effectuées en Ontario.

⁴ Selon l'accord proposé entre l'Ontario et le gouvernement fédéral pour le recouvrement des impôts sur le revenu des sociétés, l'Ontario serait tenu de s'aligner sur l'assiette de l'impôt sur les sociétés du gouvernement fédéral. Par conséquent, à compter des années d'imposition se terminant après 2008, la définition du revenu imposable des sociétés serait la même en Ontario et au gouvernement fédéral.

⁵ Pour les années d'imposition se terminant après 2008, un nouveau crédit d'impôt non remboursable de 4,5 % a été adopté pour remplacer cette disposition fiscale.

⁶ La déduction s'applique aux secteurs des mines, du pétrole et du gaz. Les estimations ne sont pas nettes des redevances à la Couronne ni des impôts sur l'exploitation minière qui ont été payés.

⁷ Pour les années d'imposition se terminant après 2008, un mécanisme de crédit/débit d'impôt a été édicté pour remplacer cette disposition.

⁸ Inclut l'incidence de la surtaxe de l'Ontario perçue sur les sociétés privées sous contrôle canadien.

⁹ Les estimations reposent sur les données d'administration établies de l'impôt fédéral de 2005 et 2006 et prévues pour 2007.

¹⁰ Les estimations pourraient surévaluer la valeur réelle, car elles ne tiennent pas compte de la réduction future des revenus fiscaux qui se produirait si ces pertes étaient déduites des gains en capital futurs.

¹¹ L'incidence sur les flux de trésorerie de l'Ontario en 2007, fournie par le ministère des Finances du gouvernement fédéral et redressée pour couvrir l'année civile, est de 60 millions de dollars. L'incidence cumulative de cette disposition fiscale sur les flux de trésorerie de l'Ontario pour les exercices 2007-2008 à 2009-2010 dépasserait 400 millions de dollars.

¹² Le gouvernement de l'Ontario a adopté, par voie législative, un plan visant à éliminer l'impôt sur le capital d'ici le 1^{er} juillet 2010.

¹³ Ne s'applique pas aux années d'imposition se terminant après 2008 en raison de l'accord proposé avec le gouvernement fédéral concernant la perception de l'impôt sur les sociétés par ce dernier.

¹⁴ Les estimations sont des prévisions pour l'année civile 2007. Elles reposent sur les données préliminaires d'administration de l'impôt sur l'exploitation minière de l'Ontario de 2004.

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS — DESCRIPTION DES MESURES FISCALES

Les mesures suivantes liées à l'impôt sur les sociétés ont changé depuis 2006.

Impôt sur les sociétés

Crédits d'impôt remboursables de l'Ontario

Crédit d'impôt pour la formation en apprentissage — Un crédit d'impôt remboursable de 25 % (30 % dans le cas des petites entreprises) est accordé pour inciter les sociétés et les entreprises non constituées en personne morale à embaucher des apprentis dans des métiers désignés de la construction, du secteur des services et du secteur des forces motrices ainsi que des métiers industriels. Dans le budget de 2007, le gouvernement de l'Ontario proposait d'étendre l'application du crédit d'impôt pour la formation en apprentissage aux apprentis admissibles qui commencent à travailler avant le 1^{er} janvier 2012. Les dépenses admissibles seraient les salaires et traitements versés avant le 1^{er} janvier 2015. De plus, les métiers ci-dessous ont été ajoutés en 2007 à la liste des métiers spécialisés admissibles actuellement au crédit d'impôt :

- technicien en électricité, industrie du divertissement;
- opérateur de procédés industriels – électricité;
- opérateur de procédés industriels – secteur de la transformation des aliments;
- conducteur de semi-remorque commercial;
- mécanicien, systèmes de finition extérieur isolés;
- agent de vente non itinérant, centre d'appels de services informatiques;
- agent du service à la clientèle, centre d'appels de services informatiques.

La liste complète des métiers admissibles figure dans le Bulletin d'interprétation 3020FR2 du ministère du Revenu concernant le crédit d'impôt pour la formation en apprentissage, qu'on peut consulter à l'adresse www.rev.gov.on.ca/french/bulletins/ct/3020.html.

Crédit d'impôt de l'Ontario pour les services de production — Un crédit d'impôt remboursable de 18 % est accordé à des sociétés étrangères et à des sociétés canadiennes pour des activités de production cinématographique et télévisuelle non certifiées réalisées en Ontario. En 2007, l'application du taux de 18 %, qui devait prendre fin le 31 mars 2007, a été prolongée jusqu'au 31 mars 2008. (*L'Annexe II : Accroître la compétitivité fiscale de l'Ontario* propose de bonifier ce crédit d'impôt.)

Exonérations, déductions, reports et autres mesures offertes conjointement avec le gouvernement fédéral

Éléments pour lesquels il n'y a pas d'estimation

Amortissement accéléré des biens en capital et des dépenses liées aux ressources

Mesure provisoire relative aux machines et au matériel de fabrication et de transformation —

Ce stimulant fiscal accorde une déduction pour amortissement accéléré au taux de 50 % selon une modalité linéaire. Cette disposition s'applique au matériel et à l'outillage

achetés le 19 mars 2007 ou après cette date et avant 2009. Cette mesure s'aligne sur l'initiative annoncée dans le budget fédéral de 2007.

Don de médicaments aux pays en développement — Les sociétés qui ont fait don de médicaments à partir de leurs propres réserves le 19 mars 2007 ou après cette date sont admissibles à une déduction pour don de bienfaisance égale au moindre des montants suivants : 50 % de la différence entre la valeur des médicaments donnés et leur coût d'une part, et le coût des médicaments d'autre part. Cette mesure s'aligne sur l'initiative annoncée dans le budget fédéral de 2007.

Exonération des gains en capital découlant de certains dons — Les gains en capital découlant de dons de valeurs cotées en bourse et de terres écosensibles à des organismes publics de bienfaisance sont exonérés d'impôt. De plus, certains objets attestés comme étant d'importance culturelle pour le Canada sont exonérés de l'impôt sur les gains en capital s'ils sont donnés à un musée ou à une galerie d'art désignés. Depuis le 19 mars 2007, les gains en capital découlant du don de valeurs cotées en bourse à des fondations privées sont exonérés d'impôt. Auparavant, les gains en capital et le revenu découlant de tels dons étaient assujettis au taux d'inclusion normal de 50 % applicable aux gains en capital. Ces modifications s'alignent sur l'initiative annoncée dans le budget fédéral de 2007.

TAXE DE VENTE ET TAXES À LA CONSOMMATION

Les estimations de la valeur des mesures liées à la taxe de vente et aux taxes à la consommation, y compris la taxe sur les carburants, la taxe sur l'essence, les droits de cession immobilière, la taxe de vente au détail et la taxe sur le tabac, figurent au tableau 4.

Taxe de vente et taxes à la consommation		Tableau 4
Mesures fiscales		Estimations pour 2007 ¹ (en millions de dollars)
Taxe sur les carburants		
Exonérations/Taux réduits		
Exonération pour le biodiesel ²		f
Exonération pour le carburant coloré ³		410
Réduction de la taxe pour le carburant diesel servant à faire fonctionner du matériel ferroviaire ⁴		55
Remboursements		
Matériel auxiliaire de prise de force ⁵		7
Taxe sur l'essence		
Exonérations/Taux réduits		
Exonération pour le méthanol et le gaz naturel		5
Réduction de la taxe pour les aéronefs ⁶		285
Réduction de la taxe perçue sur le propane ⁶		8
Remboursements		
Matériel auxiliaire de prise de force ⁵		f
Carburant aviation ⁵		f
Utilisation exonérée de taxe du matériel utilisé sans permis ⁵		7
Droits de cession immobilière		
Exonérations		
Baux viagers ⁷		f
Reports et exonérations pour la réorganisation de sociétés ⁵		43
<i>Éléments pour lesquels il n'y a pas d'estimation</i>		
Restructuration d'hôpitaux		
Servitudes pour oléoducs et gazoducs et biens-fonds miniers		
Autres cessions et aliénations		
Remboursements		
Remboursement accordé aux accédants à la propriété ⁸		32
Taxe de vente au détail		
Exonérations		
Appels téléphoniques pour 25 cents ⁷		3

Taxe de vente et taxes à la consommation

Tableau 4

Mesures fiscales

Estimations pour 2007¹

(en millions de dollars)

Biens agricoles	280
Livres sonores achetés par des personnes aveugles au sens de la loi ⁷	4
Primes d'assurance-automobile ^{7,8}	815
Produits alimentaires de base	1 675
Bicyclettes et casques protecteurs ⁷	1
Livres, journaux et revues vendues par abonnement	395
Sièges d'auto et sièges d'appoint pour enfants ⁷	4
Vêtements d'enfants	130
Aéronefs commerciaux, navires de plus de 1 400 mètres cubes et navires commerciaux de moins de 1 400 mètres cubes	120
Logiciels personnalisés ⁹	80
Dons faits à des écoles, des collèges et des universités ⁷	7
CD-ROM et DVD éducatifs ⁷	3
Énergie	4 575
Produits d'hygiène féminine ⁷	20
Chaussures vendues 30 \$ ou moins	30
Biens achetés pour des activités commerciales de pêche ou de piégeage	f
Primes d'assurance-vie et d'assurance-santé individuelles ¹⁰	460
Maisons mobiles	f
Véhicules municipaux de lutte contre les incendies	1
Thérapies de remplacement de la nicotine ¹¹	2
Aliments préparés vendus 4 \$ ou moins ⁷	255
Médicaments délivrés sur ordonnance et fournitures médicales	945
Outillage et matériel de production	735
Matériel utilisé par une institution religieuse	12
Réparations et remplacements effectués sous garantie ⁸	155
Semis	f
Services	10 195
Exonération temporaire pour les frais de marketing de destinations ⁷	2
Exonération temporaire pour les électroménagers Energy Star®	23
Services de téléphone sans frais ⁷	47
Logement temporaire ¹²	90
Matériel de recherche des universités	7
<i>Éléments pour lesquels il n'y a pas d'estimation</i>	
Entrées ¹³	
Restructuration des hôpitaux et des municipalités	
Musées et galeries d'art	

Taxe de vente et taxes à la consommation**Tableau 4****Mesures fiscales****Estimations pour 2007¹****(en millions de dollars)**

Vêtements et chaussures d'occasion pour adultes vendus 50 \$ ou moins par des organismes religieux ou charitables ou des œuvres de bienfaisance

Crédits/Remboursements

Remboursement de la TVD pour les véhicules utilisant des carburants de substitution ⁵	5
Remboursement de la TVD pour les matériaux de construction utilisés par des organismes religieux ou charitables ou des œuvres de bienfaisance ⁵	25
Crédit de taxe aux fins de conservation de carburant ⁷	6
Remboursement temporaire pour les matériaux de construction intégrés dans des centrales électriques, des centrales nucléaires et des centrales de refroidissement par eaux profondes admissibles ⁵	12
Remboursement temporaire pour les systèmes d'énergie solaire, les systèmes d'énergie éolienne, les microsystèmes hydroélectriques et les systèmes d'énergie géothermique ⁵	f
Indemnités aux vendeurs ¹⁴	105

Taxe sur le tabac

Indemnisation des percepteurs ¹⁴	f
---	---

¹ Sauf indication contraire, les estimations sont fondées sur l'année civile 2007 et reposent sur les tableaux sur les entrées-sorties provisoires provinciaux de 2003 de Statistique Canada.

² Selon la quantité estimative de biodiesel vendu en Ontario.

³ Selon les déclarations produites par les préposés à la coloration inscrits.

⁴ Estimation des revenus cédés équivalant à la différence par rapport au taux ordinaire de la taxe sur les carburants.

⁵ Selon les demandes de remboursement déposées ou les remboursements ou reports demandés.

⁶ Estimation des revenus cédés équivalant à la différence par rapport au taux ordinaire de la taxe sur l'essence.

⁷ Selon les meilleures données actuellement disponibles auprès de diverses sources, notamment les données industrielles et celles issues de sondages menés par Statistique Canada. Projection jusqu'en 2007.

⁸ Les estimations supposent que les articles seraient assujettis au taux ordinaire de la taxe de vente au détail fixé à 8 %.

⁹ Selon le profil de revenus de l'industrie des logiciels et des services connexes établi par Statistique Canada.

¹⁰ Selon les données sur les primes d'assurance fournies par l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.

¹¹ Selon le tableau CANSIM 105-0055 de Statistique Canada qui porte sur les outils pour cesser de fumer.

¹² Le taux de la taxe de vente au détail sur les logements temporaires est fixé à 5 %. Estimation des revenus cédés équivalant à la différence par rapport au taux ordinaire de la taxe de vente au détail fixé à 8 %.

¹³ Comprend l'exonération pour les entrées aux théâtres comptant 3 200 places ou moins, édictée par décret, dont le coût estimatif est de 15 millions à 20 millions de dollars par année. À l'heure actuelle, il n'y a pas de données pour le coût d'autres exonérations au titre des entrées d'application générale.

¹⁴ Selon les déclarations produites par les percepteurs d'impôts autorisés.

TAXE DE VENTE ET TAXES À LA CONSOMMATION — DESCRIPTION DES MESURES FISCALES

Les mesures suivantes liées à la taxe de vente et aux taxes à la consommation ont changé depuis 2006.

Taxe sur l'essence

Exonération pour le méthanol et le gaz naturel — Dans les rapports antérieurs, cette exonération s'appliquait également à l'éthanol. Depuis le 1^{er} janvier 2007, l'éthanol a droit au même traitement fiscal que l'essence. Ce changement coïncidait avec la mise en oeuvre de la norme sur les carburants renouvelables en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

Taxe de vente au détail (TVD)

Exonérations

Bicyclettes et casques protecteurs — Une exonération de la TVD s'applique aux bicyclettes de 1 000 \$ ou moins, aux casques protecteurs et à tout autre équipement de sécurité pour les bicyclettes qui sont achetés le 1^{er} décembre 2007 ou après cette date et au plus tard le 30 novembre 2008.

Thérapies de remplacement de la nicotine — Une exonération de la TVD s'applique aux produits de remplacement de la nicotine ayant un numéro d'identification de médicament (DIN) attribué par Santé Canada à condition qu'ils soient achetés le 13 août 2007 ou après cette date et au plus tard le 12 août 2008.

Exonération temporaire pour les frais de marketing de destinations — Une exonération de la TVD s'applique aux frais de marketing de destinations imputés au logement temporaire. Le budget de l'Ontario de 2007 a prolongé l'exonération pour y inclure les frais de marketing de destinations facturés au plus tard le 30 juin 2008.

Exonération temporaire pour les électroménagers Energy Star® — Une exonération de la TVD s'applique aux électroménagers Energy Star® admissibles à condition qu'ils soient achetés le 20 juillet 2007 ou après cette date et au plus tard le 19 juillet 2008. Les appareils admissibles sont à utilisation non commerciale et comprennent réfrigérateurs, lave-vaisselle, lessiveuses (y compris les lessiveuses-sécheuses intégrées), congélateurs, déshumidificateurs, climatiseurs individuels, ampoules électriques et guirlandes d'ampoules décoratives.

Crédits/Remboursements

Remboursement temporaire pour les systèmes d'énergie solaire, les systèmes d'énergie éolienne, les microsystèmes hydroélectriques et les systèmes d'énergie géothermique — Un remboursement de la TVD est offert à l'achat d'un système d'énergie solaire, d'un système d'énergie éolienne, d'un microsystème hydroélectrique ou d'un système d'énergie géothermique qu'on fait installer dans un local d'habitation, y compris un immeuble à logements multiples, ou lors de toute expansion ou mise à niveau du système existant. Le budget de l'Ontario de 2007 a prolongé l'application du remboursement de façon à inclure les achats effectués au plus tard le 31 décembre 2009.

IMPÔT FONCIER PRÉLEVÉ AUX FINS SCOLAIRES

Le tableau 5 comprend les estimations de la valeur des mesures liées au système d'impôt foncier prélevé aux fins scolaires.

Impôt foncier prélevé aux fins scolaires¹

Tableau 5

Mesures fiscales	Estimations pour 2007 ² (en millions de dollars)
Programme d'encouragement fiscal et financier pour le nettoyage des friches contaminées ³	f
Remise en faveur des organismes de bienfaisance	7
Programme d'exonération de l'impôt foncier relatif aux terres protégées	2
Exonération pour les centres de congrès admissibles	1
Réduction des taux d'imposition sur les biens agricoles	65
Réduction des taux d'imposition de la sous-catégorie des terrains agricoles en instance d'aménagement	f
Remise à l'égard de l'impôt sur les biens patrimoniaux	f
Exonération pour les théâtres et réduction des taux d'imposition pour les établissements de sports professionnels ⁴	10
Programme d'encouragement fiscal pour les forêts aménagées	3
Allègement de l'impôt foncier pour les personnes âgées et les personnes ayant une incapacité ⁵	f
Exonérations fiscales prévues dans des lois d'intérêt privé	6
Remise à l'égard des locaux vacants des catégories de biens commerciaux et industriels	30
Réduction des taux d'imposition pour les sous-catégories des biens-fonds vacants et des biens-fonds excédentaires	50
<i>Éléments pour lesquels il n'y a pas d'estimation</i>	
Autres exonérations fiscales prévues dans des lois d'intérêt public	
Exonérations discrétionnaires accordées par les municipalités à l'égard de biens-fonds à usage particulier (p. ex., légions, ligues navales, aménagements durables publics-privés)	
Exonérations obligatoires visant les biens institutionnels et à usage particulier (p. ex., lieux de culte, cimetières, Boy Scouts du Canada et Guides du Canada, organismes de bienfaisance dont la Société canadienne de la Croix-Rouge et l'Ambulance Saint-Jean, et sociétés philanthropiques de bienfaisance à but non lucratif constituées pour venir en aide aux pauvres)	
Allègement fiscal à l'égard des impôts fonciers indûment lourds pour le propriétaire d'un bien résidentiel, d'un bien agricole ou d'une forêt aménagée	

¹ Les dépenses liées aux impôts fonciers provinciaux ou aux paiements tenant lieu d'impôt ne sont pas incluses.

² Les estimations reposent sur les taux d'imposition aux fins scolaires de 2007, le rôle d'évaluation de 2007, les rapports d'information financière des municipalités de 2006 et les politiques d'imposition municipales.

³ Depuis le 1^{er} octobre 2004, les municipalités peuvent adopter des règlements pour annuler l'impôt foncier sur les friches contaminées admissibles. La province peut accorder un allègement de contrepartie pour l'impôt foncier prélevé aux fins scolaires.

⁴ De meilleurs renseignements nous ont permis en 2007 de faire une estimation beaucoup plus précise des exonérations accordées aux théâtres.

⁵ Les estimations ne tiennent pas compte des dépenses liées à l'exonération fiscale de 10 % de la valeur d'évaluation des améliorations apportées à un logement neuf pour répondre aux besoins de personnes âgées ou ayant une incapacité ni des dépenses engagées pour apporter ces améliorations à un logement existant.

IMPÔT-SANTÉ DES EMPLOYEURS

Le tableau 6 comprend une estimation de l'exonération fiscale prévue dans le cadre du régime d'impôt-santé des employeurs.

Impôt-santé des employeurs	Tableau 6
Mesures fiscales	Estimations pour 2007 (en millions de dollars)
Exonération pour la première tranche de 400 000 \$ de la masse salariale des employeurs du secteur privé ¹	780

¹ L'estimation est fondée sur les données de 2005 sur la rémunération devant représenter l'année d'imposition 2007.

TAXE SUR L'ADMINISTRATION DES SUCCESSIONS

Le tableau 7 comprend une estimation de l'exonération prévue aux termes de la taxe sur l'administration des successions.

Taxe sur l'administration des successions	Tableau 7
Mesures fiscales	Estimations pour 2007 (en millions de dollars)
Exonération lorsque la valeur de la succession est de 1 000 \$ ou moins	f

REDEVANCE SUR LE REVENU BRUT

Le tableau 8 comprend une estimation de la valeur des mesures fiscales liées à la redevance sur le revenu brut.

Redevance sur le revenu brut (RRB) ¹	Tableau 8
Mesures fiscales	Estimations pour 2007 (en millions de dollars)
Exonération de la redevance sur le revenu brut pendant dix ans	f

¹ Les dépenses ne comprennent pas la partie provinciale de la RRB applicable à l'utilisation d'énergie hydraulique.

ANNEXE VI : TABLEAUX DES DONNÉES ÉCONOMIQUES

ANNEXE VI : TABLEAUX DES DONNÉES ÉCONOMIQUES

L'ÉCONOMIE DE L'ONTARIO

NUMÉROS DES TABLEAUX

Produit intérieur brut de l'Ontario de 1993 à 2006.....	1
Croissance du produit intérieur brut de l'Ontario de 1993 à 2006.....	2
Certains indicateurs économiques de l'Ontario de 1993 à 2006.....	3
Variation annuelle de certains indicateurs économiques de l'Ontario de 1993 à 2006.....	4
Produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie selon les prix de base de 2003 à 2006.....	5
Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie selon les prix de base de 2003 à 2006.....	6
Produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication selon les prix de base de 2003 à 2006.....	7
Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication selon les prix de base de 2003 à 2006.....	8
Indicateurs du marché du logement de l'Ontario de 2003 à 2006.....	9
Certains indicateurs financiers de 1993 à 2006.....	10

COMPARAISON AVEC LES PAYS DU G-7

Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario et des pays du G-7 de 1993 à 2006.....	11
Croissance de l'emploi en Ontario et dans les pays du G-7 de 1993 à 2006.....	12
Taux de chômage en Ontario et dans les pays du G-7 de 1993 à 2006.....	13
Taux d'inflation de l'IPC en Ontario et dans les pays du G-7 de 1993 à 2006.....	14
Taux de change, G-7, de 1993 à 2006.....	15

LE COMMERCE INTERNATIONAL DE L'ONTARIO

Principales marchandises exportées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2006.....	16
Principales marchandises importées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2006.....	17
Commerce international de l'Ontario avec les principales régions en 2006.....	18

LE COMMERCE INTERNATIONAL DU CANADA

Commerce international du Canada avec les principales régions en 2006.....	19
--	----

TABLEAUX DES DONNÉES ÉCONOMIQUES (SUITE)

CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

NUMÉROS DES TABLEAUX

Certaines caractéristiques démographiques de l'Ontario de 1991 à 2007	20
Composantes de la croissance de la population de l'Ontario de 1997-1998 à 2006-2007.....	21

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE L'ONTARIO

Population active de l'Ontario de 1993 à 2006	22
Emplois en Ontario de 1993 à 2006	23
Chômage en Ontario de 1993 à 2006.....	24
Assurance-emploi (a.-e.) et aide sociale en Ontario de 1993 à 2006.....	25
Rémunération du travail en Ontario de 1993 à 2006.....	26
Emplois par profession en Ontario de 1995 à 2006.....	27
Répartition des emplois par profession en Ontario de 1995 à 2006.....	28
Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1997 à 2006.....	29
Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1997 à 2006	30
Niveau d'emploi en Ontario, par région économique, de 1996 à 2006.....	31
Niveau d'emploi en Ontario, par industrie, par région économique, 2006.....	32
Régions économiques de l'Ontario.....	33

(Nota : Dans les tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.)

Produit intérieur brut de l'Ontario de 1993 à 2006
Tableau 1

	(en milliards de dollars)						
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
PIB réel (en dollars enchaînés de 1997)	329,1	348,5	360,8	364,8	381,2	399,7	429,7
Consommation	194,3	200,2	204,0	208,7	218,8	226,4	236,9
Gouvernement	79,7	80,5	81,0	78,0	77,9	79,6	82,9
Construction résidentielle	18,2	18,6	16,0	17,5	20,0	19,7	22,0
Construction non résidentielle	10,2	8,9	8,7	10,6	11,5	11,7	13,1
Matériel et outillage	17,5	20,1	22,0	23,5	29,0	31,0	33,9
Exportations	188,1	207,7	224,1	236,6	254,3	273,0	303,9
Importations	172,7	184,4	196,5	206,2	232,1	243,0	263,3
Produit intérieur brut nominal	293,4	311,1	329,3	338,2	359,4	377,9	409,0

Tableau 1 (suite)

(en milliards de dollars)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
PIB réel (en dollars enchaînés de 1997)	455,2	463,4	477,8	484,3	496,2	510,7	521,6
Consommation	248,5	254,7	264,5	272,7	281,5	291,6	301,7
Gouvernement	85,9	90,0	92,8	97,8	101,3	104,4	108,2
Construction résidentielle	23,5	25,8	28,3	29,0	30,1	30,6	30,9
Construction non résidentielle	11,5	11,4	11,8	11,5	11,5	11,9	13,1
Matériel et outillage	35,9	34,9	32,6	34,6	37,1	40,4	44,9
Exportations	327,6	317,9	322,7	322,4	334,6	341,9	341,3
Importations	282,5	269,4	275,3	283,9	302,7	314,4	322,9
Produit intérieur brut nominal	440,8	453,7	477,8	493,1	516,8	536,9	557,8

Source : Statistique Canada.

Croissance du produit intérieur brut de l'Ontario de 1993 à 2006

Tableau 2

	(variation en pourcentage)						
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
PIB réel (en dollars enchaînés de 1997)	1,0	5,9	3,5	1,1	4,5	4,8	7,5
Consommation	1,3	3,1	1,9	2,3	4,8	3,5	4,6
Gouvernement	(0,6)	1,0	0,6	(3,7)	(0,1)	2,1	4,2
Construction résidentielle	(8,7)	2,0	(14,0)	9,6	14,5	(1,8)	11,6
Construction non résidentielle	(18,7)	(12,2)	(2,8)	21,5	9,3	1,6	11,4
Matériel et outillage	(4,4)	14,6	9,9	6,7	23,3	6,8	9,4
Exportations	8,4	10,4	7,9	5,6	7,5	7,3	11,3
Importations	5,9	6,8	6,6	4,9	12,6	4,7	8,4
Produit intérieur brut nominal	2,4	6,0	5,9	2,7	6,3	5,2	8,2

Tableau 2 (suite)

	(variation en pourcentage)						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
PIB réel (en dollars enchaînés de 1997)	5,9	1,8	3,1	1,4	2,5	2,9	2,1
Consommation	4,9	2,5	3,8	3,1	3,2	3,6	3,5
Gouvernement	3,6	4,7	3,2	5,3	3,5	3,1	3,7
Construction résidentielle	7,1	9,7	9,6	2,6	3,6	1,8	1,1
Construction non résidentielle	(11,8)	(1,1)	3,7	(2,4)	(0,6)	3,6	10,4
Matériel et outillage	5,9	(2,8)	(6,5)	6,1	7,1	9,1	11,2
Exportations	7,8	(3,0)	1,5	(0,1)	3,8	2,2	(0,2)
Importations	7,3	(4,6)	2,2	3,1	6,6	3,9	2,7
Produit intérieur brut nominal	7,8	2,9	5,3	3,2	4,8	3,9	3,9

Source : Statistique Canada.

Certains indicateurs économiques de l'Ontario de 1993 à 2006

Tableau 3

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ventes au détail (en milliards de dollars)	74,5	80,0	83,3	83,8	90,9	97,5	104,6
Mises en chantier de logements (en milliers)	45,1	46,6	35,8	43,1	54,1	53,8	67,2
Revenu des particuliers (en milliards de dollars)	256,1	260,7	271,4	276,3	289,5	304,7	321,7
Bénéfices des entreprises avant impôt (en milliards de dollars)	17,9	27,9	33,1	34,2	37,5	39,5	49,7
Indice des prix à la consommation (2002 = 100)	84,7	84,7	86,8	88,2	89,8	90,6	92,4
Population active (en milliers)	5 544	5 548	5 589	5 680	5 776	5 877	6 018
Emplois (en milliers)	4 938	5 014	5 100	5 167	5 291	5 453	5 637
Taux de chômage (en pourcentage)	10,9	9,6	8,7	9,0	8,4	7,2	6,3

Tableau 3 (suite)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ventes au détail (en milliards de dollars)	111,5	114,3	121,0	125,1	129,1	135,3	140,8
Mises en chantier de logements (en milliers)	71,5	73,3	83,6	85,2	85,1	78,8	73,4
Revenu des particuliers (en milliards de dollars)	347,7	361,2	369,4	381,1	399,8	417,8	438,0
Bénéfices des entreprises avant impôt (en milliards de dollars)	54,4	49,3	60,5	58,2	63,1	62,0	64,4
Indice des prix à la consommation (2002 = 100)	95,1	98,0	100,0	102,7	104,6	106,9	108,8
Population active (en milliers)	6 173	6 327	6 494	6 676	6 775	6 849	6 927
Emplois (en milliers)	5 817	5 926	6 031	6 213	6 317	6 398	6 493
Taux de chômage (en pourcentage)	5,8	6,3	7,1	6,9	6,8	6,6	6,3

Sources : Statistique Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Variation annuelle de certains indicateurs économiques de l'Ontario de 1993 à 2006 Tableau 4

	(variation en pourcentage)						
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ventes au détail	4,2	7,5	4,0	0,7	8,5	7,2	7,3
Mises en chantier de logements	(19,1)	3,3	(23,2)	20,2	25,6	(0,4)	24,9
Revenu des particuliers	0,9	1,8	4,1	1,8	4,8	5,2	5,6
Bénéfices des entreprises avant impôt	23,1	55,8	18,7	3,3	9,9	5,2	25,9
Indice des prix à la consommation	1,8	0,0	2,5	1,6	1,8	0,9	2,0
Population active	0,3	0,1	0,7	1,6	1,7	1,7	2,4
Emplois	0,1	1,5	1,7	1,3	2,4	3,1	3,4

Tableau 4 (suite)

	(variation en pourcentage)						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ventes au détail	6,6	2,5	5,9	3,4	3,2	4,8	4,1
Mises en chantier de logements	6,4	2,5	14,1	1,9	(0,1)	(7,4)	(6,8)
Revenu des particuliers	8,1	3,9	2,3	3,2	4,9	4,5	4,8
Bénéfices des entreprises avant impôt	9,3	(9,2)	22,5	(3,7)	8,5	(1,8)	3,9
Indice des prix à la consommation	2,9	3,0	2,0	2,7	1,9	2,2	1,8
Population active	2,6	2,5	2,6	2,8	1,5	1,1	1,1
Emplois	3,2	1,9	1,8	3,0	1,7	1,3	1,5

Sources : Statistique Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement.

**Produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie
selon les prix de base de 2003 à 2006**

Tableau 5

	(en millions de dollars enchaînés de 2002)			
	2003	2004	2005	2006
Industries productrices de biens	135 581	138 377	140 476	137 928
Industries primaires	7 748	8 087	8 328	8 306
Services publics	9 180	9 525	9 992	9 720
Construction	23 088	23 468	25 052	26 446
Fabrication ¹	95 557	96 603	96 264	92 480
Industries productrices de services	311 791	326 926	337 062	350 443
Commerce de gros	26 251	27 368	29 025	31 059
Commerce de détail	24 243	25 103	25 817	26 901
Transport et entreposage	17 121	17 568	18 064	18 415
Industrie de l'information et industrie culturelle (y compris les télécommunications)	16 656	17 961	18 654	19 223
Finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail	95 465	98 501	101 575	105 690
Services professionnels et administratifs	37 027	38 334	39 727	41 529
Éducation	20 226	20 916	21 792	22 273
Soins de santé et assistance sociale	26 693	27 445	27 844	28 944
Arts, spectacles et loisirs	4 354	4 618	4 608	4 754
Hébergement et restauration	9 218	9 428	9 538	9 858
Autres services	10 976	11 340	11 514	11 774
Administration publique	23 564	24 065	24 519	25 509
Production totale	447 367	460 425	472 586	483 505

¹ On trouvera plus de précisions sur les industries de fabrication au tableau 7.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

**Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario par industrie
selon les prix de base de 2003 à 2006**

Tableau 6

	(variation en pourcentage)			
	2003	2004	2005	2006
Industries productrices de biens	0,5	2,1	1,5	(1,8)
Industries primaires	0,3	4,4	3,0	(0,3)
Services publics	(0,6)	3,7	4,9	(2,7)
Construction	3,3	1,6	6,8	5,6
Fabrication ¹	(0,1)	1,1	(0,4)	(3,9)
Industries productrices de services	2,1	4,9	3,1	4,0
Commerce de gros	5,1	4,3	6,1	7,0
Commerce de détail	4,0	3,5	2,8	4,2
Transport et entreposage	(1,5)	2,6	2,8	1,9
Industrie de l'information et industrie culturelle (y compris les télécommunications)	(0,4)	7,8	3,9	3,1
Finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail	1,7	3,2	3,1	4,1
Services professionnels et administratifs	3,5	3,5	3,6	4,5
Éducation	1,7	3,4	4,2	2,2
Soins de santé et assistance sociale	3,6	2,8	1,5	3,9
Arts, spectacles et loisirs	0,7	6,1	(0,2)	3,2
Hébergement et restauration	(7,8)	2,3	1,2	3,4
Autres services	1,7	3,3	1,5	2,3
Administration publique	4,6	2,1	1,9	4,0
Production totale	1,6	2,9	2,6	2,3

¹ On trouvera plus de précisions sur les industries de fabrication au tableau 8.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

**Produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries de fabrication
selon les prix de base de 2003 à 2006**

Tableau 7

	(en millions de dollars enchaînés de 2002)			
	2003	2004	2005	2006
Fabrication	95 557	96 603	96 264	92 480
Aliments, boissons et produits du tabac	10 194	10 457	10 668	10 732
Produits textiles, vêtements et produits en cuir	1 845	1 776	1 594	1 456
Produits en bois et meubles	5 059	5 036	4 977	4 854
Produits en papier et impression	7 074	6 970	7 005	6 091
Produits chimiques et du pétrole	9 840	9 676	9 430	9 136
Produits en plastique et en caoutchouc	5 821	5 624	5 638	5 474
Première transformation des métaux et produits métalliques	13 638	13 034	12 982	12 061
Machines	6 780	6 578	6 953	6 504
Produits électriques et électroniques	5 580	5 889	5 849	6 017
Matériel de transport	25 446	27 485	26 968	25 873
Autres activités de fabrication	4 403	4 455	4 497	4 623

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario pour certaines industries
de fabrication selon les prix de base de 2003 à 2006

Tableau 8

	(variation en pourcentage)			
	2003	2004	2005	2006
Fabrication	(0,1)	1,1	(0,4)	(3,9)
Aliments, boissons et produits du tabac	(0,8)	2,6	2,0	0,6
Produits textiles, vêtements et produits en cuir	(8,6)	(3,7)	(10,2)	(8,7)
Produits en bois et meubles	(6,1)	(0,4)	(1,2)	(2,5)
Produits en papier et impression	(2,2)	(1,5)	0,5	(13,0)
Produits chimiques et du pétrole	1,6	(1,7)	(2,5)	(3,1)
Produits en plastique et en caoutchouc	(0,4)	(3,4)	0,2	(2,9)
Première transformation des métaux et produits métalliques	0,0	(4,4)	(0,4)	(7,1)
Machines	(2,3)	(3,0)	5,7	(6,5)
Produits électriques et électroniques	(6,0)	5,5	(0,7)	2,9
Matériel de transport	4,4	8,0	(1,9)	(4,1)
Autres activités de fabrication	2,0	1,2	0,9	2,8

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Indicateurs du marché du logement de l'Ontario de 2003 à 2006

Tableau 9

	2003	2004	2005	2006
Marché des logements neufs				
Construction résidentielle, en millions de dollars courants	30 542	33 590	35 635	37 677
Variation en pourcentage	8,0	10,0	6,1	5,7
Construction résidentielle réelle (en millions de dollars de 1997)	29 024	30 070	30 622	30 944
Variation en pourcentage	2,6	3,6	1,8	1,1
Mises en chantier de logements (n ^{brc} de logements)	85 180	85 114	78 795	73 417
Variation en pourcentage	1,9	(0,1)	(7,4)	(6,8)
Répartition : logements individuels en secteur urbain (n ^{brc} de logements)	40 849	41 101	33 655	30 369
Variation en pourcentage	(9,2)	0,6	(18,1)	(9,8)
Logements multiples en secteur urbain (n ^{brc} de logements)	40 082	38 795	39 522	37 411
Variation en pourcentage	15,7	(3,2)	1,9	(5,3)
Indice des prix des logements neufs (1997 = 100)	120,0	126,7	132,6	137,5
Variation en pourcentage	4,4	5,6	4,6	3,7
Marché de la revente				
Reventes de logements (n ^{brc} de logements)	184 457	197 353	197 007	194 793
Variation en pourcentage	3,6	7,0	(0,2)	(1,1)
Prix moyen des logements revendus (en dollars)	226 824	245 230	263 042	278 455
Variation en pourcentage	7,5	8,1	7,3	5,9

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble et ministère des Finances de l'Ontario.

Certains indicateurs financiers de 1993 à 2006

Tableau 10

(en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Taux d'intérêt							
Taux d'escompte	5,1	5,8	7,1	4,5	3,5	5,1	4,9
Taux préférentiel	5,9	6,9	8,6	6,1	5,0	6,6	6,4
Obligations d'État (10 ans)	7,2	8,4	8,1	7,2	6,1	5,3	5,6
Bons du Trésor (3 mois)	4,8	5,5	6,9	4,2	3,3	4,7	4,7
Taux d'hypothèque							
5 ans	8,8	9,5	9,2	7,9	7,1	6,9	7,6
1 an	6,9	7,8	8,4	6,2	5,5	6,5	6,8
Endettement des ménages canadiens¹							
Consommation	21,3	22,7	23,5	24,6	26,2	27,7	28,3
Hypothèque	62,2	65,3	65,4	67,5	68,8	69,4	69,0
Total	83,5	88,0	88,9	92,1	95,0	97,1	97,3

Tableau 10 (suite)

(en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Taux d'intérêt							
Taux d'escompte	5,8	4,3	2,7	3,2	2,5	2,9	4,3
Taux préférentiel	7,3	5,8	4,2	4,7	4,0	4,4	5,8
Obligations d'État (10 ans)	5,9	5,5	5,3	4,8	4,6	4,1	4,2
Bons du Trésor (3 mois)	5,5	3,8	2,6	2,9	2,2	2,7	4,0
Taux d'hypothèque							
5 ans	8,3	7,4	7,0	6,4	6,2	6,0	6,7
1 an	7,9	6,1	5,2	4,8	4,6	5,1	6,3
Endettement des ménages canadiens¹							
Consommation	29,7	30,3	31,1	32,7	34,4	36,9	38,1
Hypothèque	67,4	67,0	69,3	72,2	75,2	79,2	82,4
Total	97,1	97,3	100,4	104,9	109,7	116,1	120,6

¹ Pourcentage du revenu disponible des particuliers que représente la dette des ménages canadiens.

Nota : Toutes les données sont des moyennes annuelles.

Sources : Statistique Canada, Finances Canada et Banque du Canada.

Croissance du produit intérieur brut réel de l'Ontario et des pays du G-7
de 1993 à 2006

Tableau 11

	(en pourcentage)						
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ontario	1,0	5,9	3,5	1,1	4,5	4,8	7,5
Canada	2,3	4,8	2,8	1,6	4,2	4,1	5,5
France	(0,9)	2,3	2,1	1,1	2,3	3,5	3,3
Allemagne	(0,8)	2,7	1,9	1,0	1,8	2,0	2,0
Italie	(0,9)	2,2	2,8	0,7	1,9	1,4	1,9
Japon	0,2	1,1	2,0	2,7	1,6	(2,0)	(0,1)
Royaume-Uni	2,3	4,3	2,9	2,8	3,1	3,4	3,0
États-Unis	2,7	4,0	2,5	3,7	4,5	4,2	4,5

Tableau 11 (suite)

	(en pourcentage)						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ontario	5,9	1,8	3,1	1,4	2,5	2,9	2,1
Canada	5,2	1,8	2,9	1,9	3,1	3,1	2,8
France	3,9	1,8	1,0	1,1	2,5	1,7	2,0
Allemagne	3,2	1,2	0,0	(0,2)	1,1	0,8	2,9
Italie	3,6	1,8	0,3	0,0	1,2	0,1	1,9
Japon	2,9	0,2	0,3	1,4	2,7	1,9	2,2
Royaume-Uni	3,8	2,4	2,1	2,8	3,3	1,8	2,8
États-Unis	3,7	0,8	1,6	2,5	3,6	3,1	2,9

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Economic Analysis et Statistique Canada.

Croissance de l'emploi en Ontario et dans les pays du G-7 de 1993 à 2006

Tableau 12

	(en pourcentage)						
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ontario	0,1	1,5	1,7	1,3	2,4	3,1	3,4
Canada	0,5	2,1	1,8	0,9	2,1	2,5	2,6
France	(0,7)	(1,0)	1,4	0,6	(0,4)	1,1	0,9
Allemagne	(1,2)	(0,7)	0,0	(0,4)	(0,4)	1,4	(0,3)
Italie	(3,5)	(1,6)	(0,7)	0,5	0,5	1,0	1,2
Japon	0,2	0,0	0,1	0,4	1,2	(0,7)	(0,8)
Royaume-Uni	(1,4)	0,6	1,0	0,9	1,6	0,9	1,2
États-Unis	1,5	2,3	1,5	1,4	2,2	1,5	1,5

Tableau 12 (suite)

(en pourcentage)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ontario	3,2	1,9	1,8	3,0	1,7	1,3	1,5
Canada	2,5	1,2	2,4	2,4	1,8	1,4	1,9
France	2,6	2,1	0,8	3,1	0,4	0,6	0,9
Allemagne	0,5	0,3	(0,9)	(1,1)	0,0	1,7	2,3
Italie	1,7	1,9	1,3	1,0	1,2	0,7	1,9
Japon	(0,3)	(0,5)	(1,3)	(0,3)	0,3	0,4	0,4
Royaume-Uni	1,3	0,9	0,5	1,0	0,7	0,6	0,5
États-Unis	2,5	0,0	(0,3)	0,9	1,1	1,8	1,9

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

Taux de chômage en Ontario et dans les pays du G-7 de 1993 à 2006

Tableau 13

	(en pourcentage)						
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ontario	10,9	9,6	8,7	9,0	8,4	7,2	6,3
Canada	11,4	10,4	9,5	9,6	9,1	8,3	7,6
France	11,1	11,7	11,1	11,6	11,5	11,1	10,5
Allemagne	7,6	8,2	8,0	8,7	9,4	9,0	8,2
Italie	9,8	10,6	11,2	11,2	11,3	11,4	10,9
Japon	2,5	2,9	3,1	3,4	3,4	4,1	4,7
Royaume-Uni	10,2	9,3	8,5	7,9	6,8	6,1	5,9
États-Unis	6,9	6,1	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2

Tableau 13 (suite)

	(en pourcentage)						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ontario	5,8	6,3	7,1	6,9	6,8	6,6	6,3
Canada	6,8	7,2	7,7	7,6	7,2	6,8	6,3
France	9,1	8,4	8,7	9,5	9,6	9,7	9,5
Allemagne	7,5	7,6	8,3	9,3	9,8	10,6	9,8
Italie	10,1	9,1	8,6	8,4	8,0	7,7	6,8
Japon	4,7	5,0	5,4	5,3	4,7	4,4	4,1
Royaume-Uni	5,3	5,0	5,1	4,9	4,7	4,8	5,3
États-Unis	4,0	4,7	5,8	6,0	5,5	5,1	4,6

Nota : Les données relatives au marché du travail des pays pertinents ont des définitions différentes et présentent de nombreuses ruptures, bien que ces dernières soient souvent mineures.

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

Taux d'inflation de l'IPC en Ontario et dans les pays du G-7 de 1993 à 2006

Tableau 14

	(en pourcentage)						
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ontario	1,8	0,0	2,5	1,6	1,8	0,9	2,0
Canada	1,9	0,1	2,2	1,5	1,7	1,0	1,8
France	2,1	1,7	1,8	2,0	1,2	0,6	0,5
Allemagne	4,4	2,7	1,7	1,4	1,9	0,9	0,6
Italie	4,6	4,1	5,2	4,0	2,0	2,0	1,7
Japon	1,3	0,7	(0,1)	0,1	1,8	0,7	(0,3)
Royaume-Uni	2,5	2,0	2,7	2,5	1,8	1,6	1,3
États-Unis	3,0	2,6	2,8	3,0	2,3	1,6	2,2

Tableau 14 (suite)

	(en pourcentage)						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Ontario	2,9	3,0	2,0	2,7	1,9	2,2	1,8
Canada	2,7	2,5	2,2	2,8	1,8	2,2	2,0
France	1,7	1,6	1,9	2,1	2,1	1,7	1,7
Allemagne	1,5	2,0	1,4	1,0	1,7	2,0	1,7
Italie	2,5	2,8	2,5	2,7	2,2	2,0	2,1
Japon	(0,7)	(0,8)	(0,9)	(0,2)	0,0	(0,3)	0,2
Royaume-Uni	0,8	1,2	1,3	1,4	1,3	2,0	2,3
États-Unis	3,4	2,8	1,6	2,3	2,7	3,4	3,2

Sources : OCDE, U.S. Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada.

Taux de change, G-7, de 1993 à 2006

Tableau 15

	(devise étrangère par dollar canadien)						
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Euro ¹	—	—	—	—	—	—	0,631
France	4,390	4,066	3,637	3,752	4,211	3,968	4,139
Allemagne	1,282	1,188	1,044	1,104	1,251	1,183	1,234
Italie	1 219,8	1 180,7	1 186,9	1 131,6	1 228,5	1 168,2	1 222,5
Japon	86,2	74,8	68,5	79,8	87,3	87,8	76,3
Royaume-Uni	0,517	0,478	0,462	0,470	0,441	0,407	0,416
États-Unis	0,775	0,732	0,729	0,733	0,722	0,674	0,673

Tableau 15 (suite)

	(devise étrangère par dollar canadien)						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Euro ¹	0,730	0,721	0,674	0,632	0,618	0,663	0,702
France	4,787	4,730	—	—	—	—	—
Allemagne	1,427	1,410	—	—	—	—	—
Italie	1 412,4	1 396,6	—	—	—	—	—
Japon	72,6	78,4	79,7	82,7	83,1	90,6	102,5
Royaume-Uni	0,444	0,448	0,424	0,437	0,419	0,453	0,479
États-Unis	0,673	0,646	0,637	0,714	0,768	0,825	0,882

¹ En utilisation depuis le 4 janvier 1999.

Nota : Toutes les données sont des moyennes annuelles.

Source : Banque du Canada.

Principales marchandises¹ exportées² à l'échelle internationale par l'Ontario en 2006 Tableau 16

	Valeur (en millions de dollars)	Pourcentage du total
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	67 808	38,2
Machines et appareils	18 433	10,4
Machines, appareils et matériels électriques	10 552	5,9
Métaux non ferreux et produits connexes	9 875	5,6
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	7 087	4,0
Métaux précieux, pierres et monnaies	6 491	3,7
Produits des industries alimentaires, boissons et tabacs	4 905	2,8
Ameublements de maison, enseignes et constructions préfabriquées	4 635	2,6
Pâte de bois, papier et produits connexes	4 510	2,5
Fonte, fer et acier	3 949	2,2
Autres produits chimiques	3 725	2,1
Produits minéraux	3 550	2,0
Produits pharmaceutiques	3 487	2,0
Ouvrages en fonte, fer ou acier	3 214	1,8
Matériel scientifique, professionnel et photographique; horloges	2 511	1,4
Bois et produits du bois	2 432	1,4
Produits chimiques inorganiques, éléments chimiques et composés	1 907	1,1
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	1 888	1,1
Produits du règne végétal, graisses et huiles	1 864	1,1
Biens de navigation aérienne ou spatiale et leurs parties	1 670	0,9
Produits chimiques organiques	1 618	0,9
Animaux vivants et produits du règne animal	1 384	0,8
Ouvrages en pierre, ciment, produits céramiques et verre	1 296	0,7
Matières textiles et ouvrages en ces matières	1 286	0,7
Imprimés	696	0,4
Peaux, cuirs, articles de voyage et fourrures	456	0,3
Véhicules et matériel pour voies ferrées et leurs parties	387	0,2
Vêtements et accessoires	357	0,2
Jouets, jeux et articles pour sports	324	0,2
Autres textiles et articles vestimentaires	261	0,1
Ouvrages divers et objets d'art	215	0,1
Biens de navigation maritime et fluviale	63	0,0
Coiffures, parapluies, fleurs artificielles	32	0,0
Chaussures	20	0,0
Autres marchandises ³	4 479	2,5
Total des exportations	177 365	100,0

¹ La définition que donne le ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario du regroupement des produits s'appuie sur les codes à deux chiffres du Système harmonisé. Les données proviennent des douanes.

² Les exportations intérieures excluent les réexportations.

³ Les autres marchandises comprennent les transactions spéciales.

Source : Industrie Canada.

Principales marchandises¹ importées à l'échelle internationale par l'Ontario en 2006 Tableau 17

	Valeur (en millions de dollars)	Pourcentage du total
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	52 026	22,3
Machines et appareils	40 023	17,1
Machines, appareils et matériels électriques	25 935	11,1
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	9 414	4,0
Matériel scientifique, professionnel et photographique; horloges	8 156	3,5
Autres produits chimiques	8 079	3,5
Métaux non ferreux et produits connexes	8 008	3,4
Produits pharmaceutiques	7 238	3,1
Produits des industries alimentaires, boissons et tabacs	6 566	2,8
Produits minéraux	6 017	2,6
Fonte, fer et acier	5 206	2,2
Produits chimiques organiques	4 910	2,1
Produits du règne végétal, graisses et huiles	4 575	2,0
Ouvrages en fonte, fer ou acier	4 429	1,9
Métaux précieux, pierres et monnaies	4 377	1,9
Ameublements de maison, enseignes et constructions préfabriquées	4 333	1,9
Pâte de bois, papier et produits connexes	4 277	1,8
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	3 380	1,4
Ouvrages en pierre, ciment, produits céramiques et verre	2 827	1,2
Vêtements et accessoires	2 820	1,2
Imprimés	2 507	1,1
Jouets, jeux et articles pour sports	2 281	1,0
Matières textiles et ouvrages en ces matières	2 268	1,0
Biens de navigation aérienne ou spatiale et leurs parties	1 885	0,8
Animaux vivants et produits du règne animal	1 774	0,8
Bois et produits du bois	1 385	0,6
Produits chimiques inorganiques, éléments chimiques et composés	1 155	0,5
Véhicules et matériel pour voies ferrées et leurs parties	862	0,4
Peaux, cuirs, articles de voyage et fourrures	760	0,3
Ouvrages divers et objets d'art	723	0,3
Chaussures	699	0,3
Autres textiles et articles vestimentaires	539	0,2
Biens de navigation maritime et fluviale	359	0,2
Coiffures, parapluies, fleurs artificielles	164	0,1
Autres marchandises ²	3 628	1,6
Total des importations	233 586	100,0

¹ La définition que donne le ministère du Développement économique et du Commerce de l'Ontario du regroupement des produits s'appuie sur les codes à deux chiffres du Système harmonisé. Les données proviennent des douanes.

² Les autres marchandises comprennent les réexpéditions d'une province à l'autre en passant par un territoire étranger et les transactions spéciales.

Source : Industrie Canada.

Commerce international de l'Ontario avec les principales régions en 2006¹

Tableau 18

	Exportations (en millions de dollars)	Pourcentage du total	Importations (en millions de dollars)	Pourcentage du total
États-Unis	153 459	86,5	152 341	65,2
Union européenne	10 964	6,2	19 931	8,5
Allemagne	954	0,5	5 150	2,2
Royaume-Uni	5 878	3,3	3 360	1,4
Italie	343	0,2	2 284	1,0
France	1 000	0,6	1 928	0,8
Irlande	146	0,1	1 701	0,7
Autres pays d'Europe	2 615	1,5	2 366	1,0
Asie-Pacifique	5 527	3,1	38 822	16,6
Chine ²	1 840	1,0	18 020	7,7
Japon	1 085	0,6	8 501	3,6
Amérique latine	2 953	1,7	16 448	7,0
Mexique	1 967	1,1	12 176	5,2
Antilles	435	0,2	189	0,1
Moyen-Orient	822	0,5	976	0,4
Afrique	590	0,3	699	0,3
Réimportations (Canada)	—	0,0	1 814	0,8
Total	177 365	100,0	233 586	100,0

¹ Les données proviennent des douanes et ne comprennent pas les réexportations.

² L'espace économique chinois comprend la Chine, Hong Kong et la Mongolie.

Source : Industrie Canada.

Commerce international du Canada avec les principales régions en 2006¹

Tableau 19

	Exportations (en millions de dollars)	Pourcentage du total	Importations (en millions de dollars)	Pourcentage du total
États-Unis	336 707	81,9	217 638	54,9
Union européenne	26 405	6,4	49 278	12,4
Allemagne	3 482	0,8	11 128	2,8
Royaume-Uni	9 219	2,2	10 847	2,7
Italie	1 806	0,4	4 918	1,2
France	2 417	0,6	5 186	1,3
Irlande	347	0,1	2 556	0,6
Autres pays d'Europe	4 162	1,0	9 382	2,4
Asie-Pacifique	29 569	7,2	74 122	18,7
Chine ²	8 500	2,1	35 194	8,9
Japon	9 221	2,2	15 327	3,9
Amérique latine	7 905	1,9	27 317	6,9
Mexique	4 031	1,0	16 009	4,0
Antilles	1 244	0,3	1 776	0,4
Moyen-Orient	2 966	0,7	5 330	1,3
Afrique	2 347	0,6	8 422	2,1
Réimportations (Canada)	—	0,0	3 362	0,8
Total	411 305	100,0	396 626	100,0

¹ Les données proviennent des douanes et ne comprennent pas les réexportations.

² L'espace économique chinois comprend la Chine, Hong Kong et la Mongolie.

Source : Industrie Canada.

Certaines caractéristiques démographiques de l'Ontario de 1991 à 2007¹

Tableau 20

	Estimations intercensitaires		Estimations postcensitaires ²						
	1991	1996	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Population totale (en milliers)	10 428	11 083	11 898	12 102	12 263	12 420	12 565	12 705	12 804
Croissance annuelle moyenne par rapport à l'année précédente (%)	2,0	1,2	1,4	1,7	1,3	1,3	1,2	1,1	0,8
Âge médian (en années)	33,3	35,0	36,7	37,0	37,4	37,7	37,9	38,2	n.d.
Répartition des groupes d'âge (en pourcentage)									
0 à 4	7,0	6,8	6,0	5,8	5,6	5,5	5,4	5,3	n.d.
5 à 14	13,1	13,5	13,5	13,4	13,2	13,0	12,8	12,5	n.d.
15 à 24	14,5	13,2	13,4	13,4	13,5	13,5	13,6	13,6	n.d.
25 à 44	34,2	32,9	31,5	31,3	30,9	30,6	30,3	29,9	n.d.
45 à 64	19,6	21,3	23,2	23,6	24,1	24,6	25,2	25,8	n.d.
65 à 74	7,0	7,3	7,0	6,9	6,9	6,8	6,8	6,8	n.d.
75 ans +	4,6	5,0	5,6	5,7	5,8	5,9	6,0	6,1	n.d.
Taux de fertilité total ³	1,7	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	n.d.	n.d.
Espérance de vie (en années) ³									
Femmes	80,8	81,3	82,2	82,2	82,4	82,7	n.d.	n.d.	n.d.
Hommes	75,0	75,9	77,5	77,7	77,8	78,3	n.d.	n.d.	n.d.
Familles (en milliers) ⁴	2 727	2 933	3 191	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	3 422	n.d.
Ménages (en milliers) ⁴	3 638	3 925	4 219	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	4 555	n.d.

¹ Les données sur la population sont celles du 1^{er} juillet (année de recensement).

² Les estimations de Statistique Canada sont fondées sur le recensement de 2001 et ont été rajustées pour tenir compte du sous-dénombrement net dans le cadre du recensement.

³ Données de l'année civile.

⁴ Les estimations couvrant les familles et les ménages sont tirées des données de recensement.

Source : Statistique Canada.

**Composantes de la croissance de la population de l'Ontario
de 1997-1998 à 2006-2007¹**

Tableau 21

	(en milliers)				
	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002
Population au début de la période	11 228	11 367	11 506	11 685	11 898
Naissances	133	131	131	128	129
Décès	80	80	81	81	81
Immigrants	106	92	117	150	153
Émigrants nets ²	26	24	24	23	19
Variation nette du nombre de résidents non permanents	(3)	6	16	21	17
Immigration interprovinciale	75	73	79	75	70
Émigration interprovinciale	66	56	57	56	65
Croissance de la population pendant la période	139	139	179	212	204
Population à la fin de la période³	11 367	11 506	11 685	11 898	12 102
Croissance de la population (en pourcentage)	1,2	1,2	1,6	1,8	1,7

Tableau 21 (suite)

(en milliers)

	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Population au début de la période	12 102	12 263	12 420	12 565	12 705
Naissances	129	133	133	134	134
Décès	83	84	84	87	90
Immigrants	110	128	130	133	115
Émigrants nets ²	18	17	20	20	21
Variation nette du nombre de résidents non permanents	22	5	(1)	(2)	(5)
Immigration interprovinciale	64	57	59	56	71
Émigration interprovinciale	64	64	71	73	108
Croissance de la population pendant la période	161	158	145	140	99
Population à la fin de la période³	12 263	12 420	12 565	12 705	12 804
Croissance de la population (en pourcentage)	1,3	1,3	1,2	1,1	0,8

¹ Les données couvrent la période du 1^{er} juillet au 30 juin (année de recensement).

² Émigrants nets = émigrants plus émigrants temporaires nets moins émigrants de retour.

³ Le total des composantes ne correspond pas à la variation démographique totale en raison des erreurs résiduelles.

Source : Statistique Canada. Les estimations sont fondées sur le recensement de 2001 et ont été rajustées pour tenir compte du sous-dénombrement net dans le cadre du recensement.

Population active de l'Ontario de 1993 à 2006
Tableau 22

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Population active (en milliers)	5 544	5 548	5 589	5 680	5 776	5 877	6 018
Croissance annuelle de la population active (en pourcentage)	0,3	0,1	0,7	1,6	1,7	1,7	2,4
Taux d'activité (en pourcentage)							
Hommes	74,3	73,4	72,7	72,6	72,8	72,5	73,1
Femmes	59,4	58,8	58,6	58,9	59,0	59,6	60,3
Répartition de la population (en pourcentage)							
Jeunes (15 à 24 ans)	17,3	16,8	16,4	16,2	15,9	15,8	16,1
Travailleurs plus âgés (45 ans et plus)	28,1	28,8	29,1	29,5	30,2	30,7	31,4

Tableau 22 (suite)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Population active (en milliers)	6 173	6 327	6 494	6 676	6 775	6 849	6 927
Croissance annuelle de la population active (en pourcentage)	2,6	2,5	2,6	2,8	1,5	1,1	1,1
Taux d'activité (en pourcentage)							
Hommes	73,3	73,4	73,6	74,3	74,1	73,5	72,8
Femmes	61,0	61,4	62,0	63,0	63,0	62,7	62,9
Répartition de la population (en pourcentage)							
Jeunes (15 à 24 ans)	16,4	16,3	16,4	16,3	16,2	15,9	15,9
Travailleurs plus âgés (45 ans et plus)	32,0	32,6	33,4	34,7	35,4	36,1	37,1

Source : Statistique Canada.

Emplois en Ontario de 1993 à 2006
Tableau 23

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Total des emplois (en milliers)	4 938	5 014	5 100	5 167	5 291	5 453	5 637
Hommes	2 673	2 714	2 761	2 791	2 870	2 936	3 035
Femmes	2 265	2 300	2 339	2 376	2 421	2 518	2 602
Croissance annuelle de l'emploi (en pourcentage)	0,1	1,5	1,7	1,3	2,4	3,1	3,4
Création d'emploi nette (en milliers)	5	76	86	67	124	162	183
Emplois du secteur privé (en milliers)	3 200	3 262	3 375	3 440	3 508	3 649	3 784
Emplois du secteur public (en milliers)	1 027	1 028	1 003	977	938	938	962
Emplois liés au travail autonome (en milliers)	711	724	723	750	845	867	891
Emplois dans le secteur manufacturier (pourcentage du total)	16,6	16,8	17,2	17,6	17,7	18,0	18,4
Emplois dans le secteur des services (pourcentage du total)	73,7	73,8	73,6	73,5	73,5	73,3	72,8
Emplois à temps partiel (pourcentage du total)	19,5	19,0	18,7	19,2	19,2	18,7	18,0
Moyenne d'heures travaillées par semaine ¹	37,2	37,6	37,3	37,6	37,8	37,8	38,0

Tableau 23 (suite)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total des emplois (en milliers)	5 817	5 926	6 031	6 213	6 317	6 398	6 493
Hommes	3 125	3 167	3 209	3 301	3 349	3 390	3 418
Femmes	2 692	2 759	2 822	2 912	2 967	3 008	3 074
Croissance annuelle de l'emploi (en pourcentage)	3,2	1,9	1,8	3,0	1,7	1,3	1,5
Création d'emploi nette (en milliers)	180	109	105	182	103	81	95
Emplois du secteur privé (en milliers)	3 930	4 052	4 116	4 249	4 278	4 330	4 388
Emplois du secteur public (en milliers)	994	1 002	1 038	1 050	1 107	1 140	1 170
Emplois liés au travail autonome (en milliers)	894	873	878	914	932	928	935
Emplois dans le secteur manufacturier (pourcentage du total)	18,5	18,0	18,1	17,6	17,4	16,6	15,5
Emplois dans le secteur des services (pourcentage du total)	72,9	73,4	73,4	73,8	74,1	74,4	75,3
Emplois à temps partiel (pourcentage du total)	18,0	17,8	18,3	18,5	18,1	18,1	17,7
Moyenne d'heures travaillées par semaine ¹	38,0	37,5	37,3	36,6	37,1	37,3	36,9

¹ Moyenne d'heures travaillées par semaine pour tous les emplois, en excluant les personnes qui ne sont pas au travail, durant la semaine de référence.

Source : Statistique Canada.

Chômage en Ontario de 1993 à 2006							Tableau 24
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Total des chômeurs (en milliers)	605	535	489	513	485	424	382
Taux de chômage (en pourcentage)	10,9	9,6	8,7	9,0	8,4	7,2	6,3
Hommes	11,5	10,0	8,9	9,0	8,1	7,2	6,2
Femmes	10,2	9,2	8,6	9,1	8,7	7,3	6,5
RMR de Toronto ¹	11,3	10,4	8,6	9,1	7,9	7,0	6,1
Nord de l'Ontario	12,7	11,7	10,0	10,7	10,4	11,1	9,1
Jeunes (15 à 24 ans)	17,7	15,7	14,7	14,9	16,4	14,5	13,2
Travailleurs plus âgés (45 ans et plus)	7,7	7,1	6,5	6,4	5,9	5,3	4,2
Chômage (pourcentage du total)							
De longue durée (27 semaines et plus)	33,5	32,6	29,5	28,2	25,5	21,9	19,1
Jeunes (15 à 24 ans)	28,1	27,5	27,7	26,8	31,0	31,6	33,7
Travailleurs plus âgés (45 ans et plus)	19,7	21,2	21,6	20,8	21,4	22,6	20,8
Durée moyenne (semaines) ²	26,9	27,7	25,9	24,8	26,5	23,2	21,3
Jeunes (15 à 24 ans)	18,3	17,9	16,3	15,4	13,8	12,8	11,6
Travailleurs plus âgés (45 ans et plus)	34,0	34,9	33,4	31,0	42,2	39,0	34,2

Tableau 24 (suite)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total des chômeurs (en milliers)	356	401	462	463	459	451	435
Taux de chômage (en pourcentage)	5,8	6,3	7,1	6,9	6,8	6,6	6,3
Hommes	5,6	6,5	7,4	7,1	6,9	6,6	6,4
Femmes	6,0	6,2	6,8	6,8	6,6	6,5	6,2
RMR de Toronto ¹	5,5	6,3	7,4	7,7	7,5	7,0	6,6
Nord de l'Ontario	8,3	8,0	8,1	7,4	7,8	7,0	7,4
Jeunes (15 à 24 ans)	11,9	12,5	13,9	14,4	14,1	13,9	13,1
Travailleurs plus âgés (45 ans et plus)	4,0	4,4	4,7	4,7	4,5	4,7	4,3
Chômage (pourcentage du total)							
De longue durée (27 semaines et plus)	15,4	12,8	15,5	16,2	15,6	15,1	14,3
Jeunes (15 à 24 ans)	33,7	32,2	32,1	33,9	33,9	33,5	33,3
Travailleurs plus âgés (45 ans et plus)	22,4	22,9	22,0	23,5	23,4	25,9	25,4
Durée moyenne (semaines) ²	17,7	15,3	16,3	17,0	16,1	16,1	15,8
Jeunes (15 à 24 ans)	9,8	8,6	9,4	9,4	8,8	8,7	8,7
Travailleurs plus âgés (45 ans et plus)	28,4	25,6	24,4	27,2	24,3	23,9	23,7

¹ Région métropolitaine de recensement. La RMR de Toronto comprend la ville de Toronto; les régions de York, de Peel et de Halton (à l'exclusion de Burlington); Uxbridge, Pickering, Ajax, Mono, Orangeville, New Tecumseth et Bradford West Gwillimbury.

² Avant 1997, les périodes de chômage de 100 semaines ou plus étaient inscrites comme 99 semaines, car le système ne traitait que deux chiffres. Cette contrainte ne s'applique pas aux années ultérieures à 1996.

Source : Statistique Canada.

Assurance-emploi (a.-e.) et aide sociale en Ontario de 1993 à 2006

Tableau 25

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Bénéficiaires ordinaires de l'a.-e. (en milliers)	294	228	181	180	151	131	110
Maximum de la rémunération assurable annuelle aux fins de l'a.-e. (en dollars)	38 740	40 560	42 380	39 000	39 000	39 000	39 000
Allocation hebdomadaire maximale d'a.-e. (en dollars)	447/425 ¹	445/429 ¹	448	465/413 ¹	413	413	413
Cotisation à l'a.-e. de l'employeur (\$/100 \$ de gains assurables)	4,20	4,30	4,20	4,13	4,06	3,78	3,57
de l'employé (\$/100 \$ de gains assurables)	3,00	3,07	3,00	2,95	2,90	2,70	2,55
Total des prestations d'a.-e. versées (en millions de dollars) ²	5 406	4 511	3 796	3 653	3 436	3 141	3 051
Cotisations d'a.-e. versées (en millions de dollars) ²	7 567	8 067	7 929	7 582	8 173	7 679	7 614
Bénéficiaires de l'aide sociale (en milliers) ⁴	660	673	660	599	568	529	479

Tableau 25 (suite)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Bénéficiaires ordinaires de l'a.-e. (en milliers)	101	122	136	142	136	132	129
Maximum de la rémunération assurable annuelle aux fins de l'a.-e. (en dollars)	39 000	39 000	39 000	39 000	39 000	39 000	39 000
Allocation hebdomadaire maximale d'a.-e. (en dollars)	413	413	413	413	413	413	413
Cotisation à l'a.-e. de l'employeur (\$/100 \$ de gains assurables)	3,36	3,15	3,08	2,94	2,77	2,73	2,62
de l'employé (\$/100 \$ de gains assurables)	2,40	2,25	2,20	2,10	1,98	1,95	1,87
Total des prestations d'a.-e. versées (en millions de dollars) ²	2 787	3 524	4 328	4 342	4 429	4 325	4 421
Cotisations d'a.-e. versées (en millions de dollars) ²	7 671	7 477	7 384	7 282	6 913	7 108	6 332 ³
Bénéficiaires de l'aide sociale (en milliers) ⁴	436	408	411	413	418	431	443

¹ L'allocation hebdomadaire maximale d'a.-e. pour 1993, 1994 et 1996 a été modifiée en cours d'exercice.

² Les prestations d'a.-e. sont traitées selon la méthode de la comptabilité de caisse et les cotisations, selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

³ Les cotisations versées en 2006 sont des estimations du ministère des Finances de l'Ontario.

⁴ Le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale de 1998 à 2006 englobe le programme Ontario au travail, le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, le programme d'aide pour soins temporaires et le programme Aide à l'égard d'enfants qui ont un handicap grave. La *Loi sur le programme Ontario au travail* a été promulguée en mai 1998 et a remplacé la *Loi sur l'aide sociale générale*. La *Loi sur le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées* a été promulguée en juin 1998.

Sources : Statistique Canada, Ressources humaines et Développement social Canada, ministère des Finances Canada, ministère des Finances de l'Ontario et ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario.

Rémunération du travail en Ontario de 1993 à 2006

Tableau 26

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Gains hebdomadaires moyens (en dollars) ¹	612,33	628,16	634,17	649,55	663,73	672,67	683,70
Augmentation (en pourcentage)	2,3	2,6	1,0	2,4	2,2	1,3	1,6
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	1,8	0,0	2,5	1,6	1,8	0,9	2,0
Augmentation des GHM moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	0,5	2,6	(1,5)	0,8	0,4	0,4	(0,4)
GHM – secteur manufacturier (en dollars)	739,20	761,95	770,80	794,09	821,28	841,78	852,13
Augmentation (en pourcentage)	3,2	3,1	1,2	3,0	3,4	2,5	1,2
Augmentation moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	1,4	3,1	(1,3)	1,4	1,6	1,6	(0,8)
Augmentations obtenues par règlement (en pourcentage) ²							
Tous les secteurs	1,0	0,4	1,0	1,1	1,6	1,6	2,1
Secteur public	0,5	0,1	0,2	0,3	0,7	1,3	1,4
Secteur privé	1,9	1,1	1,7	2,2	3,3	2,1	3,1
Jours-personnes perdus en raison de grèves et de lockouts (en milliers)	371	488	477	1 915	1 904	1 061	651
Salaire minimum – fin de l'année (taux horaire)	6,35	6,70	6,85	6,85	6,85	6,85	6,85

Tableau 26 (suite)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Gains hebdomadaires moyens (en dollars) ¹	700,12	709,37	722,97	731,07	743,43	764,52	782,02
Augmentation (en pourcentage)	2,4	1,3	1,9	1,1	1,7	2,8	2,3
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	2,9	3,0	2,0	2,7	1,9	2,2	1,8
Augmentation des GHM moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	(0,5)	(1,7)	(0,1)	(1,6)	(0,2)	0,6	0,5
GHM – secteur manufacturier (en dollars)	869,40	884,38	909,22	918,82	935,25	955,16	970,15
Augmentation (en pourcentage)	2,0	1,7	2,8	1,1	1,8	2,1	1,6
Augmentation moins l'inflation de l'IPC (en pourcentage)	(0,9)	(1,3)	0,8	(1,6)	(0,1)	(0,1)	(0,2)
Augmentations obtenues par règlement (en pourcentage) ²							
Tous les secteurs	2,6	3,0	3,0	3,1	2,9	2,7	2,5
Secteur public	2,7	2,9	2,9	3,5	3,2	2,7	3,0
Secteur privé	2,4	3,0	3,0	1,9	2,7	2,4	1,8
Jours-personnes perdus en raison de grèves et de lockouts (en milliers)	650	672	1 511	495	487	403	395
Salaire minimum – fin de l'année (taux horaire)	6,85	6,85	6,85	6,85	7,15	7,45	7,75

¹ Les gains hebdomadaires moyens (GHM) comprennent les heures supplémentaires. En 2001, Statistique Canada a cessé d'utiliser la Classification type des industries (CTI) de 1980 et a adopté le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour évaluer les GHM.

² Les augmentations obtenues par règlement salarial portent sur les ententes salariales touchant 200 employés et plus, ministère du Travail de l'Ontario.

Sources : Statistique Canada, ministère du Travail de l'Ontario et ministère des Finances de l'Ontario.

Emplois par profession en Ontario de 1995 à 2006
Tableau 27

(en milliers)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Gestion	544	535	546	550	546	562
Affaires, finance et administration	982	981	974	1 010	1 031	1 056
Sciences naturelles et appliquées	304	295	327	354	398	427
Santé	258	253	267	264	272	280
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	398	400	403	422	442	453
Arts, culture, sports et loisirs	142	149	149	156	169	172
Ventes et services	1 152	1 185	1 199	1 237	1 281	1 342
Métiers, transports et machinerie	756	769	808	825	820	835
Professions propres au secteur primaire	142	141	143	138	152	142
Transformation, fabrication et services publics	423	459	477	496	526	548
Total	5 100	5 167	5 291	5 453	5 637	5 817

Tableau 27 (suite)

(en milliers)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Gestion	551	562	587	620	625	660
Affaires, finance et administration	1 115	1 119	1 149	1 203	1 176	1 225
Sciences naturelles et appliquées	455	445	448	437	470	469
Santé	291	321	332	345	346	356
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	468	472	474	476	544	547
Arts, culture, sports et loisirs	183	177	188	200	199	199
Ventes et services	1 359	1 393	1 457	1 435	1 448	1 479
Métiers, transports et machinerie	850	867	890	899	910	912
Professions propres au secteur primaire	130	123	131	134	143	158
Transformation, fabrication et services publics	524	552	558	568	537	489
Total	5 926	6 031	6 213	6 317	6 398	6 493

Nota : Groupes de professions fondés sur la Classification nationale des professions (CNP) de Statistique Canada de 2001 (NOC-S).

Source : Statistique Canada.

Répartition des emplois par profession en Ontario de 1995 à 2006

Tableau 28

	(en pourcentage)					
	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Gestion	10,7	10,4	10,3	10,1	9,7	9,7
Affaires, finance et administration	19,2	19,0	18,4	18,5	18,3	18,1
Sciences naturelles et appliquées	6,0	5,7	6,2	6,5	7,1	7,3
Santé	5,1	4,9	5,1	4,8	4,8	4,8
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	7,8	7,7	7,6	7,7	7,8	7,8
Arts, culture, sports et loisirs	2,8	2,9	2,8	2,9	3,0	3,0
Ventes et services	22,6	22,9	22,7	22,7	22,7	23,1
Métiers, transports et machinerie	14,8	14,9	15,3	15,1	14,5	14,4
Professions propres au secteur primaire	2,8	2,7	2,7	2,5	2,7	2,4
Transformation, fabrication et services publics	8,3	8,9	9,0	9,1	9,3	9,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 28 (suite)

(en pourcentage)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Gestion	9,3	9,3	9,4	9,8	9,8	10,2
Affaires, finance et administration	18,8	18,6	18,5	19,0	18,4	18,9
Sciences naturelles et appliquées	7,7	7,4	7,2	6,9	7,3	7,2
Santé	4,9	5,3	5,3	5,5	5,4	5,5
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	7,9	7,8	7,6	7,5	8,5	8,4
Arts, culture, sports et loisirs	3,1	2,9	3,0	3,2	3,1	3,1
Ventes et services	22,9	23,1	23,5	22,7	22,6	22,8
Métiers, transports et machinerie	14,3	14,4	14,3	14,2	14,2	14,1
Professions propres au secteur primaire	2,2	2,0	2,1	2,1	2,2	2,4
Transformation, fabrication et services publics	8,8	9,1	9,0	9,0	8,4	7,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Nota : Groupes de professions fondés sur la Classification nationale des professions (CNP) de Statistique Canada de 2001 (NOC-S).

Source : Statistique Canada.

Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1997 à 2006
Tableau 29

	(en milliers)				
	1997	1998	1999	2000	2001
Industries productrices de biens	1 404	1 457	1 533	1 576	1 575
Industries primaires	141	143	152	133	119
Agriculture	100	105	114	98	84
Fabrication	935	981	1,035	1,075	1,068
Construction	280	285	298	323	336
Services publics	48	48	49	46	51
Industries productrices de services	3 887	3 996	4 103	4 241	4 352
Commerce	791	799	838	877	928
Transport et entreposage	249	261	259	273	275
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	371	370	378	379	389
Services professionnels, scientifiques et techniques	347	371	393	415	437
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	195	208	222	242	241
Services d'éducation	342	345	363	367	358
Soins de santé et assistance sociale	496	518	515	541	559
Information, culture et loisirs	248	244	258	282	303
Hébergement et services de restauration	318	335	337	337	331
Administration publique	279	284	286	281	283
Autres services	252	263	254	248	248
Total - emploi	5 291	5 453	5 637	5 817	5 926

Tableau 29 (suite) : Situation de l'emploi en Ontario par industrie de 1997 à 2006

	(en milliers)				
	2002	2003	2004	2005	2006
Industries productrices de biens	1 603	1 630	1 639	1 637	1 601
Industries primaires	112	113	113	128	139
Agriculture	77	82	79	93	100
Fabrication	1 094	1 093	1 100	1 064	1 007
Construction	345	369	368	395	405
Services publics	53	55	58	50	49
Industries productrices de services	4 428	4 584	4 678	4 761	4 892
Commerce	923	945	970	995	1 016
Transport et entreposage	279	290	295	289	296
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	393	415	436	452	477
Services professionnels, scientifiques et techniques	436	449	441	443	454
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	247	264	278	283	296
Services d'éducation	369	376	390	428	445
Soins de santé et assistance sociale	582	612	635	626	638
Information, culture et loisirs	298	289	303	301	320
Hébergement et services de restauration	361	370	366	364	373
Administration publique	293	310	312	322	315
Autres services	247	264	254	257	264
Total – emploi	6 031	6 213	6 317	6 398	6 493

Nota : Groupes de professions fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Source : Statistique Canada.

Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1997 à 2006

Tableau 30

	(variation en pourcentage)				
	1997	1998	1999	2000	2001
Industries productrices de biens	2,6	3,8	5,2	2,8	(0,1)
Industries primaires	(5,9)	1,6	5,9	(12,5)	(10,0)
Agriculture	(3,0)	5,0	8,1	(13,6)	(14,7)
Fabrication	3,1	4,8	5,6	3,8	(0,6)
Construction	7,4	1,9	4,3	8,4	4,2
Services publics	(5,0)	0,2	1,9	(5,7)	11,0
Industries productrices de services	2,3	2,8	2,7	3,4	2,6
Commerce	2,1	1,1	4,8	4,7	5,9
Transport et entreposage	1,6	4,8	(0,5)	5,2	0,7
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	0,7	(0,2)	2,2	0,2	2,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	11,1	6,7	5,9	5,6	5,5
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	9,0	6,7	7,1	8,8	(0,4)
Services d'éducation	0,4	0,8	5,2	1,0	(2,4)
Soins de santé et assistance sociale	(1,4)	4,5	(0,7)	5,1	3,4
Information, culture et loisirs	5,6	(1,8)	5,9	9,2	7,3
Hébergement et services de restauration	2,3	5,1	0,7	0,1	(1,9)
Administration publique	(3,2)	1,6	0,9	(1,8)	0,9
Autres services	3,3	4,6	(3,3)	(2,4)	(0,3)
Total – emploi	2,4	3,1	3,4	3,2	1,9

Tableau 30 (suite) : Croissance de l'emploi en Ontario par industrie de 1997 à 2006

	(variation en pourcentage)				
	2002	2003	2004	2005	2006
Industries productrices de biens	1,8	1,7	0,6	(0,1)	(2,2)
Industries primaires	(6,4)	1,0	0,2	13,2	8,8
Agriculture	(8,4)	6,3	(3,2)	18,0	7,8
Fabrication	2,5	(0,1)	0,6	(3,3)	(5,3)
Construction	2,4	7,1	(0,4)	7,4	2,6
Services publics	3,1	3,0	7,2	(14,6)	(1,8)
Industries productrices de services	1,8	3,5	2,1	1,8	2,8
Commerce	(0,6)	2,4	2,6	2,6	2,1
Transport et entreposage	1,4	4,1	1,5	(1,8)	2,3
Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail	1,1	5,6	5,0	3,8	5,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	(0,2)	2,8	(1,6)	0,5	2,3
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	2,5	7,0	5,0	1,8	4,7
Services d'éducation	3,2	1,8	3,7	9,8	3,8
Soins de santé et assistance sociale	4,0	5,1	3,8	(1,4)	1,9
Information, culture et loisirs	(1,5)	(3,0)	4,7	(0,8)	6,3
Hébergement et services de restauration	9,2	2,4	(1,1)	(0,4)	2,4
Administration publique	3,5	5,6	0,9	3,3	(2,5)
Autres services	(0,3)	7,1	(4,1)	1,3	2,8
Total – emploi	1,8	3,0	1,7	1,3	1,5

Nota : Groupes de professions fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

Source : Statistique Canada.

Niveau d'emploi en Ontario, par région économique, de 1996 à 2006

Tableau 31

	(en milliers)					
	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Ontario	5 167	5 291	5 453	5 637	5 817	5 926
Région :*						
Est	675	686	723	749	758	784
Ottawa (510)	506	513	539	552	572	593
Kingston-Pembroke (515)	169	173	184	197	186	192
Région du grand Toronto (530)¹	2 237	2 336	2 407	2 481	2 581	2 665
Centre	1 202	1 222	1 267	1 311	1 358	1 363
Muskoka-Kawarths (520)	146	147	148	156	159	152
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	475	493	512	541	550	559
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	580	582	607	614	649	651
Sud-Ouest	697	702	711	741	760	755
London (560)	278	282	285	298	307	305
Windsor-Sarnia (570)	278	276	284	293	302	302
Stratford-péninsule Bruce (580)	141	144	142	149	152	148
Nord	356	345	345	356	360	359
Nord-Est (590)	246	240	241	246	249	251
Nord-Ouest (595)	110	105	104	110	111	107

Tableau 31 (suite)

(en milliers)

	2002	2003	2004	2005	2006
Ontario	6 031	6 213	6 317	6 398	6 493
Région :*					
Est	793	816	818	830	844
Ottawa (510)	595	617	614	624	642
Kingston-Pembroke (515)	199	199	204	205	202
Région du grand Toronto (530)¹	2 721	2 799	2 854	2 912	2 947
Centre	1 387	1 451	1 476	1 494	1 529
Muskoka-Kawarths (520)	155	175	180	170	181
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	579	597	611	637	655
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	653	680	686	687	693
Sud-Ouest	765	775	801	797	812
London (560)	307	317	330	328	331
Windsor-Sarnia (570)	306	307	307	315	324
Stratford-péninsule Bruce (580)	151	150	164	155	157
Nord	365	371	367	364	360
Nord-Est (590)	251	254	255	256	256
Nord-Ouest (595)	113	117	112	108	105

* Les écarts types varient considérablement selon les régions et décroissent à mesure qu'augmente la taille de la région.

¹ La région économique 530 correspond de très près à la région du grand Toronto, la seule différence étant que la ville de Burlington n'y est pas comprise.

Nota : Tous les chiffres représentent le niveau d'emploi annuel moyen.

Sources : Statistique Canada.

Niveau d'emploi en Ontario, par industrie, par région économique, 2006

Tableau 32

(en milliers)

	Toutes les industries	Agriculture	Ressources ¹	Fabrication
Ontario	6 493	100	39	1 007
Région :				
Est	844	14	2	83
Ottawa (510)	642	8	—	56
Kingston-Pembroke (515)	202	6	—	27
Région du grand Toronto (530)	2 947	8	5	448
Centre	1 529	36	5	275
Muskoka-Kawarthas (520)	181	5	2	24
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	655	11	2	137
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	693	20	2	114
Sud-Ouest	812	38	4	166
London (560)	331	13	—	62
Windsor-Sarnia (570)	324	9	—	76
Stratford-péninsule Bruce (580)	157	16	3	28
Nord	360	5	23	35
Nord-Est (590)	256	4	18	24
Nord-Ouest (595)	105	—	5	11

Tableau 32 (suite)

(en milliers)

	Construction	Distribution ²	Finances, services professionnels et gestion d'entreprises ³	Information, culture et loisirs ⁴
Ontario	405	590	1 226	320
Région :				
Est	44	57	148	42
Ottawa (510)	32	39	121	35
Kingston-Pembroke (515)	11	17	27	7
Région du grand Toronto (530)	176	296	697	169
Centre	114	137	232	67
Muskoka-Kawarthas (520)	16	15	23	9
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	49	57	101	27
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	49	65	108	31
Sud-Ouest	48	68	109	29
London (560)	18	27	52	13
Windsor-Sarnia (570)	18	25	40	12
Stratford-péninsule Bruce (580)	12	16	16	4
Nord	23	32	41	12
Nord-Est (590)	18	22	29	9
Nord-Ouest (595)	5	10	12	3

Tableau 32 (suite)		(en milliers)	
	Commerce de détail	Services personnels ⁵	Éducation
Ontario	771	637	444
Région :			
Est	97	91	62
Ottawa (510)	72	67	42
Kingston-Pembroke (515)	24	24	19
Région du grand Toronto (530)	348	269	191
Centre	183	160	107
Muskoka-Kawarthas (520)	23	22	15
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	76	68	43
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	84	69	50
Sud-Ouest	97	81	54
London (560)	37	32	27
Windsor-Sarnia (570)	39	36	20
Stratford-péninsule Bruce (580)	21	13	7
Nord	47	36	30
Nord-Est (590)	33	25	20
Nord-Ouest (595)	14	11	9

Tableau 32 (suite)		(en milliers)	
	Santé et services sociaux	Administration publique	
Ontario	638	314	
Région :			
Est	92	113	
Ottawa (510)	65	102	
Kingston-Pembroke (515)	27	11	
Région du grand Toronto (530)	246	95	
Centre	154	60	
Muskoka-Kawarthas (520)	20	8	
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	61	24	
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	73	28	
Sud-Ouest	97	21	
London (560)	41	9	
Windsor-Sarnia (570)	39	8	
Stratford-péninsule Bruce (580)	17	4	
Nord	50	26	
Nord-Est (590)	35	19	
Nord-Ouest (595)	15	7	

Tous les chiffres représentent le niveau d'emploi annuel moyen.

Les données sous-régionales peuvent ne pas correspondre aux totaux régionaux en raison de l'arrondissement des chiffres.

On ne tient pas compte des données sur l'emploi inférieures à 1 500 pour des raisons de fiabilité statistique.

Se reporter à la remarque sur les écarts types et sur la RGT du tableau 31.

Groupements d'industries fondés sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

¹ Comprend foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz.

² Comprend transport et entreposage, services publics et commerce de gros.

³ Comprend finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail; gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien; et services professionnels, scientifiques et techniques.

⁴ Comprend des industries telles que : édition; industries du film et de l'enregistrement sonore; radiotélévision et télécommunications; services d'information et de traitement des données; arts d'interprétation; sports-spectacles et industries connexes; établissements du patrimoine; divertissements, loisirs et jeux de hasard.

⁵ Comprend hébergement et services de restauration, et autres services (tels que réparations et entretien, services personnels et blanchissage, services religieux, services de subventions et services civiques, professionnels et autres).

Source : Statistique Canada.

Régions économiques de l'Ontario ¹**Tableau 33****Est**

Ottawa (510)	Comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry, Prescott et Russell, Leeds et Grenville, comté de Lanark et division d'Ottawa
Kingston-Pembroke (515)	Comtés de Lennox et Addington, Hastings, Renfrew et Frontenac et division de Prince Edward

Centre

Muskoka-Kawarthas (520)	Comtés de Northumberland, Peterborough, Haliburton, municipalité du district de Muskoka et division des lacs Kawartha
Kitchener-Waterloo-Barrie (540)	Comtés de Dufferin, Wellington et Simcoe et municipalité régionale de Waterloo
Hamilton-péninsule de Niagara (550)	Comtés de Brant, Haldimand et Norfolk, municipalité régionale de Niagara, division de Hamilton et ville de Burlington dans la municipalité régionale de Halton

Région du grand Toronto²

Toronto (530)	Division de Toronto, municipalités régionales de Durham, York, Peel et Halton (à l'exclusion de la ville de Burlington)
---------------	---

Sud-Ouest

London (560)	Comtés d'Oxford, d'Elgin et de Middlesex
Windsor-Sarnia (570)	Comtés de Lambton et d'Essex et division de Chatham-Kent
Stratford-péninsule Bruce (580)	Comtés de Perth, Huron, Bruce et Grey

Nord

Nord-Est (590)	Districts de Nipissing, Parry Sound, Manitoulin, Sudbury, Timiskaming, Cochrane, Algoma et division du grand Sudbury
Nord-Ouest (595)	Districts de Thunder Bay, Rainy River et Kenora

¹ Telles qu'elles sont définies dans la Classification géographique type (CGT) 2001 de Statistique Canada.

² La région économique 530 correspond de très près à la région du grand Toronto, mais ne comprend pas la ville de Burlington.

**ANNEXE VII :
COMMENT PARTICIPER
AUX CONSULTATIONS
PRÉALABLES
AU BUDGET DE 2008**



COMMENT PARTICIPER AUX CONSULTATIONS PRÉALABLES AU BUDGET DE 2008

Le ministre des Finances procédera à des consultations prébudgétaires auprès de particuliers, d'organisations, d'associations et d'autres intervenants à l'échelle de la province, et ce, dans le cadre du dialogue continu que le gouvernement entretient avec la population ontarienne.

En particulier, le ministre des Finances souhaite entendre ce que les Ontariennes et Ontariens ont à dire sur ce que le gouvernement peut faire de plus pour garantir une économie productive et de meilleurs services pour les gens.

Des renseignements sur les collectivités et les lieux où le ministre envisage de se rendre seront affichés sur le site www.fin.gov.on.ca en décembre 2007. Les personnes qui souhaitent participer à l'une de ces consultations peuvent téléphoner, sans frais, au 1 800 263-7965 ou au 1 800 263-7776 (ATS).

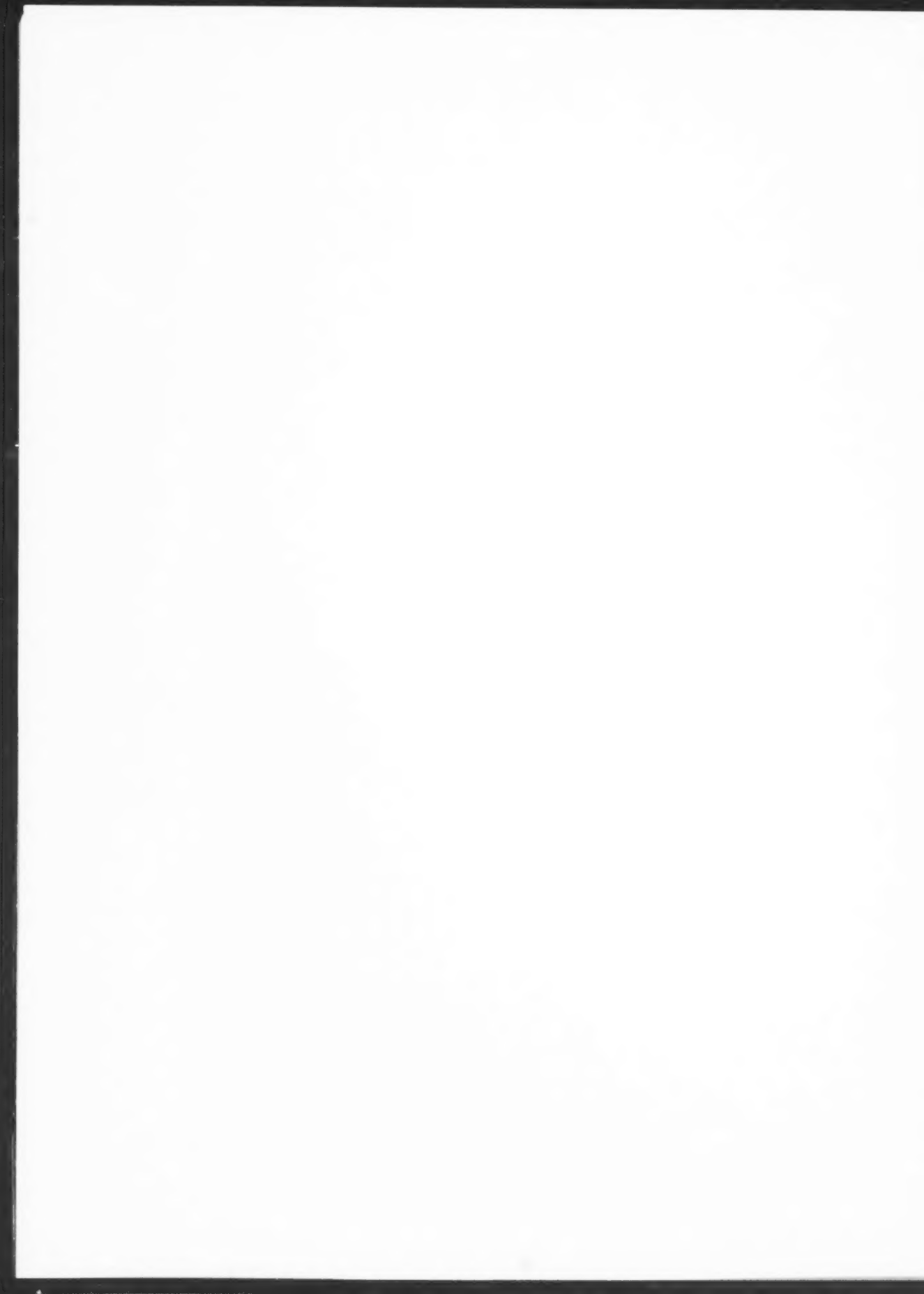
Vous trouverez ci-dessous de l'information sur la façon de participer aux consultations préalables au budget de 2008.

MÉMOIRES

Consultez le site Web du ministère des Finances, à l'adresse www.fin.gov.on.ca, pour communiquer vos idées relativement au budget de 2008. Pour ce faire, cliquez sur la mention « Donnez-nous votre avis » de la rubrique « Dossiers d'actualité » et remplissez la formule prévue à cet effet.

Vous pouvez aussi envoyer vos mémoires par courrier électronique à l'adresse submissions@ontario.ca, par télécopieur, au 416 325-0969, ou par la poste à l'adresse suivante : L'honorable Dwight Duncan, ministre des Finances, a/s du Secrétariat du budget, Édifice Frost Nord, 3^e étage, 95, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1Z1.







© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2007

ISSN 1483-5983 (Imprimé)

ISSN 1496-2837 (PDF/HTML)